

Université de Montréal

**Genèse et évolution de la culture de la coopération militaire européenne :
l'armement (1948-2006)**

par
Marc-André Viau

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de M.Sc.
en science politique

Février 2007

© Marc-André Viau 2007



JA

39

U54

2007

V.005

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Identification du jury

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Genèse et évolution de la culture de la coopération militaire européenne :
l'armement (1948-2006)

présenté par :

Marc-André Viau

à été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Pascale Dufour
présidente-rapporteur

Frédéric Mérand
directeur de recherche

Martial Foucault
membre du jury

Résumé

Afin d'étudier comment les questions d'armement sont abordées dans le cadre de l'Union européenne, ce mémoire recense les principales institutions de coopération militaire et industrielle du domaine de l'armement en Europe, de 1948 à 2006. Un cadre théorique constructiviste permet d'y expliquer l'émergence d'une culture de coopération. Il est soutenu que cette culture, identifiée comme l'acquisition des habitudes de coopération issues des mécanismes et pratiques institutionnelles mis en place, permet à l'UE de contourner les obstacles et d'intégrer les questions d'armement dans ses politiques de sécurité et défense. Constant d'importants changements paradigmatiques au sein des institutions européennes de l'armement au cours de la période étudiée, ce mémoire met en relief les processus qui sous-tendent ces transformations et leur impact sur la nature et les normes de coopération en matière d'armement au sein de l'UE.

Le premier chapitre est consacré à la présentation des institutions de coopération, ce qui met en évidence la construction des pratiques et des mécanismes. Le second chapitre explique la reproduction des habitudes de coopération dans les politiques de l'UE. Le troisième chapitre présente l'influence de l'évolution de la culture de coopération sur la transformation du cadre institutionnel de l'UE.

Mots clefs : Constructivisme ; Institutions ; PESD ; OTAN ; UEO ; Européanisation ; Isomorphisme ; Marché ; Agence

Abstract

How have European Union members cooperated to tackle issues of armaments in military and industrial institutions since 1948 in Europe? A constructivist theoretical framework best explains the emergence of a culture of cooperation central to this puzzle. This culture which arises from a series of mechanisms, practices and habits has enabled the creation of multiple institutions culminating in the inclusion of armaments issues in the security and defence policy. The first chapter shows how habits of cooperation contributed to the creation of institutions. The second chapter explains how the new security and defence policy of the EU reproduced these habits. The third chapter emphasizes on the influence of the culture of cooperation upon the transformation of EU institutional framework.

Keywords: Constructivism; Institutions; ESDP; NATO; WEU; Europeanization;
Isomorphism ; Market ; Agency

Table des matières

INTRODUCTION	1
Contexte	2
État des connaissances	7
Cadre théorique	15
Culture et coopération	
Culture et intérêts	
Hypothèses	20
Méthodologie	22
Plan	25
Chapitre 1 – Histoire des institutions de coopération en matière d’armement	26
1.1. L’émergence de la culture de coopération	26
1.1.1 L’héritage de la Seconde Guerre mondiale et les normes	27
1.1.2 L’Union de l’Europe Occidentale (UEO)	28
1.1.2.1 Le traité de Bruxelles modifié	28
1.1.3 La communauté européenne de défense (CED)	31
1.1.4 L’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN)	33
1.1.4.1 Évolution de la coopération transatlantique en matière d’armement	34
1.1.4.2 L’identité européenne de sécurité et défense (IESD)	38
1.2. L’institutionnalisation de la culture de coopération : le développement	40
1.2.1 La coopération politique communautaire	41
1.2.1.1 Le rapport Davignon (Luxembourg)	42
1.2.1.2 La coopération politique européenne (CPE)	42
1.2.1.3 Le rapport Tindemans	43
1.2.1.4 L’Acte unique européen et l’institutionnalisation de la CPE : prémisse à la PESC	44
1.2.2 La coopération politique multilatérale	45
1.2.2.1 GEIP - Groupe européen indépendant de programme (1976)	45
1.2.2.2 EUCLID - European Cooperation for the Long-Term in Defence (1984)	46

1.3. L'institutionnalisation de la culture de coopération : la consolidation	48
1.3.1 GAEO/OAEO – Groupe/Organisation de l'Armement de l'Europe Occidentale	48
1.3.2 OCCAR - Organisation conjointe de coopération en matière d'armement	51
1.3.3 LdI - Lettre d'Intention	55
1.3.4 Le Code de conduite en matière d'exportation d'armement	58
1.3.2 La coopération industrielle : les sociétés transnationales de défense (STD)	61
Chapitre 2 – L'armement et les politiques de l'UE	64
2.1 L'intégration de la culture de coopération dans les politiques de l'UE	64
2.1.1 Le traité de Maastricht	64
2.1.2 Les politiques communes de sécurité et défense	65
2.1.2.1 La Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)	66
2.1.2.2 De la PESC à la PESD : définir l'intervention militaire européenne	70
2.1.2.3 La PESD après St-Malo : l'opérationnalisation des politiques	71
2.2 Définir les capacités dans le cadre politique de la PESD	74
2.2.1 Helsinki : la définition des capacités	74
2.2.2 Plan d'action européen sur les capacités (PAEC)	77
2.3 Le réseau de la PESD en matière d'armement	79
2.3.1 Agence européenne de la défense (AED)	80
2.3.2 L'AED et l'article 296	82
2.3.3 Le marché européen des équipements de défense (EDEM)	84
Chapitre 3 – Analyse	89
3.1 Discussion théorique	89
3.1.1 Intégration européenne : les explications	91
3.1.1.1 L'approche politique de l'intergouvernementalisme	91
3.1.1.2 Les variantes de l'approche économique	94
3.1.1.3 L'explication culturelle du constructivisme	95

3.2 Genèse, évolution et transmission de la culture de coopération : les résultats	97
3.2.1 Les processus	98
3.2.1.1 L'isomorphisme	98
3.2.1.2 Les transformations incrémentales	100
3.2.1.3 L'eupéanisation	104
3.2.2 Les normes	106
3.2.2.1 Production et commerce	107
3.2.3 Continuité et rupture : quel nouveau cadre de coopération ?	109
 CONCLUSION	 115
Sur l'Union européenne	115
Sur la PESD	115
L'armement, le modèle européen et la PESD	117
Genèse et évolution de la culture de coopération : conclusion	118
Apports	
Limites	
Nouvelles pistes de recherche	121
 Bibliographie	 122

Abréviations

ACA – Agence pour le contrôle des armements
 AED – Agence de défense européenne
 BITDE – Base industrielle et technologique de défense européenne
 BPD – Bureau de production de défense
 CDNA – Conférence des directeurs généraux de l’armement
 CECA – Communauté européenne du charbon et de l’acier
 CED – Communauté européenne de défense
 CIG – Conférence intergouvernementale
 CMUE – Comité militaire de l’Union européenne
 COARM – Groupe de travail sur les armes conventionnelles
 CoPBSC – Code of Best Practice in the Supply Chain
 COPS – Comité politique et sécurité
 CPA – Comité production d’armements
 CPD – Coherent Policy Document
 CPE – Coopération politique européenne
 EADS – European Aeronautic Defence and Space Company
 EDEM – Marché européen des équipements de défense / European defence equipment market
 EMUE – État-major de l’Union européenne
 EUCLID – European cooperation in the long term for defence
 EUROPA MOU – Mémoire d’Ententes européennes en matière d’organisation, de programmes et d’activités de recherche
 GAEO – Groupe armement de l’Europe occidentale
 GEIP – Groupe européen indépendant de programme
 GIE – Groupes d’intérêts économiques
 GRE – Groupes de recherche européens
 IESD – Identité européenne de sécurité et défense
 LdI – Lettre d’intention
 EUROPA MOU – Mémoire d’Ententes européennes en matière d’organisation, de programmes et d’activités de recherche
 NBMR – NATO Basic Military Requirements .
 OAEO – Organisation armement de l’Europe occidentale
 OCCAR – Organisation conjointe de coopération en matière d’armement
 OTAN – Organisation du traité de l’Atlantique Nord
 PAEC/ECAP – Plan d’action européen sur les capacités / European Capabilities Action Plan
 PESC – Politique étrangère et de sécurité commune
 PESD – Politique européenne de sécurité et de défense
 POLARM – Groupe de travail sur la politique d’armement
 R&D – Recherche et développement
 SHAPE – Supreme Headquarters Allied Powers Europe
 STD – Société transnationale de défense
 TCE – Traité instituant les communautés européennes
 TUE – Traité sur l’Union européenne
 UE – Union européenne
 UEO – Union de l’Europe occidentale

à mes parents

Remerciements

La rédaction de ce mémoire de maîtrise fut une longue et complexe opération. Ceux qui m'ont côtoyé au cours de ma rédaction en savent quelque chose. Dans l'environnement académique, je tiens à remercier, d'abord et avant tout, mon directeur Frédéric Mérand pour ses explications, ses commentaires ainsi que ses valeureux conseils. Sous sa direction, le mot encadrement a pris, pour moi, tout son sens. Je tiens aussi à remercier Martial Foucault qui, malgré sa récente embauche, a tout de même pris le temps de me faire des commentaires qui m'ont permis de préciser ma pensée. Je souhaite remercier particulièrement Pascale Dufour pour son soutien moral, sans lequel il m'aurait été difficile d'en venir à bout. Mes remerciements sont également dirigés envers mes collègues du « troisième étage » en général, ainsi qu'envers la communauté du bureau C-3110 et plus particulièrement Renaud Goyer, Félix Thériault-Bérubé, Valérie-Anne Mahéo-Leluel et Maude Chapados qui ont contribué à égayer mon environnement de travail.

Je remercie mes amis qui, au cours de mes années de maîtrise, m'ont permis de me changer les idées. Merci à Dominic Viau, à ma gang du club de soccer Montréal-United, à Pierre Fortin, à Mathieu Bourgeois, Isabelle Milot et la toute petite Ariane Bourgeois-Milot ainsi qu'à Alexandre (God)ley. De par votre présence vous m'avez donné la force de continuer. Je dédie ce mémoire à mes parents qui m'ont inspiré et m'ont encouragé à persévérer. Finalement, merci à monoureuse Madeleine, pour m'avoir apporté joie et bonheur au cours de ma rédaction.

« Ce qui caractérise ce réseau complexe qui détermine les idées et les actions, c'est le fait que, si, de manière générale, chacun des liens qui le structurent, pris isolément, est lâche, en même temps chaque idée ou action donnée est sujette à une détermination multiple venant d'une quantité de fils entrelacés... »

Gregory Bateson

Vers une écologie de l'esprit II

Introduction

Un demi siècle d'affrontement suivi d'un demi siècle de coopération mène les pays du vieux continent à la création d'un projet politique novateur : l'Union européenne. La coopération est désormais la norme principale qui sous-tend les relations interétatiques européennes. Du conflit à la coopération, la transformation des relations interétatiques européennes constitue un long processus. Les pays européens construisent dorénavant les mécanismes qui encadrent les pratiques et permettent de développer les habitudes qui reflètent le cadre normatif. L'UE sert donc de canevas à l'étude de la construction des formes de coopération militaire post-Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement en matière d'armement.

Au cours de ce mémoire, nous cherchons dans un premier temps à comprendre sur quelles bases s'est édifiée la coopération militaire européenne. Dans un second temps nous nous penchons sur l'évolution des pratiques et habitudes et mécanismes de coopération par le biais des principales institutions de l'Union européenne. Dans un troisième temps, nous expliquons l'intégration politique de cette coopération que représente la réalisation de la politique européenne de sécurité et défense (PESD). Dans un dernier temps, nous évaluons les conséquences de l'intégration politique sur le cadre institutionnel de l'UE. Nous adoptons une approche constructiviste pour démontrer comment les normes de l'environnement social évoluent par l'entremise des mécanismes, pratiques et du développement des habitudes de coopération chez les

acteurs contribuant ainsi à façonner la nature de la coopération militaire et industrielle du domaine de l'armement.

Contexte

Le partage de l'Europe à Yalta à la fin de la Seconde Guerre mondiale provoque la mise en place de nouvelles structures de sécurité. C'est d'abord à l'aide du traité de Dunkerque, signé par la France et la Grande-Bretagne le 4 mars 1947, que les Européens commencent à entrevoir la question de la sécurité commune en période d'après-guerre. Ce traité consiste principalement en un front commun entre la France et la Grande-Bretagne dans le but de contrer une éventuelle agression allemande¹. De ce traité découlera une nouvelle alliance élargie au Benelux, qui sera signée en 1948. Il représente le texte fondateur de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO)². Le traité de Bruxelles est un véritable système de sécurité collective dont la fonction principale consiste à fournir une assistance mutuelle automatique en cas d'agression³.

Aussi, l'ennemi de l'époque n'est plus uniquement allemand mais davantage communiste. Toutefois, les économies et les systèmes de sécurité nationaux ayant été majoritairement détruits par la guerre, l'assurance de sécurité face au géant soviétique ne peut être garantie par une assistance mutuelle, aussi bonne soit la volonté. C'est donc à ce stade que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) prend le relais de la sécurité européenne. L'OTAN est à la base constituée des États-Unis, du Canada et des signataires du Traité de Bruxelles (UEO), auxquels se joignent le

¹ Pierre Pascallon, dir., 1999, *L'Alliance Atlantique et l'OTAN, 1949-1999 : un demi-siècle de succès*, Bruxelles : Bruylant, p. 4.

² Les pays signataires du traité de l'UEO sont la Belgique, le Luxembourg, les Pays Bas, la France et le Royaume-Uni.

³ Pierre Pascallon (dir.), 1999, *Op. Cit.*, p. 5.

Danemark, l'Islande, l'Italie, la Norvège et le Portugal⁴. La création de l'OTAN sera officialisée par le traité de Washington en avril 1949⁵.

Par ailleurs, l'émergence de la coopération en matière de sécurité répond aussi à une logique économique. C'est dans le contexte d'après-guerre et principalement motivés par une volonté d'assurer la sécurité européenne que les États de l'UE⁶ forment les premières institutions de coopération. Par l'entremise du plan Schuman (9 mai 1950), la France et l'Allemagne posent les premiers jalons de la coopération économique qui marquent le début d'une série d'accords dans le but de stimuler l'économie européenne et de réduire les tensions qui ont présidé aux conflits sanglants de la première moitié du siècle. Ainsi, bien que la déclaration historique du 9 mai 1950 mènera à la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), l'objectif sous-jacent consiste plutôt à mettre en place des conditions pour empêcher la résurgence des tensions :

[...] Le rassemblement des nations exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée : l'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne.

Dans ce but, le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier, sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe.

[...] La mise en commun des productions [...] changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes. La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifestera que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible⁷.

⁴ OTAN, 2001, *Manuel de l'OTAN*, Bruxelles : Bureau de l'information et de la presse, p. 31-32.

⁵ *Ibid*, p. 32.

⁶ À cette époque l'Union européenne n'est pas une entité effective mais nous y référons afin de faciliter la lecture et de démontrer la continuité institutionnelle entre le développement des Communautés européennes et le traité de Maastricht.

⁷ Christophe Révillard, 2000, *Les dates-clefs de la construction européenne*, Paris : Éditions Ellipses, p. 10-11.

La CECA émerge donc d'une combinaison d'intérêts sécuritaires et économiques, ce qui trace en partie la voie de la construction européenne qui suit. De surcroît, il est fort intéressant de constater que ces mécanismes institutionnels vont annihiler non seulement les possibilités *matérielles* mais surtout les conditions *conceptuelles* d'une guerre interétatique entre la France et l'Allemagne. Les relations qui se forment entre les États européens au sortir de la Deuxième Guerre mondiale sont désormais de nature coopérative. Celles-ci contrastent donc fortement avec les relations conflictuelles précédentes qui ont débouché sur deux guerres mondiales. C'est donc en déterminant les conditions pour rendre impossible la guerre tant au niveau matériel que conceptuel que les États ont posé les bases de la culture de coopération.

Les communautés européennes qui forment le premier pilier du traité sur l'UE (TUE) ne contiennent pas d'institutions de sécurité et défense. Celles-ci prennent plutôt forme dans le second pilier. La cause de cette absence d'institutions de nature proprement sécuritaire dans le développement des communautés européennes réside dans le rejet de la Communauté européenne de défense (CED). Cette institution, sur laquelle nous revenons plus en détail au cours du premier chapitre, vise à définir et créer des moyens de défense européens autonomes et notamment une armée européenne. Rejetée notamment en raison de l'absence de volonté politique, elle imprègne toutefois fortement les pratiques de coopération militaire. En effet, l'environnement de sécurité européen s'organise à l'extérieur du cadre de l'UE et favorise le lien transatlantique. Les pratiques de coopération militaires sont donc exclues du cadre institutionnel européen dès 1954.

Le rejet de la CED révèle la problématique principale de ce mémoire, soit comment les membres de l'UE arrivent à traiter des questions d'armement dans le cadre de l'UE. Bref, comment les membres de l'UE surmontent les obstacles à la

coopération. La coopération militaire et industrielle de l'armement est constituée des pratiques, mécanismes et habitudes. Le développement de ces pratiques dans l'environnement de sécurité européen a pour corollaire la multiplication des institutions. L'ensemble de ces pratiques et l'enchevêtrement institutionnel renvoie au concept de culture de coopération. La construction des outils de coopération, qui permet de développer des habitudes de coopération, provoque une multiplication des institutions. Ceci permet à l'UE de contourner les obstacles et d'intégrer les questions de sécurité et défense dans son cadre institutionnel, comme en fait foi le développement de la PESD et de l'Agence de défense européenne (AED).

En outre, c'est dans la chute de l'Union soviétique que s'opère – au sein de l'UE en particulier et du monde en général – une profonde remise en question des problèmes et des menaces au sein de l'environnement de sécurité international. La question est particulièrement intéressante en Europe. À première vue, on constate que les bases sur lesquelles toute la sécurité et la défense de l'Europe ont été édifiées, lors de la seconde moitié du XX^e siècle, s'effondrent en conséquence de la chute du Mur de Berlin.

La fin du système bipolaire de la guerre froide, le développement des pratiques de coopération et les multiples institutions qui en sont porteuses forcent les États européens membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à se questionner sur l'Identité européenne de sécurité et défense (IESD). L'IESD est un concept qui prend forme au sein de l'OTAN après l'effondrement du mur de Berlin. L'IESD fait la promotion de deux idées : 1) réformer les structures de l'OTAN et 2) accroître l'autonomie européenne en matière de capacités militaires. Par le biais du concept d'IESD, l'OTAN cherche à s'adapter au nouveau contexte international. En

substance, l'IESD établit clairement : « qu'il appartient aux alliés européens concernés de décider des dispositions nécessaires à l'expression d'une politique étrangère et de sécurité et d'un rôle de défense communs au niveau de l'Europe »⁸. Les interrogations soulevées par l'IESD font partie de l'équation qui va permettre à l'UE de s'approprier les questions de sécurité européenne et de remettre en question l'organisation du modèle de sécurité européen.

Outre les bouleversements structurels de la dernière décennie du XX^e siècle, vient aussi l'aboutissement du projet politique novateur que constitue Maastricht. L'évolution des pratiques et l'instauration des habitudes de coopération, combinées à l'émergence de l'IESD, amènent les États à inclure une dimension sécuritaire au Traité de Maastricht. C'est ainsi que naît la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) qui consiste à guider le développement de l'Union européenne dans les domaines de la sécurité et de politique étrangère. De la PESC découle la Politique européenne de sécurité et défense (PESD), que nous pouvons considérer comme la dimension militaire de la précédente. Au cours des dernières années un réseau d'institutions s'est développé autour de la PESD. Bref, de ses origines à aujourd'hui, on constate qu'une dimension importante de la construction de l'Union européenne réside dans le développement de la coopération militaire. C'est cette dimension que nous projetons d'étudier dans le cadre de ce mémoire et notamment le secteur de l'armement.

⁸ André Dumoulin, Raphaël Mathieu et Gordon Sarlet, 2003, *La politique européenne de sécurité et de défense (PESD). De l'opérateur à l'identitaire*, Bruxelles : Bruylant, p. 25.

État des connaissances

Nous présentons ici quelques arguments représentant différentes façons d'analyser et de présenter l'UE et sa dimension militaire. D'un côté, cet état des connaissances vise à identifier quelques arguments sur le fonctionnement de l'intégration européenne et donc du processus par lequel les États en viennent à coopérer. De l'autre côté, l'objectif est de présenter les différentes approches théoriques concernant le développement de la PESD.

Plusieurs analyses de la dimension militaire de l'UE portent sur le rôle de l'UE comme acteur de la scène internationale⁹. Certains auteurs voient dans l'émergence de la PESD une transformation de l'UE : elle devient un acteur militaire¹⁰. Cette analyse du rôle de l'UE sur la scène internationale s'inscrit dans une tradition structuro-réaliste d'analyse politique. Dès lors l'analyse se tourne principalement vers la distribution des capacités et l'équilibre des puissances entre UE et USA-OTAN¹¹. Avec comme conception de l'acteur politique sur la scène internationale celle de l'État unitaire, les auteurs cherchent à expliquer un fonctionnement systémique et non à comprendre l'évolution institutionnelle. L'étato-centrisme qu'impose ce type d'analyse contraste fortement avec l'évolution dynamique qui caractérise l'Union européenne en général, à partir du début des années 90, et la PESD en particulier, depuis 1998. Cette vision de l'UE comme acteur militaire est soutenue par d'autres auteurs qui mettent en avant

⁹ Adrian Treacher, 2004, « From Civilian to Military Actor: The EU's Resistable Transformation », *European Foreign Affairs Review* 9 : 49-66.

¹⁰ Voir notamment : Susan E. Penska and Warren L. Mason, 2003, « EU Security and the Transatlantic Relationship », *Cooperation and Conflict* 38 (3) : 255-280.

¹¹ Voir notamment : Barry R. Posen, 2004, « ESDP and the Structure of World Power », *The International Spectator* 39 (1) : 5-17 ; Stephen Blank, 2002, « The Transatlantic Security Agenda: A Conference Report Analysis », *European Security* 11 (2) : 1-32.

l'interpénétration des sphères politiques et militaires et ce au sein même des institutions européennes¹².

Le fonctionnalisme constitue une autre façon d'approcher l'objet d'étude que représentent l'UE et la coopération militaire¹³. Cette approche a dominé, surtout au cours des années 60, les explications concernant l'intégration européenne. Selon cette approche, il suffit de créer des formes de coopération dans des domaines techniques pour que celle-ci s'étende, par un phénomène de « *spillover* », au domaine politique¹⁴. Le fonctionnalisme s'oppose principalement à la théorie de l'intégration régionale. Selon David Mitrany, auteur qui a fortement contribué à l'essor de cette approche, le régionalisme confine l'analyse politique au modèle étatique westphalien. Mitrany affirme que le mode d'organisation politique westphalien relève d'une logique territoriale et est donc propice aux conflits car il soulève les différences entre les membres et les étrangers¹⁵. En d'autres termes, la logique territoriale est exclusive tandis que la logique fonctionnaliste est inclusive.

L'explication fonctionnaliste décrit donc un processus rationaliste et technocratique. Toutefois, le développement de la coopération militaire ne suit pas ce parcours. Davantage, la coopération en matière d'armement a été délibérément exclue du processus d'intégration européenne et ce dès ces débuts. La coopération dans le domaine de l'armement relève du domaine technique mais elle ne s'est pas progressivement étendue au domaine politique, du moins pas dans le cadre institutionnel européen. La nature particulière de ce domaine technique, soit son lien au

¹² Robert M. Cutler and Alexander Von Lingen, 2003, « The European Parliament and European Union Security and Defence Policy », *European Security* 12 (2) : pp 1-20.

¹³ Gilles Adréani, 2000, « Why Institutions Matter », *Survival* 42 (2) : 81-95.

¹⁴ Alex Macleod, Evelyne Dufault, Guillaume Dufour, 2002, *Relations internationales théories et concepts*, Athéna, p. 196.

¹⁵ Ben Rosamond, 2000, *Theories of European Integration*, Palgrave : New York, p. 37.

militaire, entrave le processus de « spillover ». Nous verrons ultérieurement que la coopération politico-militaire s'est développée progressivement et parallèlement à la coopération technique de l'armement. C'est d'ailleurs la coopération politico-militaire qui rend possible l'intégration du secteur de l'armement dans les politiques européennes et non l'inverse.

L'intergouvernementalisme constitue une autre façon d'expliquer l'UE et son développement. Cette théorie de l'intégration européenne reprend des éléments du néoréalisme soit la *puissance* et les *intérêts*, tout en affirmant que ceux-ci ne sont pas uniquement déterminés par la position dans le système mais aussi en fonction des dynamiques internes des États¹⁶. Ainsi, bien que les institutions européennes encadrent les relations interétatiques, le processus d'intégration dépend quant à lui des intérêts infra-étatiques. Par ailleurs, la force des institutions européennes dépend de la volonté des États¹⁷. Cette approche accorde donc très peu d'autonomie aux institutions européennes, laissant ainsi à l'État le principal rôle d'acteur de l'intégration politique européenne.

En ce qui concerne l'armement, l'auteur Andrew Moravcsik, tenant de l'approche intergouvernementale, considère que : « arms collaboration generates a great deal of domestic conflict, in which government bureaucracies and private interest groups assume important and unexpected roles »¹⁸. Par ailleurs, il affirme que le principal obstacle à la coopération réside dans le fait que : « governments [...] are

¹⁶ Andrew Moravcsik, 1991, « Negotiating the Single European Act », Dans Robert O. Keohane & Stanley Hoffmann, dir., *The New European Community. Decisionmaking and Institutional Change*, Boulder : Westview Press, p 46.

¹⁷ *Ibid*, p. 75.

¹⁸ Andrew Moravcsik, 1993, « Armaments Among Allies. European Weapons Collaboration, 1975-1985 », Dans Peter B. Evans, Harold K. Jacobson and Robert D. Putnam, dir., *Double-Edged Diplomacy*, Berkeley : University of California Press, p. 129.

unable to negotiate arrangements for apportioning research, development, and production tasks that satisfy powerful domestic economic interests »¹⁹.

Dans son argumentation, Moravcsik surestime le poids des facteurs économiques au détriment des facteurs politiques. Comme le mentionne Malena Britz à propos de la réorganisation du secteur de l'armement : « This restructuring was led by the companies but clearly politically requested and sanctioned »²⁰. Ainsi, les propos de Moravcsik soulèvent de nombreuses interrogations. En effet, comment expliquer par des considérations d'économie nationale que le développement de collaboration en matière d'armement s'effectue à l'OTAN mais non au sein de l'UE. Un modèle incluant des explications politiques pour nuancer le déterminisme économique donne une plus-value à l'explication de l'évolution de la coopération, comme le fait par exemple Britz. La question de l'armement au sein de l'UE est liée, comme nous le verrons au second chapitre, à la définition des besoins opérationnels et au développement des institutions politico-militaires. L'ouverture de l'Union sur les questions de sécurité et défense permet donc d'expliquer comment s'effectue l'intégration des questions de commercialisation en matière d'armement au sein de l'UE. En revanche, l'argumentation basée sur la satisfaction des intérêts économiques domestiques ne permet pas d'expliquer l'ouverture politique de l'UE envers les questions politico-militaires.

La logique qui sous-tend la coopération en matière d'armement, et des politiques qui en découlent, peut facilement être étudiée avec une approche économique. Les enjeux actuels soulevés par la duplication et le protectionnisme

¹⁹ *Ibid*, p. 129.

²⁰ Malena Britz, 2003, *The Europeanization of Defence Industry Policy*, Thèse de Doctorat, Department of Political Science, Stockholm University, p. 211.

s'insèrent aisément dans des arguments promouvant la rationalisation et la restructuration des industries, de façon à économiser et à devenir plus concurrentiel. Toutefois, l'approche économique « ne peut être réduite à des interactions stratégiques entre des acteurs rationnels maximisant leur utilité »²¹. On discerne deux tendances principales au sein de l'approche économique. La première concerne les travaux d'économie industrielle qui mettent l'accent sur la transformation du secteur industriel de la défense comme moteur de l'intégration²². Les travaux de Burkard Schmitt, auxquels nous faisons référence afin de présenter les mécanismes institutionnels de coopération, illustrent le mieux cette orientation.

La seconde tendance, celle de l'économie institutionnelle, cherche « à comprendre comment les institutions façonnent la production de défense »²³. À l'aide d'une approche théorique privilégiant « l'étude des interactions entre pays », ces travaux visent à comprendre les « difficultés de coopération, de coordination et de révélation des préférences »²⁴. Les tenants de cette approche partent notamment du problème d'asymétrie d'information pour comprendre la dynamique de relation entre les acteurs²⁵. Ainsi, en utilisant la théorie de l'agence cette approche économique situe l'analyse au niveau des « problèmes que pose la délégation par un principal à un mandataire d'un certain nombre de fonctions dans le domaine de la politique de défense »²⁶. La délégation est principalement motivée par le désir de « minimiser les

²¹ Bastien Irondelle, 2002-2003, « La défense européenne, quel objet pour quels outils d'analyse ? », *La revue internationale et stratégique* 48 (hiver), p. 86.

²² *Ibid*, p. 86.

²³ *Ibid*, p. 87.

²⁴ Martial Foucault, 2005, *Biens collectifs et sécurité extérieure : analyse économique de la politique européenne de défense*, Résumé de Thèse de Doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut Universitaire Européen, p. 2.

²⁵ Bastien Irondelle, 2002-2003, *Op. Cit.*, p. 87.

²⁶ *Ibid*, p. 87.

coûts de transaction »²⁷. De plus, elle sert également à améliorer la qualité des politiques dans un domaine technique en « déléguant les responsabilités à un agent possédant des connaissances spécifiques »²⁸.

La logique de ces travaux ne cadre pas dans notre étude puisqu'ils n'expliquent pas la genèse et l'évolution du cadre de coopération qui s'étend au-delà du secteur industriel. De plus, ce type d'approche a tendance, de par sa nature, à ne considérer que la dimension économique de l'armement dans l'analyse des processus de coopération. Toutefois, comme nous le verrons au cours de ce mémoire, l'armement réfère tant à la dimension militaire que politique et économique. Finalement, on ne retrouve pas d'analyse concernant l'impact des institutions sur les choix des États.

En raison de l'importance du poids des événements historiques dans la construction de l'environnement de sécurité européen post-Seconde Guerre mondiale, certains auteurs adoptent une approche néo-institutionnelle historique. Christoph O. Meyer, dans l'article « Convergence Towards Strategic Culture », utilise cette approche afin de comprendre le développement d'une culture stratégique européenne, produit de la convergence des différentes cultures stratégiques étatiques²⁹. L'auteur utilise l'argument de la « *path dependency* » lorsqu'il affirme : « They cannot extract themselves and their potential utilitarian considerations from the cultural and social context in which they are embedded and their actions will always reflect this context

²⁷ Hussein Kassim and Anand Menon, 2005, « The principal-agent approach and the study of the European Union: promise unfulfilled? », Dans Erik Jones and Amy Verdun, dir., *The Political Economy of European Integration. Theory and Analysis*, London : Routledge, p. 41.

²⁸ *Ibid*, p. 41.

²⁹ Christoph O. Meyer, 2005, « Convergence Towards a European Strategic Culture? A Constructivist Framework for Explaining Changing Norms », *European Journal of International Relations* 11 (4) : 523-49.

»³⁰. Cependant, Meyer ne considère pas les normes comme étant inflexibles. En effet, l'auteur présente trois mécanismes d'apprentissage social (*learning mechanism*) qui ont le potentiel de faire infléchir les normes et ainsi influencer le développement institutionnel et politique³¹.

Le changement de perception de la menace, la socialisation institutionnelle et la médiatisation des conflits sont trois mécanismes d'apprentissage qui affectent les normes concernant l'utilisation des forces armées et les modes de coopération³². Bref, Meyer considère que des transformations incrémentales peuvent contribuer à faire converger des cultures stratégiques différentes. Nous récupérons l'idée de socialisation institutionnelle et de son impact sur les normes pour expliquer l'évolution de la coopération en matière d'armement. Nous considérons cependant que le résultat de l'apprentissage est davantage que de la convergence de culture stratégique nationales mais plutôt la création d'une culture de coopération européenne. La différence entre la convergence et la création de la culture de coopération militaire européenne réside dans le processus de constitution de cette dernière. En effet, nous considérons que l'initiative du processus revient aux institutions européennes et non aux États. En ce sens les cultures nationales s'adaptent au cadre institutionnel européen, plus qu'elles ne le définissent.

L'analyse institutionnelle de la construction de la PESD s'effectue aussi à l'aide de la variante sociologique. En souhaitant retracer les dynamiques qui président au développement de la coopération militaire au sein de l'Union européenne, Ulrika Mörth et Malena Britz utilisent la notion de champs organisationnels (*organizational*

³⁰ *Ibid*, p. 527.

³¹ *Ibid*, pp. 532-43.

³² *Ibid*, pp. 532-43.

fields)³³. Les champs organisationnels respectivement représentés par la défense et le marché de l'armement sont, selon les auteures, liés par des règles institutionnelles³⁴. Elles affirment, à propos des champs organisationnels, que la ligne de séparation entre les deux s'atténue progressivement et que, ce faisant, il est désormais possible d'envisager de nouvelles formes et méthodes de coopération au plan européen. Selon les auteures, ces formes de coopération et les politiques qui en découlent sont mieux définies par des approches analytiques qui tiennent compte de la nature organisationnelle complexe et du caractère multiforme des politiques de l'armement, que par des approches traditionnelles³⁵.

Finalement, un vaste pan de la littérature approche la coopération en matière de sécurité et défense en analysant le rôle des élites politiques dans la construction de la PESD. C'est notamment le cas d'Anand Menon qui explique le rôle des présidents français dans la définition de la position française vis-à-vis des institutions de sécurité européennes³⁶. Dans le même ordre d'idée, Jolyon Howorth analyse le rôle de Tony Blair au sommet de St-Malo en 1998, prélude à la création de la PESD³⁷. Selon l'auteur, la position de Blair est essentiellement stratégique et vise à doter l'Union européenne des capacités de défense permettant par la même occasion de renforcer l'OTAN³⁸. Frédéric Mérand offre quant à lui une autre lecture du rôle des élites dans la

³³ Ulrika Mörth and Malena Britz, 2004, « European Integration as Organizing: The Case of Armaments », *Journal of Common Market Studies* 42 (5), p. 962.

³⁴ *Idem*.

³⁵ *Ibid*, p. 957.

³⁶ Anand Menon, 1995, « From Independence to Cooperation : France, NATO and European Security », *International Affairs* 71 (1) : 19-34.

³⁷ Jolyon Howorth, 2000, « Britain, NATO and CESDP : Fixed Strategy, Changing Tactics », *European Foreign Affairs Review* 5 : 377-96.

³⁸ *Ibid*, p. 384.

construction de la PESD³⁹. Il constate l'existence d'une vision partagée de la PESD, d'une part entre les diplomates et de l'autre entre les militaires de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne⁴⁰. Mérand affirme que la construction de la PESD est le résultat de l'interaction entre les positions des diplomates (*EU policy-led*) et des militaires (*capability-based*)⁴¹. Selon ces auteurs le développement institutionnel de la PESD s'explique par l'analyse des représentations communes chez les leaders politiques ainsi qu'au sein des communautés d'intérêts. Cette approche est fort intéressante mais elle dépasse les objectifs de notre étude qui vise principalement à comprendre dans quel cadre les leaders forgent leurs représentations communes.

Il y a donc une variété d'approches possibles afin d'expliquer la coopération au sein de l'UE et au niveau de l'armement⁴². Ces différentes approches utilisent différentes variables et différents niveaux d'analyse afin d'expliquer la coopération. Le regard posé sur ce phénomène, tel que présenté ci-dessus, permet d'aborder la coopération européenne et de l'armement sous différents angles. Nous présentons, au cours de la prochaine section, notre approche, qui n'est pas exclusive des autres approches mais qui est la plus appropriée en regard de nos objectifs.

Cadre théorique

L'avènement de la PESD et de l'Agence européenne de défense (AED) soulève plus de questions que les théories précédemment exposées ne sont à même d'expliquer.

³⁹ Frédéric Mérand, 2003, *Soldiers and Diplomats: The Institutionalization of the European Security and Defence Policy*, Thèse de Doctorat, Berkeley: University of California.

⁴⁰ *Ibid*, p. 5.

⁴¹ *Ibid*, p. 6.

⁴² Pour une excellente synthèse du débat théorique voir : Bastien Irondelle, 2002-2003, « La défense européenne quel objet pour quels outils d'analyse », *La revue internationale et stratégique* 48 (hiver) : 79-88

Par exemple, comment expliquer l'existence de la coopération militaire dans l'UE ? Quels processus ont permis de surmonter les obstacles à la coopération en matière d'armement au sein de l'UE ?

Pour comprendre les formes de coopération du domaine militaire de la PESD nous devons chercher des explications alternatives aux théories classiques. Le design institutionnel actuel de la coopération militaire ne peut s'expliquer par un ensemble de choix stratégiques, par une logique visant à maximiser des intérêts ou exclusivement par un processus progressif de transfert des habitudes. C'est plutôt le développement de la culture de coopération qui provoque une multiplication des institutions, qui ouvre la voie à l'intégration de la coopération en matière d'armement au sein de la politique européenne de sécurité et de défense. Inspiré de certains concepts présentés dans l'état des connaissances, notamment ceux de l'institutionnalisme historique et sociologique, l'objectif qui suit consiste à raffiner notre modèle théorique en utilisant un cadre constructiviste. Nous serons ainsi en mesure de déterminer comment la culture de coopération est constituée et quel est son impact sur l'environnement européen actuel.

Culture et coopération

Qu'est-ce que la culture en science politique ? Qu'est-ce que la culture de coopération en relations internationales ? En politique comparée, « la culture est un système de significations et de valeurs communes que les gens utilisent dans leurs activités quotidiennes »⁴³. De plus, elle est utilisée afin de « comprendre et analyser les identités politiques, c'est-à-dire comment les gens se définissent et comment ils

⁴³ Mamoudou Gazibo et Jane Jenson, 2004, *La politique comparée. Fondements, enjeux, et approches théoriques*, Montréal : PUM, p. 268.

réagissent dans une diversité de situations »⁴⁴. La culture sert donc, au sein de la politique comparée, à étudier les « valeurs particulières d'une société et l'identité de groupe »⁴⁵. De surcroît, la culture peut aussi être définie comme « un système de signification que les membres d'un groupe connaissent et utilisent dans leurs interactions »⁴⁶. L'intérêt de l'utilisation de la variable culturelle est double : expliquer la formation des identités et du cadre dans lequel prennent forme les identités. Au cours de ce mémoire nous délaissions la formation identitaire pour mieux nous concentrer sur la formation du cadre, bref sur la construction des pratiques de coopération et leur impact sur le cadre institutionnel.

Pour les constructivistes, la culture se définit d'une part comme un savoir, des connaissances, des croyances communes (*common knowledge, interlocking beliefs, intersubjective understandings*)⁴⁷. En d'autres termes, les connaissances communes évoquent des représentations mentales partagées (*shared mental models*)⁴⁸. D'autre part, la culture est aussi définie comme la somme de connaissances et de représentations collectives (*collective representations or knowledge*). Chez Wendt, les représentations collectives dépendent des croyances des individus mais elles n'y sont pas réductibles⁴⁹. Donc, la culture est plus que la somme des croyances et des idées individuelles, elle fait aussi appel à l'interaction entre les croyances. Toujours selon Wendt, la culture peut provoquer deux conséquences sur les agents en fonction de son utilisation, soit comme variable causale, soit comme variable constitutive. Au cours de ce mémoire nous utilisons la culture en tant que variable constitutive. Ce faisant, celle-

⁴⁴ *Idem.*

⁴⁵ *Ibid.*, p. 269.

⁴⁶ *Idem.*

⁴⁷ Alexander Wendt, 1999, *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press, pp. 160-1.

⁴⁸ *Idem.*

⁴⁹ *Ibid.*, p. 162.

ci agit d'une part sur les comportements et de l'autre sur les identités et intérêts⁵⁰. Par le partage de connaissance et la construction de représentations communes, les États acquièrent des habitudes et développent des pratiques de coopération qui s'illustrent dans la multiplication des institutions. Nous sommes donc intéressés par les pratiques et les mécanismes qui découlent de la formation des représentations communes.

Dans un article sur la construction des préférences étatiques dans le cadre d'un processus de coopération internationale, Jeffrey Legro s'intéresse à l'influence des forces culturelles sur la bureaucratie militaire et sur l'orientation des préférences et des politiques nationales⁵¹. Au cours de son étude, Legro tend à démontrer que la formation des préférences concernant certaines stratégies militaires est établie en fonction de l'idéation (*ideational*) plutôt qu'en fonction des forces matérielles (*material*)⁵². La coopération ne se réalise donc pas uniquement en fonction de considérations stratégiques. Comme nous le verrons dans la section sur l'histoire des institutions de coopération, certaines idées de coopération ne se matérialisent pas immédiatement mais elles imprègnent l'environnement social. Les idées se matérialisent une fois que les conditions de coopération sont mises en place. C'est donc dire que la coopération en matière d'armement au sein de l'UE ne se réalise pas parce que les États font un choix en ce sens, mais plutôt parce qu'ils ont acquis les moyens de la réaliser.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 165.

⁵¹ Jeffrey W. Legro, 1996, « Culture and Preferences in the International Cooperation Two-Step », *American Political Science Review* 90 (1) : 118-37.

⁵² *Ibid.*, p. 120.

Culture et intérêts

Une autre source s'offre à nous pour répondre au défi de l'explication de l'existence de la coopération militaire au sein de la PESD : les théoriciens des relations internationales qui utilisent une approche sociologique pour comprendre la formation des intérêts étatiques, tel Peter J. Katzenstein. L'argument principal de l'ouvrage de Katzenstein est le suivant : les intérêts des États ne sont pas déterminés uniquement par des facteurs matériels telle que la puissance, mais ce sont plutôt les environnements interne et externe qui influencent le comportement et l'identité des États⁵³. Pour l'auteur, les intérêts des États sont le résultat d'une construction sociale. « Security interests are defined by actors who respond to cultural factors »⁵⁴. Nous postulons que c'est dans l'environnement externe, par l'entremise des institutions, que sont élaborées les pratiques de coopération. Ainsi, comme le précise Alexander Wendt : « the properties of many social kinds do not exist apart from external conditions »⁵⁵. Nous identifions donc comme facteurs culturels le développement et l'enchevêtrement institutionnel qui s'effectue dans l'environnement de sécurité européen.

Toujours selon Katzenstein : « culture refers both to a set of evaluative standards, such as norms or values, and to cognitive standards, such as rules or models defining what entities and actors exist in a system and how they operate and interrelate »⁵⁶. La culture, dans ses représentations institutionnelles, produit des effets sur les acteurs puisqu'elle précise les comportements dans un contexte donné. La culture de coopération, qui prend forme dans le développement institutionnel, fournit donc le cadre normatif qui sert à encadrer le développement de la politique européenne

⁵³ Peter J. Katzenstein, dir., 1996, *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York : Columbia University Press, p. 461.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 2.

⁵⁵ Alexander Wendt, 1999, *Op. Cit.*, p. 84.

⁵⁶ Peter J. Katzenstein, dir., 1996, *Op. Cit.*, p. 56.

de sécurité et de défense. Aussi, Katzenstein précise que les normes reflètent les prémisses sur lesquelles se fonde l'action étatique⁵⁷. Ce sont donc les normes de l'environnement externe qui vont déterminer les pratiques de coopération qui sont entreprises par les États. Nous utilisons donc les prémisses de Wendt et Katzenstein dans ce mémoire afin de comprendre la formation des pratiques et de mécanismes institutionnels de coopération ainsi que leur impact sur l'évolution des normes en matière d'armement dans le cadre de l'UE.

L'objectif de ce mémoire est donc de déterminer comment la culture de coopération, élaborée au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle en Europe, influence le développement de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) et mène à la création de l'Agence européenne de défense (AED). En d'autres termes, nous cherchons à identifier la genèse des pratiques institutionnelles de coopération et comment, par leur évolution, celles-ci constituent-elles les formes actuelles de la coopération militaire.

Hypothèses

Pour comprendre le processus par lequel le développement des pratiques de coopération et la multiplication institutionnelle qui s'ensuit affectent les politiques, nous reprenons les formulations de Peter J. Katzenstein. L'auteur s'intéresse d'abord à l'effet des normes sur les politiques de sécurité. Il élabore le principe suivant : « Cultural or institutional elements of states' environments – norms – shape the

⁵⁷ *Ibid.*, p. 20.

national security interests or the security policies of states⁵⁸. Dans cette mesure, nous postulons que les institutions qui émergent de l'environnement de sécurité européen post-Seconde Guerre mondiale reflètent des normes de coopération ce qui influence les intérêts de sécurité des États. Par ailleurs, Katzenstein affirme que : « States policies both reproduce and reconstruct cultural and institutional structure »⁵⁹. Nous cherchons donc à déterminer, à travers ce prisme, comment se constitue, évolue et se transforme la coopération militaire et industrielle du domaine de l'armement au sein de l'UE.

La première hypothèse se pose donc comme suit : la culture de coopération émerge de la création de l'environnement de sécurité post-Seconde Guerre mondiale. En effet, les mécanismes, pratiques et habitudes de coopération qui s'insèrent dans le développement institutionnel mènent à la formation de l'identité européenne en matière de sécurité et défense. Cette identité reflète les normes de coopération qui émergent au sortir de la Seconde Guerre mondiale et qui se répercutent sur l'organisation de la coopération en matière d'armement au sein de l'environnement de sécurité européen.

La seconde hypothèse découle de la première en ce sens que les institutions, de par leur fonction de socialisation, transmettent et véhiculent la culture dans l'espace et dans le temps contribuant ainsi à modifier les intérêts des États européens dans le domaine militaire.

Finalement, la dernière hypothèse suggère que la culture, une fois intégrée dans le développement institutionnel, influence dès lors le développement des politiques. Ce

⁵⁸ *Ibid.*, p. 52.

⁵⁹ *Idem.*

processus contribue ainsi à créer un nouvel environnement, un nouveau cadre normatif, lequel influencera à nouveau les intérêts, identités et politiques.

Nous proposons donc l'idée selon laquelle la culture est la principale variable explicative du phénomène de coopération en matière d'armement en Europe. Nous souhaitons démontrer que la culture précède les intérêts et les choix des leaders politiques dans la mise en œuvre de la coopération en matière d'armement et des politiques qui en découlent. Les intérêts et les choix sont deux variables qui expliquent la direction que prend la coopération. Cependant, ces variables ne suffisent pas à expliquer comment la coopération en matière d'armement devient soudainement possible après avoir été volontairement exclue des traités fondateurs de l'UE. Le renversement de la position des membres concernant la question de l'armement, de son marché et de sa production s'explique adéquatement par l'entremise d'une approche qui s'intéresse à la construction des pratiques de coopération et à l'évolution des normes de l'environnement social.

Méthodologie

Nous utilisons, au cours du premier et du second chapitre, une méthode de « *process tracing* » pour expliquer les liens culturels de coopération dans le domaine militaire en Europe. L'étude de ces liens nous permet de déterminer comment s'opèrent la multiplication et l'enchevêtrement institutionnel. Cette méthode implique l'étude du processus décisionnel qui mène à un résultat plutôt que l'étude du résultat

lui-même⁶⁰. Aussi, comme nous l'avons mentionné précédemment, l'objectif consiste à expliquer comment la culture constitue les formes de la coopération en matière d'armement, telles qu'elles sont représentées aujourd'hui. Ce faisant nous abordons la question de la coopération armement dans une perspective constitutive et non causale.

La méthode choisie implique l'étude de plusieurs cas – ou observations –, lesquels serviront ultimement à expliquer les processus de transformation de l'environnement de sécurité européen en ce qui concerne le domaine de l'armement. Les institutions suivantes sont étudiées : l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ; l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ; la Communauté européenne de défense (CED) ; le Groupe européen indépendant de programme (GEIP) ; Groupe/Organisation Armement de l'Europe Occidentale (GAEO/OAEO) ; Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) ; le Code de conduite en matière d'exportation d'armement ; la lettre d'intention (LdI) ; les Sociétés transnationales de défense (STD). L'étude de ces institutions devrait nous permettre de discerner la nature de la culture de coopération. De plus, nous verrons que les institutions agissent telles des courroies de transmission et qu'elles véhiculent cette culture au sein de la PESD. Ces institutions représentent la clef de voûte de l'évolution de la culture de coopération en matière d'armement. Ce faisant, nous tentons ultimement d'illustrer la présence de cette culture dans la Politique européenne de sécurité et défense en utilisant les cas suivants : l'Objectif global (*Helsinki Headline Goal*) ; le Plan d'action européen sur les capacités (ECAP) ; Agence européenne de la défense (AED) ; le Marché européen des équipements de défense (EDEM). Ce réseau d'institutions de coopération militaire découle de la création de la PESD et est donc

⁶⁰ Gary King, Robert O. Keohane and Sidney Verba, 1994, *Designing Social Inquiry*, Princeton : Princeton University Press, p. 226.

essentiel à observer afin d'illustrer l'intégration politique de la culture de coopération et donc de tester nos hypothèses.

Le « *process tracing* » est réalisé à l'aide d'une grille d'analyse contenant les dix points suivants : a) origine (date et contexte) ; b) structure de l'institution (fonctionnement et organisation) ; c) acteurs (à l'origine de et au sein de) ; d) objectifs (mandat) ; e) mécanismes ; f) ressources ; g) domaine d'activité (marché, production, gestion) ; h) lien avec les institutions de sécurité et défense précédentes ainsi qu'avec l'UE ; i) programme pour l'avenir (permanent ou temporaire) ; j) réalisations. Dans le cadre de l'analyse nous utilisons principalement les informations concernant les objectifs, les mécanismes, les domaines d'activité et les liens afin de définir la culture et de déterminer comment celle-ci constitue les formes de la coopération.

En ce qui concerne les données utilisées, l'étude de l'impact de la culture sur la coopération militaire au sein de la Politique européenne de sécurité et défense (PESD) est principalement effectuée à l'aide de données secondaires et primaires provenant de sources officielles. D'une part, les données secondaires proviennent de périodiques scientifiques ainsi que des monographies ayant trait tant à la politique européenne contemporaine qu'à l'histoire de l'Union européenne. D'autre part, nous faisons appel aux documents originaux, tels que les traités fondateurs des institutions européennes, ainsi que ceux produits par l'UE. L'analyse est effectuée pour la période qui s'étale de 1948 à 2006.

Plan

Ce mémoire est composé de trois chapitres. Le premier chapitre est consacré à l'histoire institutionnelle de la coopération européenne en matière d'armement. Nous passons en revue les diverses instances européennes de coopération en matière d'armement. Nous retraçons les grands moments de la construction de la coopération en matière d'armement dans le but d'en dégager les liens qui unissent les institutions et d'identifier les diverses dimensions de la culture de coopération. Ce chapitre, bien que descriptif, est un passage obligé pour la compréhension des processus qui sont exposés au cours de l'analyse.

Ensuite, au cours du second chapitre nous entamons l'analyse de l'intégration politique de la culture de la coopération, identifiée lors de la première partie. Pour ce faire nous étudions l'ensemble des institutions (réseau institutionnel) de l'UE matière d'armement qui découle de la PESD.

Puis, le troisième chapitre sert à compléter l'analyse de la transformation du cadre institutionnel et normatif européen sous le poids de l'évolution des pratiques en dégageant les principaux processus que sont l'isomorphisme institutionnel, l'eupéanisation et les transformations incrémentales. Finalement, en guise de conclusion, nous procédons à la synthèse de nos résultats et à l'établissement des nouvelles pistes de recherche.

Chapitre 1 – Histoire des institutions de coopération en matière d’armement

1.1. L’émergence de la culture de coopération

Après deux guerres mondiales en moins d’un demi-siècle deux défis attendaient les États européens après 1945. D’abord, contrôler le militarisme allemand et ensuite, conséquence logique, réformer les relations interétatiques. Afin d’encadrer ces deux défis, les Européens n’ont d’autres choix que de créer des institutions qui vont répondre à ces besoins. Deux institutions retiennent principalement notre attention : 1) l’Union de l’Europe Occidentale (UEO) et 2) l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN). L’accent est mis sur les institutions car elles nous permettent de comprendre le processus de coopération en matière d’armement concernant : a) la gestion des capacités, b) la production et c) le développement du marché.

Cette création institutionnelle implique un grand nombre d’acteurs et donc des intérêts et des perceptions divergentes. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, l’URSS, la Grande-Bretagne et la France sont les principaux acteurs de la scène internationale. Ce sont toutefois les plus petits États qui amèneront l’impulsion nécessaire à la création institutionnelle européenne. L’union douanière entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg (Bénélux), constitue la première pierre de l’édifice de la coopération européenne post-Seconde Guerre mondiale. Cette initiative des petits États européens reflète une vision différente de celle des grands car elle concerne principalement le domaine économique. À l’inverse, les puissances européennes, soit la France et la Grande-Bretagne sont davantage tournées vers la scène internationale que vers la scène régionale et donc plus sensibles aux questions de politique étrangère et de sécurité. Ces États ont trois préoccupations principales : 1) la

relation avec les États-Unis, 2) la relation avec l'URSS et 3) le contrôle politique et militaire de l'Allemagne.

Les positions du Bénélux et du couple franco-britannique sont toutefois réunies au sein du Traité de Bruxelles. Celui-ci est présenté comme un « Traité de collaboration en matière économique et culturelle et de légitime défense collective »⁶¹. La construction de la coopération européenne penche cependant davantage vers des aspects non militaires de la sécurité. En effet, les trois premiers articles du Traité font référence à la coopération économique, sociale et culturelle⁶². Les questions de sécurité proprement dites, qui sont l'apanage des articles IV et V, précisent respectivement les conditions et la manière de répondre à une agression armée. Dans les deux cas (condition et manière) le Traité précise que l'UEO doit en informer les Nations Unies et son Conseil de Sécurité. Dans sa version modifiée de 1954, le Traité de Bruxelles inclut, quant à lui, une référence à l'OTAN « pour toutes informations et tout avis sur les questions militaires »⁶³. On constate donc que la coopération en matière de sécurité s'éloigne progressivement de la construction communautaire. Il n'en demeure pas moins que la notion de sécurité est élargie et n'est plus uniquement perçue sous l'angle militaire ; incluant désormais les dimensions sociale, culturelle et surtout économique.

1.1.1 L'héritage de la Seconde Guerre mondiale et les normes

Les institutions fondatrices de l'environnement de sécurité européen de l'après-guerre contribuent à en définir les normes et les règles. Comme le mentionne Craig Parsons, « only certain ideas led Europeans to the EEC rather than to extensive

⁶¹ André Dumoulin et Éric Remacle, dir., 1998, *L'Union de l'Europe Occidentale. Phénix de la défense européenne*, Bruxelles : Bruylant, p. 10.

⁶² *Idem.*

⁶³ Union de l'Europe occidentale (UEO), 1954, « Le traité de Bruxelles modifié », Article IV, Dans André Dumoulin et Éric Remacle, dir., 1998, *Op. Cit.*, p. 419.

cooperation in much weaker international institutions »⁶⁴. Les créations institutionnelles qui reposent sur certaines idées de la sécurité vont déterminer le cadre normatif de coopération en matière d'armement. La présentation de ces institutions, au cours du présent chapitre, a pour but d'expliquer l'émergence et l'évolution des idées de coopération en matière d'armement. Matérialisées par des mécanismes et portées par des pratiques qui s'inscrivent dans le développement institutionnel, ces idées influencent le cadre de coopération de l'UE. Au cours du présent chapitre et du suivant nous traçons un processus qui explique le développement de la coopération politique, militaire et industrielle en insistant sur les institutions porteuses de ce développement.

1.1.2 L'Union de l'Europe Occidentale (UEO)

L'UEO tire ses origines du premier Traité de Bruxelles signé en 1948. Les institutions permanentes sont, quant à elles, développées lors de la signature des Accords de Paris en 1954, qui viennent compléter et modifier le Traité original. La création de l'UEO représente, d'une part, la fusion entre les intérêts de sécurité et ceux de prospérité et de l'autre un compromis européen en matière d'organisation de la sécurité entre les idées transatlantiques et européenistes.

1.1.2.1 Le traité de Bruxelles modifié

Le Traité de Bruxelles est modifié par les Accords de Paris – formulés au cours de la rencontre du 21 au 23 octobre 1954 – et qui découlent eux-mêmes des négociations de la Conférence de Londres, qui s'est déroulée du 28 septembre au 3

⁶⁴ Craig Parsons, 2002, « Showing Ideas as Causes: The origins of the European Union », *International Organisation* 56 (1), p. 47.

octobre 1954⁶⁵. Les idées débattues lors de la Conférence de Londres sont au nombre de six : a) la question de l'occupation de l'Allemagne b) l'intégration de l'Italie et de l'Allemagne c) la question des forces assignées à la défense commune d) la création d'une Agence de contrôle d'armement e) l'assurance de sécurité transatlantique f) l'intégration de la RFA au sein de l'OTAN et la structure de commandement des forces européennes⁶⁶. Les Accords de Paris complétaient la réflexion en abordant les thèmes suivants : a) la doctrine militaire allemande b) la maîtrise des moyens de défense c) la coopération en matière d'armement (création d'un pool d'armement) d) le contrôle des armements e) l'affectation des troupes franco-allemande à la défense commune f) le fonctionnement démocratique de l'organisation⁶⁷. De la première à la seconde mouture du Traité de Bruxelles plusieurs changements significatifs ont eu lieu. Le premier changement réside dans l'inclusion de l'Allemagne (RFA) et l'Italie. En 1954, l'UEO est donc formée des États suivants : France, Grande-Bretagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne et Italie. Le second changement réside dans le lien privilégié avec l'OTAN concernant l'organisation militaire. Le troisième relève de la création institutionnelle et notamment celle de l'Agence de contrôle des armements.

Le principal objectif de l'UEO est d'ordre économique et consiste à organiser et coordonner les activités économiques des États membres afin d'accroître le rendement⁶⁸. Les objectifs socio-culturels de l'organisation demeurent, eux aussi, inchangés. La principale modification survient dans le domaine de la sécurité et de la défense. Consacrant la permanence de l'organisation et précisant son organisation

⁶⁵ André Dumoulin et Éric Remacle, dir., 1998, *Op. Cit.*, pp. 33-5.

⁶⁶ *Ibid*, pp. 33-4.

⁶⁷ *Ibid*, pp. 35-6.

⁶⁸ UEO, 1954, « Le traité de Bruxelles modifié », Article 1, Dans André Dumoulin et Éric Remacle, dir., 1998, *Op. Cit.*, p. 418.

militaire, l'article IX rend l'UEO imputable devant l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe⁶⁹. Ainsi, bien que l'organisation de la sécurité semble échapper à la construction communautaire, elle demeure néanmoins associée à cette structure, de par l'imputabilité de l'UEO.

L'UEO est une structure tripartite composée du Conseil, des Organes subsidiaires et de l'Assemblée. Les organes subsidiaires sont au nombre de trois : 1) l'Agence pour le contrôle des armements 2) le Comité permanent des armements 3) le Secrétariat général. Le Conseil de l'UEO est un organe intergouvernemental mais les décisions peuvent être prises à la majorité dans certains cas⁷⁰.

La dimension armement est donc omniprésente dans le Traité de Bruxelles modifié. Deux des trois organes subsidiaires de l'UEO sont consacrées à l'armement. L'Agence pour le contrôle des armements (ACA) est dévouée d'une part à la lutte à la prolifération des armes de destruction massive. D'autre part elle est mandatée pour agir comme mécanisme de contrôle du marché européen des équipements de défense. En effet, l'ACA a pour tâche de « contrôler [...] les niveaux des stocks d'armement » et pour se faire elle doit appliquer le contrôle « à la production et aux importations »⁷¹. En rétrospective, l'ACA n'est pas tant reconnue pour son efficacité que pour les principes de coopération mis de l'avant dans le domaine de la défense et de l'armement.

Institution phare de la genèse de la coopération économique, culturelle et militaire de la future UE, l'UEO a tout de même joué un rôle actif dans l'environnement de sécurité européen jusqu'en 2005 et a donc fortement contribué à en

⁶⁹ *Ibid*, p. 420.

⁷⁰ André Dumoulin et Éric Remacle, dir., 1998, *Op. Cit.*, p. 44.

⁷¹ UEO, 1954, « 5. Protocole relatif à l'Agence pour le contrôle des armements », Article 7, Dans André Dumoulin et Éric Remacle, dir., 1998, *Op. Cit.*, p. 429.

influencer le paysage institutionnel. Elle a d'ailleurs servi de courroie de transmission à deux reprises. D'abord, l'UEO assure un minimum de liens au sein de l'environnement de sécurité européen entre la Grande-Bretagne et le reste de la Communauté européenne jusqu'à l'élargissement de 1973, ainsi qu'entre la France et l'OTAN. Ensuite, par le biais du concept d'identité européenne de sécurité et défense (IESD), elle a réformé la nature des relations entre l'UE et l'OTAN dans le contexte de la fin de la Guerre froide. La transformation des relations internationales a rendu nécessaire la réforme – qui s'est déroulée sous l'égide de l'UEO – d'un environnement érigé de façon à contenir le communisme.

L'UEO a donc largement contribué à la réflexion sur l'organisation de la sécurité de l'UE. En posant les bases d'une coopération de nature économique, culturelle et militaire elle façonne les normes qui influencent le développement institutionnel européen. Le rôle de l'UEO sera déclinant au cours des décennies 70 et 80 alors que d'autres mécanismes de coopération, dont la Coopération Politique Européenne (CPE), font leur apparition.

1.1.3 La communauté européenne de défense (CED)

L'idée de Communauté Européenne de Défense (CED) prend naissance sous l'égide de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Projetée pour devenir l'appendice militaire de la CECA, la CED est un projet principalement porté par la France pour laquelle l'organisation de la sécurité de l'Europe doit être définie par les Européens. Le projet de la CECA vise à empêcher la résurgence du complexe

militaro-industriel allemand⁷². L'idée de réarmement de l'Allemagne est inacceptable pour les Français qui vont lui opposer un plan d'armée européenne dont le schéma d'organisation est calqué sur celui de la CECA⁷³. Les idées transatlantique et européenne se rejoignent en ce sens que les deux excluent la présence de l'État-major allemand de tout projet européen de défense⁷⁴. Toutefois, le projet de l'OTAN vise l'intégration militaire de l'Allemagne dans la structure transatlantique, tandis que celui de la France vise à créer une institution supranationale de contrôle de l'Allemagne⁷⁵. Cette opposition est donc révélatrice des conceptions divergentes d'organisation sécuritaire. Les processus qui mènent à l'intégration des questions d'armement au sein de l'UE visent à réconcilier ces divergences.

Les négociations en vue de la création de la CED ont débuté au cours de l'année 1951 pour se conclure par l'élaboration du traité de la CED le 27 mai 1952⁷⁶. Le traité de la CED favorise une gestion européenne des contingents militaires nationaux dans un partenariat entre l'OTAN et les institutions européennes que sont l'Assemblée, le Conseil, le Commissariat et la Cour⁷⁷. De plus, le traité de la CED définit explicitement la composition des unités militaires au Chapitre 1 du « Protocole militaire » ainsi que l'organisation et le commandement militaire au Chapitre 2⁷⁸.

Le projet ne verra cependant jamais le jour en raison du refus de l'Assemblée nationale française de ratifier le texte du traité. De plus, l'absence de la Grande-Bretagne dans les négociations entourant le projet enlevait beaucoup de crédibilité à ce projet. À la suite de cet échec, l'idée d'armée européenne, ayant pour but la défense

⁷² Pascallon, Pierre, dir., 1999, *Op. Cit.*, p. 75.

⁷³ Christophe Réveillard, 2000, *Op. Cit.*, p. 21.

⁷⁴ André Dumoulin et Éric Remacle, dir., 1998, *Op. Cit.*, p. 22.

⁷⁵ *Idem.*

⁷⁶ Christophe Réveillard, 2000, *Op. Cit.*, p. 22.

⁷⁷ *European Defence Community Treaty* (Unofficial Translation), 1952, Title I - Chapter 1 - Article 8, En ligne, http://aei.pitt.edu/5201/01/001669_1.pdf (page consultée le 12 juin 2006).

⁷⁸ *Ibid*, Title III - Chapter 1.

des frontières, est exclue des formes de coopération militaire de l'environnement de sécurité européen. Les armées qui défendent les frontières restent donc nationales, ce qui influence les mécanismes et les pratiques de coopération envisageables au sein de l'UE. Ainsi, la coopération militaire en matière d'armement évolue à l'extérieur de la construction communautaire.

1.1.4 L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

C'est au sortir de la Seconde Guerre mondiale que les puissances occidentales s'allient militairement. Du côté américain de l'Alliance on retrouve le Canada et les États-Unis. Les signataires européens sont, pour leur part, les États du Traité de Bruxelles en plus des pays du Nord que sont le Danemark, l'Islande et la Norvège sans oublier ceux du Sud, représentés par l'Italie et le Portugal. Le Traité de l'Atlantique nord est signé le 4 avril 1949 à Washington.

L'OTAN possède trois composantes : a) une structure civile regroupant diverses divisions, b) une structure militaire composée d'un comité militaire et de divers commandements ainsi que c) des organisations et des agences qui soutiennent les deux structures précédentes. La coopération qui s'effectue à l'OTAN dans la structure civile est tout de même considérée comme une forme de coopération militaire puisque l'ensemble des activités de l'organisation est à vocation militaire. La coopération en matière d'armement s'effectue au sein des agences et organisations qui composent l'organisation. L'OTAN agit principalement au sein de la dimension gestion des capacités mais aussi au niveau de la production.

En tant que principale institution de sécurité en Europe, le rôle joué par l'OTAN dans la construction de la sécurité européenne est primordial. Nous nous penchons ici sur deux mécanismes créés au sein de l'organisation afin de soutenir la sécurité européenne. Le premier est d'ordre organisationnel et réside dans la mise en place et l'évolution du Comité de production d'armements (CPA). Le second mécanisme, d'ordre idéationnel, émerge avec la fin de la guerre froide et consiste en une remise en question des prémisses de l'environnement de sécurité européenne via le concept d'identité européenne de sécurité et défense (IESD). Le CPA contribue à établir des habitudes de coopération en matière d'armement entre les États européens, tandis que l'IESD véhicule les processus de transformation du cadre institutionnel de coopération.

1.1.4.1 Évolution de la coopération transatlantique en matière d'armement

La production coordonnée d'armement et la gestion des capacités sont présentes dès les débuts de l'Organisation transatlantique. En effet, l'OTAN met sur pied une division production et logistique dès 1952 – en remplacement du défunt bureau de la production de défense (BPD) – résultat de la réforme de l'organisation décidée lors de la réunion de Lisbonne de février 1952⁷⁹. Au cours des réunions de la division Production et logistique, il fut décidé de systématiser les rencontres de façon à permettre aux « pays d'étudier ensemble les problèmes essentiels et les méthodes à adopter dans le domaine de la production de défense »⁸⁰. Ce besoin de systématiser les

⁷⁹ OTAN, 1999, *Production de défense et logistique 1952-1958* (DES (92)1-VIII), Déclassifié – Mise en lecture publique, Section A, partie 1, Bruxelles : Archives OTAN, En ligne, www.nato.int/archives/tools/8.pdf (page consultée le 17 janvier 2006).

⁸⁰ *Idem*

réunions de la division Production et logistique entraîne la mise sur pied du Comité de production d'armement.

Le Comité de Production d'armements avait pour mandat de « soumettre au Conseil ses avis et tout projet de décision sur les questions requérant l'avis du Conseil dans le domaine de la production d'armement ; établir lui-même son programme et contrôler les progrès réalisés dans l'accomplissement de ce programme ; créer des groupes d'experts et des groupes ad hoc, en fixer le mandat, examiner les rapports présentés par ces groupes et formuler des recommandations »⁸¹. Le Comité est responsable devant le Conseil et doit travailler en collaboration avec les autres organismes de l'OTAN.

Le Comité de Production d'armements, qui a œuvré jusqu'en 1958 – année de réorganisation qui permet la création de nouvelles structures que sont le Comité d'armements et le groupe de travail mixte sur la coopération en matière d'armement –, a aussi œuvré à la réorganisation des groupes de travail de l'UEO et à « renforcer les contacts avec les autorités nationales »⁸². À ce propos, quatre priorités nationales identifiées en matière de coopération européenne d'armement furent identifiées. Elles se déclinent comme suit : « 1) la mobilisation industrielle 2) les pièces de rechange 3) les programmes coordonnés de production 4) le maintien d'une base industrielle de productions d'armement »⁸³. De ces quatre objectifs de coopération mis de l'avant, trois jalonnent le parcours de la coopération en matière d'armement : le premier, troisième et quatrième. Le quatrième est, comme nous le verrons ultérieurement, une composante essentielle de l'actuelle coopération au sein de la PESD.

⁸¹ *Ibid*, Section A, partie 2.

⁸² *Idem*.

⁸³ *Idem*.

La nouvelle réorganisation qui se déroule en 1958 permet la création du Comité d'armement et du Groupe de travail mixte sur la coopération en matière d'armement. Le Comité fonctionnera jusqu'en 1966 – il sera alors remplacé par la Conférence des Directeurs nationaux de l'armement (CDNA), structure encore existante à l'heure actuelle – tandis que le Groupe de travail cessera ses activités en 1959 après la remise de son rapport sur les besoins militaires de l'OTAN⁸⁴. Ce rapport du Groupe de travail servira de base à la création de la procédure NATO Basic Military Requirements (NBMR).

La coopération au sein de l'OTAN prend, dès ses débuts et davantage à partir de 1959, une tangente scientifique et technique, reflétant ainsi « l'influence croissante des progrès scientifiques sur les techniques de défense moderne »⁸⁵. En 1964, la constitution d'un Comité officiel – en remplacement des réunions *ad hoc* – dépendant du Conseil démontre bien l'institutionnalisation de la dimension recherche et technologie dans la coopération en matière d'armement. Au cours des réunions qui ont précédé la formation du comité, les Directeurs nationaux de la recherche pour la défense ont défini conjointement avec le « *Supreme Headquarters Allied Powers Europe* » (SHAPE) « les domaines spéciaux qui se prêtaient à une coopération, et [...] et sur les applications de la science à l'amélioration de l'emploi du matériel militaire »⁸⁶. Au cours des réunions précédant la formation du Comité, les Directeurs nationaux de la recherche pour la défense ont mis sur pied un sous-comité, lequel était notamment « chargé de faire la synthèse des thèses communes des [...] militaires et des

⁸⁴ *Ibid*, Section A, partie 3

⁸⁵ OTAN, 1999, *Coopération scientifique et recherche pour la défense* (DES(94)2-XII), Déclassifié – Mise en lecture publique, Introduction, Bruxelles : Archives OTAN, En ligne, www.nato.int/archives/tools/12.pdf (page consultée le 17 janvier 2006).

⁸⁶ *Ibid*, Section B.

propositions nationales »⁸⁷. L'OTAN représente donc un cadre dans lequel s'instaurent les pratiques de coopération en matière d'armement à l'aide des mécanismes tel que le CDNA.

Le comité des Directeurs nationaux de la recherche pour la défense a cédé sa place au Groupe de recherche pour la défense (*Defence Research Group*) au passage de l'année 1966 à 1967. De plus, le Groupe passe sous l'égide de la Conférence des Directeurs nationaux des armements et voit aussi ses activités transférées de la Division des Affaires scientifiques vers la Division Production, Logistique et Infrastructure. La dimension recherche et développement technologique (R&D) est donc fortement enracinée dans les pratiques de coopération en matière d'équipements de défense au sein de l'OTAN. Le transfert des activités de recherche dans la division responsable de la production et de la gestion des capacités démontre l'intérêt des États européens de développer les capacités communes et non simplement des programmes conjoints. La coopération scientifique peut donc être considérée comme le moteur de la coopération en matière d'armement. En effet, on constate une rapide émergence et accumulation des institutions qui encadrent les pratiques de coopération en matière de R&D. De surcroît, les habitudes de coopération en matière d'armement à vocation scientifique sont consolidées au sein d'une structure permanente le CDNA et donc enracinées dans l'environnement de sécurité européen. En marquant de la sorte le développement institutionnel, la coopération scientifique et technique s'impose comme une composante essentielle dans l'ensemble des pratiques qui forment la culture de coopération.

⁸⁷ *Idem.*

1.1.4.2 L'identité européenne de sécurité et défense (IESD)

Le concept d'IESD voit le jour avec l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht, lequel propose la création de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Désireuse d'intervenir dans le champ de compétence de la sécurité traditionnellement réservé à l'OTAN et aux États, l'UE force désormais le questionnement sur l'identité européenne de sécurité et défense. Le concept soulève donc un questionnement sur l'essence de la sécurité en Europe. Les questionnements identitaires, désormais de rigueur, sont abordés lors de la rencontre du Conseil des ministres de l'OTAN du 10-11 janvier 1994, soit un peu plus de deux mois après l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht. La déclaration des Chefs d'États et de gouvernements concernant l'IESD se lit comme suit : « We welcome the new climate of cooperation that has emerged in Europe with the end of the period of global confrontation embodied in the cold war. [...] It reflects a European Security and Defence Identity gradually emerging as the expression of a mature Europe »⁸⁸. Somme toute, l'IESD se voulait, à la base, une façon de réaffirmer l'importance de la relation transatlantique dans l'organisation de la sécurité en Europe. En cherchant à développer l'IESD au sein de l'Alliance, l'OTAN fait ainsi contrepoids à l'UE qui, avec Maastricht, s'ingère plus profondément dans l'organisation de la sécurité européenne avec sa nouvelle PESC. L'IESD est donc présentée comme un outil au service des deux structures institutionnelles que sont l'UE et l'OTAN. Ce concept doit respectivement servir à définir et mettre en place les capacités militaires de l'Union et

⁸⁸ OTAN, Ministerial Meeting of the North Atlantic Council/North Atlantic Cooperation Council, 1994, *Declaration of the Heads of State and Government*, Brussels : NATO Headquarters (10-11 January), Press communiqué M-1(94)3, En ligne, www.nato.int/docu/comm/49-95/c940111a.htm page consultée le 12 avril 2006).

à supporter la réforme de l'OTAN. Bref, l'IESD se développe au sein de l'OTAN, avec pour but de servir l'UE et est véhiculée par l'UEO.

L'IESD, qui n'est pas explicitement définie, fait référence 1) à la transformation du système international, 2) à la transformation de l'organisation militaire européenne et 3) au développement des capacités opérationnelles. À propos de l'identité, Wendt affirme qu'elle se forme dans la relation avec autrui. Ainsi, l'IESD est le produit des rapports sociaux entre les acteurs de la sécurité européenne. Le concept d'IESD tel que défini au sein de l'OTAN et véhiculé par l'UEO représente en fait la remise en question de l'identité telle que définie par les habitudes de coopération entre acteurs depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

L'IESD, telle que définie au sein de l'UEO, fait aussi référence à des intérêts et des valeurs communes. Alors qu'il s'agit, au milieu de la décennie 90 à déterminer la conception commune des 27 États membres de l'UEO, le Conseil des ministres de l'UEO a élaboré une liste de points communs concernant les valeurs et les intérêts. Selon les membres de l'UEO, la sécurité commune concerne : « 1) les valeurs démocratiques, les droits humains, la défense de la paix, la stabilité internationale et la règle de droit ; 2) les intérêts économiques européens à travers le monde ; 3) la sécurité de tous les ressortissants européens à travers le monde »⁸⁹. Les politiques de l'UE en matière de sécurité et défense, particulièrement en ce qui concerne les opérations, vont donc tenir compte de ce nouveau cadre normatif, qui se reflète sur la coopération en matière d'armement.

⁸⁹ UEO, Western European Union Council of Ministers, 1995, *European Security: A Common Concept of the 27 WEU Countries*. Bruxelles : Service de presse et information., p. 6-7.

Les relations établies par les acteurs à l'OTAN ainsi qu'au sein des autres organisations et institutions, ont contribué à déterminer une IESD – laquelle se compose d'une dimension matérielle et non matérielle. La dimension non matérielle fait référence aux normes tandis que la dimension matérielle est au service de la dimension non matérielle et fait référence aux opérations et aux capacités. En élaborant le concept d'Identité européenne de sécurité et de défense, l'OTAN souhaitait renforcer le pilier européen au sein de l'Alliance. Le transfert des activités de l'UEO au sein de l'UE, lors de la fermeture de l'Organisation le 23 mai 2005, consacre cependant l'appropriation par l'UE des prérogatives concernant la sécurité et la défense. Par ce transfert, l'UE s'arroe les pratiques, méthodes et habitudes, bref la culture de coopération développée au sein de l'OTAN.

1.2. L'institutionnalisation de la culture de coopération : le développement

Le Traité instituant la Communauté européenne (TCE) de 1957 (Art. 223), ainsi que la version modifiée de 1997 (Art. 296), font explicitement référence au marché de l'armement, dans ses dimensions de commerce et de production. Substantiellement, le Traité laisse aux États le soin de soustraire ces dimensions de l'ensemble des activités commerciales de l'Union, en fonction de leurs intérêts. Il n'en fallait pas moins pour que les États européens s'y réfèrent systématiquement afin d'exclure le commerce et la production d'armement du marché commun. Au nom des « intérêts essentiels », les États ont soustrait le commerce et la production d'armement du marché commun⁹⁰. La multiplication institutionnelle, qui découle de l'émergence des pratiques de coopération, combinée au rejet de la CED contribue à orienter les intérêts des États

⁹⁰ Burkard Schmitt, dir., 2003b, « L'Europe de l'armement : les textes fondamentaux », *Cahiers de Chaillot* 59 (avril), p. 12.

européens pour la coopération en matière d'armement dans le cadre de l'OTAN. Par conséquent deux constats émergent : en premier lieu, les mécanismes de coopération dans ce domaine prennent forme à l'extérieur des structures de l'UE. En second lieu, l'absence de production et de commerce commun en matière d'armement influence les pratiques et habitudes de coopération en matière de défense au sein de l'UE, notamment en ce qui a trait aux capacités opérationnelles.

En se posant comme un obstacle à la coopération du domaine de l'armement dans la structure communautaire, cet article du TCE oriente les pratiques, habitudes et mécanismes de coopération au sein de l'UE. En utilisant l'Article 296 afin de justifier le retrait du commerce et de la production d'armement de la structure communautaire, les États européens ont laissé tout l'espace à l'OTAN et à l'UEO pour développer cette coopération. Ce faisant, c'est prioritairement au sein des institutions non-communautaires que sont déterminées les méthodes et la nature de la coopération en matière d'armement.

1.2.1 La coopération politique communautaire

Bien que les principales pratiques, habitudes et mécanismes de coopération militaire, notamment dans le domaine de l'armement, s'articulent à l'extérieur de l'UE, il n'en demeure pas moins que l'UE développe des formes de coopération touchant de près ou de loin aux questions de sécurité et défense. Ce faisant, les idées issues de divers rapports permettent de construire le mécanisme de CPE. La coopération politique mène progressivement à la définition d'une politique étrangère à sécurité et même à la défense. C'est ce que nous identifions comme des transformations incrémentales.

1.2.1.1 Le rapport Davignon (Luxembourg)

La Coopération politique européenne (CPE) est un mécanisme de coopération en matière de politique étrangère entre les États du Traité de Rome. Inscrit dans l'objectif d'accroissement de l'unification politique, la genèse de la CPE émerge de la Conférence des Chefs d'État ou de gouvernement des six. Au cours de la Conférence de La Haye du 1 et 2 décembre 1969, « les Chefs d'État ou de gouvernement ont chargé les ministres des affaires étrangères d'étudier la meilleure manière de réaliser des progrès dans le domaine de l'unification politique, dans la perspective de l'élargissement »⁹¹. En chargeant les ministres des affaires étrangères de définir le mode d'unification politique, les Chefs d'État ou de gouvernement orientent le type de coopération politique. En effet, il n'est pas question d'unifier des politiques sociales ou de santé mais plutôt de définir l'identité de l'UE sur la scène internationale. Le rapport Davignon ne vise donc pas à définir le projet politique interne de l'Union mais plutôt l'image de l'UE dans ses relations externes.

1.2.1.2 La coopération politique européenne (CPE)

Le mécanisme de Coopération politique européenne voit le jour dans le contexte international de la guerre du Yom Kippour et après la première vague d'élargissement, ainsi qu'à la suite de l'accord interne sur un marché et une politique industrielle commune. La CPE est définie comme un instrument central de la poursuite

⁹¹ *Rapport Davignon*, 1970, Draft of the final report adopted by the Foreign Ministers, En ligne, www.aei.pitt.edu/4540/01/epc_davignon_report_draft.pdf (page consultée le 3 mars 2006).

simultanée des intérêts nationaux et de l'intégration européenne⁹². Basée sur un système de communication et d'échange d'information mutuel en support à une diplomatie concertée, la CPE a pour but l'élaboration d'une politique étrangère commune⁹³.

La CPE constitue donc le premier mécanisme institutionnel de coopération de l'UE dans le vaste champ des relations internationales. En investissant le champ politique et plus particulièrement celui de la politique étrangère, l'UE ouvre la porte à l'intégration des questions de sécurité internationale. Ce faisant, les intérêts des États en matière de politique étrangère peuvent être exprimés au sein de l'UE. À partir de la CPE, les pratiques et habitudes de coopération en matière de politique étrangère vont s'approfondir jusqu'à la réalisation de la politique étrangère et de sécurité commune.

1.2.1.3 Le rapport Tindemans

Le rapport Tindemans – deux ans après l'intégration de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark – a pour objectif de renforcer le projet politique en complément du projet économique. Il est désormais nécessaire « de doter d'un « toit » politique l'édifice inachevé des communautés économiques »⁹⁴. Lors de la réunion de Paris, les 10 et 11 décembre 1974, les chefs d'États et de gouvernements des Neuf confient à Léo Tindemans, Premier Ministre belge, la mission de définir l'Union européenne.

Léo Tindemans insiste sur la nécessité d'approfondir l'intégration politique européenne à la suite de l'élargissement de 1973. De plus, pour ce dernier, la

⁹² Federal Republic of Germany, 1988, « Introduction to EPC [European Political Co-operation] », Dans *European Political Co-operation*, Fifth Edition, Bonn : Press and Information Office, p. 14.

⁹³ *Idem*.

⁹⁴ Charles Zorgbibe, 1993, *Histoire de la construction européenne*, Paris : PUF, p. 182.

Communauté doit être unie dans ses relations extérieures. En ce sens, le Premier Ministre répète les engagements de la Déclaration sur l'identité européenne élaborée environ deux ans plus tôt. En d'autres termes, l'UE définit son identité dans les relations communes par rapport au monde extérieur. De plus, le rapport aborde le sujet tabou de la défense européenne. À ce propos, Léo Tindemans affirme que l'Union « restera incomplète aussi longtemps qu'elle n'aura pas une politique de défense commune »⁹⁵.

Du rapport Davignon au rapport Tindemans on insiste sur la nécessité de faire des progrès dans le domaine de l'unification politique. Ce faisant on crée le mécanisme de CPE qui va permettre de développer les pratiques de coopération qui s'insèrent dans le projet d'unification politique. Par conséquent, nous constatons que la création d'un mécanisme de coopération favorise l'ouverture de l'UE sur une autre dimension des relations internationales soit la défense. Cette évolution progressive de la conception du projet politique, que nous identifions comme des transformations incrémentales, sera analysée plus en détails au troisième chapitre.

1.2.1.4 L'Acte unique européen et l'institutionnalisation de la CPE : prémisse à la PESC

Le principe premier derrière l'Acte unique européen est de poursuivre l'intégration par le biais de la création du marché commun. Toutefois, au-delà de la création d'un marché commun, l'Acte de 1986 est unique dans le sens où il intègre à l'intérieur d'un seul et même document les amendements au TCE ainsi que le

⁹⁵ *Ibid*, p. 189.

mécanisme de coopération politique (CPE)⁹⁶. Les questions de politique étrangère sont donc désormais débattues au sein des conseils communautaires ; c'est la fin de la distinction entre coopération politique et coopération communautaire. Au moment de l'Acte unique le temps n'est pas encore venu pour y intégrer la coopération en matière de défense, mais une référence est tout de même faite concernant la coordination des « aspects politiques et économiques de la sécurité »⁹⁷.

Les principes, en matière de politique étrangère, élaborés par la CPE et enchâssés dans l'Acte unique n'étaient pas contraignants et visait principalement à l'harmonisation des discours des États européens tant au sein de leurs politiques nationales que dans les forums internationaux. Par l'entremise de « consultations préalables », les États recueillent de l'information afin de « définir des actions communes »⁹⁸. La poursuite de l'intégration par l'entremise du Traité de Maastricht entraîne l'élaboration de la Politique étrangère et de sécurité commune ; héritière de la CPE. On remarque donc que le développement de mécanismes de coopération entraîne une transformation des pratiques et que les habitudes qui en découlent s'institutionnalisent.

1.2.2 La coopération politique multilatérale

1.2.2.1 GEIP - Groupe européen indépendant de programme (1976)

Fondé en 1976 par l'ensemble des membres de l'OTAN, à l'exception de l'Islande mais avec la présence notable de la France, le GEIP a pour but de faire

⁹⁶ Charles Zorgbibe, 2005, *Histoire de l'Union européenne*. Paris : Albin Michel, p. 207.

⁹⁷ *Ibid*, p. 208.

⁹⁸ Louis Cartou, 1994, *L'Union européenne. Traités de Paris – Rome – Maastricht*. Paris : Dalloz, p. 615.

progresser la coopération dans le domaine des équipements de défense. Avec la France en son sein le GEIP a, lors de sa création, la prétention de devenir l'organisation centrale en matière d'acquisition d'équipements de défense⁹⁹. De plus, l'objectif ultime des membres est d'arriver à développer un marché des équipements de défense, incluant l'acquisition, l'exportation et la production, et qui pourrait s'insérer dans un marché transatlantique¹⁰⁰. Aussi, le GEIP vise le maintien d'une base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) ainsi qu'un accroissement de la standardisation et de l'interopérabilité des équipements¹⁰¹. À sa fondation, le GEIP est une institution indépendante des institutions fondatrices de l'environnement de sécurité européen ainsi que des institutions communautaires. Le groupe sera cependant intégré à l'UEO en 1994. On remarque que les membres du GEIP récupèrent les idées qui émanent de l'OTAN et que nous avons évoquées précédemment, soit la coopération scientifique et technique ainsi que la R&D afin de mettre en place des pratiques de coopération interétatiques. La récupération des pratiques s'inscrit dans le cadre du processus d'isomorphisme institutionnel sur lequel nous reviendrons dans les deux prochains chapitres.

1.2.2.2 EUCLID - European Cooperation for the Long-Term in Defence (1984)

Développé sous l'égide du GEIP, l'EUCLID renforce l'orientation technologique de la coopération en matière d'armement. Lancé en 1989, le programme « *European Cooperation for the Long-Term in Defence* » (EUCLID) a été développé

⁹⁹ Haagerup, N, 1982, *European Political Cooperation and European Security*, Working Documents (1-946/82), European Parliament : Political Affairs Committee on European Political Cooperation and European Security, En ligne, http://aei.pitt.edu/1928/01/EP_European_security_946_82.pdf (page consultée le 15 février 2006), p. 25.

¹⁰⁰ *Idem*.

¹⁰¹ Guy Coëme, 1991, « The Role of the IEPG », *NATO Review* 39 (4), pp. 15-20.

au sein du GEIP et avait pour objectif « d'associer les laboratoires européens dans l'expérimentation des technologies de pointe »¹⁰². Le programme est innovateur non pas pour l'ensemble des développements technologiques concernés mais plutôt pour sa source de financement. Financé conjointement par l'industrie et les gouvernements, EUCLID est le premier programme de coopération en matière d'armement qui fait le pont entre la coopération politique et la coopération industrielle à des fins militaires¹⁰³.

La coopération politique multilatérale en matière d'armement développée depuis les années 70 permet donc, au cours des années 80, d'adopter une approche intégrée de la coopération en matière d'armement. La répétition des pratiques de coopération – en d'autres termes les habitudes – en matière d'armement, notamment en ce qui a trait à la dimension scientifique et technique, permettent d'effectuer un rapprochement entre le domaine politique et le domaine industriel. Le pont établi entre coopération politique et industrielle s'effectue dans une zone neutre, soit hors de la construction communautaire mais aussi hors du cadre de l'OTAN.

Après l'échec de la CED, le développement économique et industriel a pris le dessus. Le retour en force du politique au cours des années 70 permet d'inclure les questions de politique étrangère, de sécurité et de défense dans le projet d'intégration. Si les questions de sécurité et de défense font progressivement leur apparition au sein de l'UE, les programmes eux restent hors de la construction communautaire. C'est aussi au cours de cette période qu'on assiste au rapprochement de la coopération des domaines politique, militaire et industriel. Portée par le développement de nouveaux mécanismes et la constitution de nouvelles pratiques et habitudes dans l'environnement

¹⁰² André Dumoulin et Éric Remacle, dir., 1998, *Op. Cit.*, p. 166.

¹⁰³ *Idem.*

européen, la culture de coopération se trouve renforcée par cet enchevêtrement institutionnel. En effet, l'ouverture de l'UE sur les questions de sécurité et défense provoque la création de mécanismes visant à encadrer cette ouverture. Les nouveaux mécanismes entraînent de nouvelles pratiques qui s'institutionnalisent (Acte Unique). L'émergence de nouvelles pratiques contribue à transformer progressivement les intérêts des États envers des nouvelles formes de coopération (EUCLID).

1.3. L'institutionnalisation de la culture de coopération : la consolidation

Nous traçons ici le développement des principales institutions de coopération en matière d'armement qui jalonnent le parcours de l'intégration européenne. L'objectif poursuivi est de comprendre comment s'opère l'institutionnalisation des pratiques et habitudes de coopération dans l'environnement de sécurité européen post-Guerre froide.

1.3.1 GAEO/OAEO – Groupe/Organisation de l'Armement de l'Europe Occidentale

Créé en 1994, le Groupe Armement de l'Europe occidentale (GAEO) est un forum de coopération en matière d'armement¹⁰⁴. Il représente le prolongement du GEIP fondé en 1976. L'acronyme GAEO est ainsi développé à partir de 1992 et le groupe créera ensuite une organisation (OAEO) en 1996, lors de l'adoption de la charte de celle-ci par le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO). La création de l'OAEO résulte de l'incapacité des membres du GAEO de créer une Agence européenne de l'armement, proprement dite, en raison des « conditions politiques,

¹⁰⁴ Burkard Schmitt, 2003a, « L'Union européenne et l'armement. Quelle agence dans quel marché? », *Cahier de Chaillot* 63 (août), p. 22.

juridiques et économiques [jugées] insuffisantes »¹⁰⁵. C'est donc dire que les conditions pour surmonter les obstacles précédemment identifiés ne sont pas réunies. La création de l'OAEO annonce cependant la création d'une future Agence de l'armement, puisqu'elle en possède tous les attributs nécessaires. En effet, l'OAEO jouit d'un statut juridique international, ce qui la distingue du GEIP ou du GAEO¹⁰⁶. En ce sens l'organisation peut élaborer des contrats avec l'industrie de l'armement¹⁰⁷. Ainsi, le rapprochement observé entre politique et industrie dans le cadre du programme EUCLID s'institutionnalise dans le cadre de l'UEO.

L'Organisation de l'Armement de l'Europe occidentale est définie comme un « organe subsidiaire » de l'UEO¹⁰⁸. L'OAEO est composée d'un comité de direction et d'un organe exécutif. Le comité de direction possède, par ailleurs, une grande autonomie. En effet, il est responsable d'élaborer « sa propre organisation et son propre règlement intérieur »¹⁰⁹. L'organe exécutif de l'OAEO se présente sous la forme d'une « Cellule de recherche »¹¹⁰. La cellule recherche du GAEO est, somme toute, la forme évoluée du programme EUCLID. Cette cellule sert à encadrer les actions du GAEO concernant les questions de R&D, d'attribution de contrats et elle représente par la même occasion l'idée embryonnaire d'une éventuelle agence de l'armement¹¹¹. L'OAEO se réunit au niveau des Directeurs nationaux de l'armement des pays membres de l'UEO, tandis que le GAEO se réunit quant à lui au niveau des Ministres de la défense

¹⁰⁵ Burkard Schmitt, dir., 2003b, *Op. Cit.*, p. 11.

¹⁰⁶ André Dumoulin et Éric Remacle, dir., 1998, *Op. Cit.*, p. 326.

¹⁰⁷ *Idem.*

¹⁰⁸ Burkard Schmitt, dir., 2003b, *Op. Cit.*, p. 11.

¹⁰⁹ *Ibid*, p. 15.

¹¹⁰ *Ibid*, p. 14.

¹¹¹ *Idem.*

L'institution embryonnaire que représente le GEIP avait pour objectif le renforcement de la « coopération technologique » et l'uniformisation des équipements nationaux¹¹². L'évolution progressive de l'OAE0 consolidera ces objectifs en plus d'assurer la « promotion » de la coopération et de viser à la création d'un « marché européen » des équipements de défense¹¹³. Les objectifs du GAE0/OAE0 sont donc principalement concentrés autour des aspects gestion et de développement du marché de l'armement et plus précisément en ce qui concerne la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE).

Afin de réaliser ses objectifs, l'OAE0 se consacre principalement à quatre fonctions : 1) faire de la recherche et du développement technologique (R&D), 2) faire de l'acquisition d'équipements, 3) réaliser des études et 4) gérer les biens et les installations¹¹⁴. Aussi, il faut aussi préciser à ce point que les programmes développés dans le cadre de l'OAE0 n'engagent en rien les budgets nationaux¹¹⁵. Les montants engagés par les États sont déterminés lors de l'élaboration des projets de R&D ainsi que lors de la formation des Groupes de recherche européens (GRE), tel que stipulé par l'article IV du Mémorandum d'Entente européenne en matière d'organisation, de programmes et d'activités de recherche (EUROPA MOU)¹¹⁶. Ce dernier « constitue un arrangement-cadre pour la coopération en matière de recherche et technologie [...] (art. 2.2) »¹¹⁷. De l'EUROPA MOU découle la création du programme EUROFINDER. Créé en 1996, celui-ci représente un espace au sein duquel les industriels du domaine de la défense – appartenant à des États membres du GAE0 – peuvent contribuer à la

¹¹² Pierre Pascallon, dir., 1999, *Op. Cit.*, p. 51.

¹¹³ Burkard Schmitt, dir., 2003b, *Op. Cit.*, p. 12.

¹¹⁴ *Ibid*, pp. 12-13.

¹¹⁵ *Idem*.

¹¹⁶ Organisation de l'Armement de l'Europe Occidentale (OAE0), 2001, *Ententes européennes en matière d'organisation, de programmes et d'activités de recherche (EUROPA)*, Bruxelles : Union de l'Europe occidentale.

¹¹⁷ *Idem*.

réflexion sur les questions, les objectifs et les buts de la défense européenne en soumettant des projets de défense non sollicités.

Héritière de l'ACA et du CPA, l'évolution de l'organisation consacre finalement son penchant pour la dimension marché de la coopération en matière d'armement. La coopération dans le cadre de l'OAE0 et qui se matérialise par la consolidation de la BITDE vise principalement à situer l'industrie européenne au sein du marché international ainsi qu'à déterminer les priorités européennes en matière de R&D. De plus, la charte de l'OAE0 prévoit (sous-section D - article 25) la création de partenariats en matière de production et d'utilisation des équipements. On constate donc un déplacement des objectifs principaux entre les institutions ACA-CPA et OAE0 : les objectifs de contrôle de l'armement et la gestion des capacités sont désormais déplacés vers des objectifs commerciaux. Le déplacement des objectifs au sein de l'OAE0 emprunte tout de même certaines pratiques aux précédentes institutions. En effet, pratiques de coopération en matière de R&D provenant de l'ACA et du CPA sont reproduits au sein de l'organe subsidiaire de l'UEO que constitue l'OAE0. Ceci a donc pour effet d'orienter principalement la coopération en matière d'armement vers une dimension marché qui inclut les échanges commerciaux et la production d'équipements. Bref, en plus d'un rapprochement entre politique et industrie, la création de l'OAE0 consacre aussi un rapprochement avec le cadre institutionnel européen.

1.3.2 OCCAR - Organisation conjointe de coopération en matière d'armement

Créée en 1996, dans l'élan de la création de l'OAE0 et de l'idée d'Agence Européenne de l'Armement, l'Organisation conjointe de coopération en matière

d'armement (OCCAR) est une entreprise multinationale qui ne se rattache cependant à aucune structure européenne existante. En effet, l'OCCAR ne devient pas, à l'opposé du GAEO, un organe subsidiaire de l'UEO, pas plus qu'elle ne s'intègre à la structure institutionnelle de l'UE¹¹⁸. L'OCCAR possède cependant, à l'instar de l'OAEO, toutes les caractéristiques juridiques nécessaires afin de constituer une Agence Européenne de l'Armement¹¹⁹. De plus, l'OCCAR possède aussi les prérogatives nécessaires afin de passer et de gérer des contrats. Les programmes bi et multilatéraux sont, lors de la création de l'OCCAR, intégrés à l'institution de façon à répondre aux objectifs annoncés.

Lors de sa création, l'OCCAR est une entreprise multinationale qui regroupe la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne. L'OCCAR se veut cependant une institution ouverte aux autres nations européennes, il n'y a donc pas de barrière à l'entrée. Par ailleurs, l'OCCAR est composé d'un « Conseil de Surveillance » qui représente le principal organe décisionnel¹²⁰. Plusieurs comités (programme, finance, sécurité, etc.) sont greffés à cette structure ainsi qu'une « Administration d'Exécution (AE) », laquelle gère les ressources et planifie le développement de l'organisation¹²¹.

Avec comme objectif avoué la réduction des coûts et l'amélioration de l'efficacité de la coopération en matière d'armement, l'OCCAR se distingue principalement de l'OAEO par l'intention première de gestion des capacités et de production. L'article 5 de la convention de l'OCCAR statue que les objectifs de l'OCCAR sont de « permettre le renforcement de la compétitivité de la base

¹¹⁸ Burkard Schmitt, 2003a, *Op. Cit.*, p. 26.

¹¹⁹ *Idem.*

¹²⁰ *Ibid*, p. 27.

¹²¹ *Idem.*

industrielle et technologique de défense européenne et que cette coopération vise à la création [...] d'une réelle complémentarité industrielle et technologique dans les domaines concernés [...] »¹²². Ainsi, les aspects production, gestion et marché de l'armement sont liés ensemble par une référence systématique à la base industrielle et technologique. Par ailleurs, on constate l'institutionnalisation des mécanismes de consolidation de la BITDE par la reproduction des pratiques.

Les États membres de l'OCCAR accordent la priorité aux équipements développés au sein des programmes de l'institution pour répondre aux besoins de leurs forces armées¹²³. De plus, les coûts des activités de l'OCCAR sont assumés par les États-membres, tant sur le plan opérationnel qu'administratif. Aussi, l'OCCAR, dont la vocation principale gravite autour de la production et de la gestion des capacités, introduit comme principale innovation la constitution « d'équipes de projets transnationales »¹²⁴. Donc, en plus de posséder les caractéristiques d'une future Agence de l'armement l'OCCAR annonce la création des Sociétés transnationales de défense (STD).

Bien que sa création soit une entreprise hors des structures institutionnelles de coopération, l'OCCAR peut cependant être considérée comme le complément du GAEO/OAEO. D'une part en ce qui concerne le soutien et le développement de la BITDE et donc de l'aspect R&D, l'OCCAR met en place des programmes effectifs qui s'insèrent dans la logique de marché européen des équipements de défense mis de l'avant par l'OAEO. D'autre part, l'OCCAR, qui convient que la « coopération en

¹²² Burkard Schmitt, dir., 2003b, *Op. Cit.*, pp. 47-48.

¹²³ *Idem.*

¹²⁴ *Idem.*

matière d'armement contribue à l'établissement d'une identité européenne de défense et sécurité », favorise par le biais de ses programmes le développement des capacités autonomes de l'UE¹²⁵. Étant donné que la Convention de l'OCCAR se réfère explicitement à l'IESD et donc à l'UEO et l'OTAN, elle établit des liens interinstitutionnels. En somme, créée à l'extérieur des structures institutionnelles de coopération que sont l'UE ou l'OTAN, l'OCCAR n'en est pas moins intrinsèquement liée aux idées élaborées au sein des structures précédentes.

De plus, le cadre légal de l'OCCAR permet aux États européens de délaissier les accords de coopération *ad hoc*, institutionnalisant un peu plus la coopération militaire du domaine de l'armement. L'OCCAR transforme les préférences des États en matière de coopération militaire telle que représentée par l'approche novatrice de partage des bénéfices découlant de la coopération. En effet, les membres de l'OCCAR décident de délaissier le « calcul analytique du juste-retour industriel programme par programme pour le remplacer par la recherche d'un équilibre global multi-programme et pluriannuel »¹²⁶. Cette notion d'*équilibre global* est fondamentale dans la construction de la coopération européenne car elle institutionnalise une forme de rationalité limitée de la coopération en matière d'armement.

L'analyse des programmes développés au sein de l'OCCAR permet d'en distinguer trois types. Le premier type, le plus fréquent, est défini par le transfert d'ententes bi ou multilatérales au sein de l'OCCAR. Le second type réside dans le développement de programmes au sein même de l'organisation. Le troisième et dernier type est celui développé au sein d'une autre institution et qui poursuit son développement au sein de l'OCCAR. Particulièrement intéressant, ce type de

¹²⁵ *Idem.*

¹²⁶ *Idem.*

programme cristallise les liens institutionnels entre les structures de coopération en matière d'armement. L'OCCAR possède donc des fonctions de continuité, de transmission et de développement de la coopération en matière d'armement.

1.3.3 LdI - Lettre d'Intention

L'objectif principal de la LdI est d'harmoniser les politiques nationales en matière d'armement afin de les rendre compatible avec les nombreuses transformations sur la scène européenne dans le domaine de l'industrie. La restructuration industrielle est reconnue comme étant l'apanage des industries de défense. Toutefois, il est aussi nécessaire de créer un cadre juridique et politique pour, d'une part, aider la restructuration des industries et de l'autre pour promouvoir la BITDE en support à la PESD¹²⁷.

C'est donc à cet effet qu'en 1998 les six principaux pays européens producteurs d'armement, soit l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Suède et l'Italie, ont signé une Lettre d'intention dans le but d'harmoniser les politiques et réglementations nationales en matière de d'armement¹²⁸. Contrairement aux précédents efforts de coopération dans le domaine c'est à un véritable processus d'européanisation des politiques nationales auquel nous assistons. L'européanisation tel que nous l'entendons « occurs when changes take place in domestic policy either as a result of European integration or to facilitate (or make possible) European integration »¹²⁹.

¹²⁷ Centre de recherche sur l'Europe et le monde contemporain (CREMOC), 2000, *Accord cadre relatif aux mesures visant à faciliter les restructurations et le fonctionnement de l'industrie européenne de défense*, Préambule, En ligne, <http://www.cremoc.org/articles/laloi.pdf> (page consultée le 15 juillet 2006).

¹²⁸ Burkard Schmitt, 2000, « De la coopération à l'intégration : les industries aéronautiques et de défense en Europe », *Cahiers de Chaillot* 40, p. 62.

¹²⁹ Malena Britz, 2003, *Op. Cit.*, p. 17.

L'OCCAR ayant consacré le processus de transnationalisation des industries de l'armement en Europe, les États se doivent désormais d'adapter les réglementations nationales afin de faciliter le développement industriel. À la suite de la signature de la LdI, les négociations ont débouchées sur la signature d'un Accord Cadre, qui constitue un « Traité international juridiquement contraignant »¹³⁰.

De la LdI découle donc l'accord cadre relatif aux mesures visant à faciliter les restructurations et le fonctionnement de l'industrie européenne de défense. L'accord cadre de la LdI comporte six thèmes qui se déclinent comme suit : 1) sécurité de l'approvisionnement 2) procédures d'exportation 3) sécurité de l'information 4) recherche et technologie (R&D) 5) harmonisation des besoins opérationnels 6) traitement des informations techniques¹³¹. Davantage les objectifs de l'accord cadre visent à délimiter un cadre au sein duquel les États vont effectuer la restructuration. Les objectifs visent aussi à assurer une consultation sur l'impact de la restructuration. De plus, la restructuration doit assurer la sécurité des approvisionnements et réduire les barrières aux exportations. Finalement, l'accord cadre fait la promotion du développement de la recherche et la technologie et de l'harmonisation des besoins militaires. En somme, la restructuration des industries de défense européennes prend forme par l'entremise d'un nouveau cadre réglementaire ainsi que par une meilleure communication.

La LdI représente une initiative de coopération hors de l'Union européenne, tels que le GAEO/OAEO et l'OCCAR. La LdI représente un complément de l'OCCAR¹³².

¹³⁰ Burkard Schmitt, 2003a, *Op. Cit.*, p. 28.

¹³¹ Centre de recherche sur l'Europe et le monde contemporain (CREMOC), 2000, *Op. Cit.*, Chapitres 2-7.

¹³² Burkard Schmitt, 2000, *Op. Cit.* p. 74.

En effet, la LdI concerne la réglementation de la coopération, elle représente le cadre juridique et politique qui encadre la coopération industrielle. La LdI ne sert cependant qu'à baliser les obligations et les actions des États dans un contexte précis. Elle ne demeure pas moins un passage obligé; le cadre *juridiquement contraignant* permet de modifier les choix des États dans un sens qui va parfois à l'encontre de leurs intérêts.

Les réalisations découlant de la LdI sont peu nombreuses. En effet, l'effort d'harmonisation des politiques nationales n'ayant pas mené à la création d'une nouvelle réglementation, mais plutôt à des arrangements interétatiques, il en résulte de complexes solutions de coopération¹³³. Néanmoins, la LdI a le mérite d'identifier clairement les problèmes en décortiquant par thèmes les défis de la coopération en matière d'armement¹³⁴. De plus, la signature de la LdI constitue en substance une réalisation car elle complète politiquement l'entreprise de coopération industrielle et militaire.

Récapitulons : la mission du GAEO/OAEO concernait le développement coordonné de projets de recherche et technologie ainsi que le développement du marché et l'OCCAR avait pour objectif la production d'armement et la gestion des effectifs. La Lettre d'Intention se positionne, quant à elle, comme une institution complémentaire aux précédentes. La LdI entraîne un processus d'harmonisation politique contrairement à tous les efforts précédents de coopération qui n'avaient pas entraîné une harmonisation au niveau politique mais bien au niveau de l'identification des besoins capacitaires militaires. La volonté politique d'une coopération européenne

¹³³ Burkard Schmitt, dir., 2005, *Defence Procurement Debate in the European Union. The Current Debate*. Paris : European Union Institute for Security Studies (May), p. 13.

¹³⁴ Burkard Schmitt, 2000, *Op. Cit.*, p. 71.

en matière d'armement est donc bel et bien au rendez-vous en 1998, année de lancement de la PESD. Cette forme de coopération politique à ceci d'intéressant que par le processus d'eupéanisation il ne s'agit pas uniquement de coopération politique entre acteurs étatiques dans le but de créer des conditions favorables à l'industrie mais plutôt de créer au sein des États les conditions nécessaires au développement de politiques européennes.

Nous avons constaté que lors de la phase d'émergence de la culture de coopération l'institutionnalisation des mécanismes et les pratiques qui en découlent au niveau politique et militaire se sont respectivement développées au sein de l'UE et de l'OTAN. En s'institutionnalisant la culture de coopération provoque le développement de nouveaux organes institutionnels qui s'ajoutent aux précédents. Au cours de la phase de consolidation, la culture provoque davantage une transformation du cadre normatif qu'une construction institutionnelle. La première phase concerne donc le développement des institutions sous l'influence des nouvelles pratiques découlant des nouveaux mécanismes. La seconde phase concerne l'évolution des normes et des pratiques de coopération dans l'environnement institutionnel transformé ainsi que l'impact sur les intérêts des acteurs.

1.3.4 Le Code de conduite en matière d'exportation d'armement

Le code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armement se développe dans la période d'innovation institutionnelle de la fin des années 90. Le Code de conduite est un cadre normatif juridiquement non contraignant

pour les exportations d'armes conventionnelles¹³⁵. Le Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armement est né sous l'impulsion du Conseil européen le 5 juin 1998 et « a été adopté le 8 juin 1998 par le Conseil des Affaires générales en tant que déclaration du Conseil dans le cadre de la PESC »¹³⁶. En ce sens le Code de conduite, bien que juridiquement non contraignant, lie tout de même les membres de l'UE et a aussi des répercussions sur les candidats à l'accession. Précédant de quelques mois le sommet de St-Malo, – véritable déclencheur de la PESD – la signature du code de conduite en matière d'exportation d'armement représente la première initiative, au sein de l'UE, de contrôle et de gestion du marché de l'armement.

Le code stipule qu'il est de la responsabilité de chaque État de déterminer sa position vis-à-vis un État importateur. Le Code ne force aucunement la prise de position commune envers un importateur. Le Code vise cependant l'adoption d'une liste commune des équipements de défense régis par le Code. Les États qui refusent d'exporter doivent en aviser les autres parties par les voies diplomatiques. Dans le cadre du Code de conduite, les États sont tenus à justifier leur position et à analyser divers critères avant de procéder à l'exportation. Il ne s'agit pas d'un cadre légal mais d'un cadre normatif auquel les États se plient.

Les décisions d'exportations d'armement sont prises au sein des États membres du Code. Toutefois, un groupe de travail sur les armes conventionnelles, le COARM, qui regroupe les États membres du Code, sert d'espace de discussion et de négociation pour les États afin de déterminer des positions communes. Le COARM, qui réunit les ministres des affaires étrangères, siège dans le cadre du Conseil de l'Union européenne.

¹³⁵ Burkard Schmitt, dir., 2003b, *Op. Cit.*, p. 23.

¹³⁶ *Idem.*

Par le biais de ce Code de conduite, le Conseil de l'Union européenne souhaite « instaurer des normes communes élevées qui seraient considérées comme le minimum en matière de gestion et de modération dans le domaine des transferts d'armes conventionnelles »¹³⁷. De plus, les États désirent que le processus soit transparent et pour ce faire, ils s'engagent à « renforcer l'échange d'informations pertinentes dans le domaine »¹³⁸. Finalement, les objectifs du Code sont aussi de renforcer la coopération et de promouvoir la convergence dans le domaine des exportations d'armes conventionnelles [...] ainsi de prévenir le « trafic illicite d'armes conventionnelles et la lutte contre ce trafic »¹³⁹. Bref, le Conseil de l'Union européenne met en place un cadre normatif afin d'accroître la coopération entre les membres de l'UE dans leurs activités d'exportation d'armement ; sans toutefois que le marché commun des équipements de défense ne soit devenu une réalité.

Pour développer le cadre normatif et ainsi mettre en place un Code de conduite en matière d'exportation d'armement, les États membres de l'UE se réfèrent notamment aux engagements pris par les États dans les organisations internationales compétentes. Ensuite, le Code se réfère aux accords internationaux en matière des droits de l'homme afin d'éviter l'exportation d'équipements risquant de servir à la répression de populations locales. Par ailleurs, le Code prévoit aussi tenir compte de la stabilité interne et régionale des États importateurs. De surcroît, le Code tient aussi compte des intérêts des États exportateurs et de leurs alliés. Le Code de conduite porte aussi une grande attention à la gouvernance interne des États importateurs. Finalement, le dernier critère concerne les capacités techniques et économiques des États importateurs, de façon à ce qu'il y ait adéquation entre les demandes et les besoins.

¹³⁷ *Idem.*

¹³⁸ *Idem.*

¹³⁹ *Idem.*

Les États peuvent refuser d'autoriser des exportations en fonction de leur appréciation de la situation¹⁴⁰. La position de l'État qui refuse doit être communiquée par voie diplomatique. Les États ne sont pas tenus d'avoir une position commune envers un importateur. Ainsi, un État membre peut autoriser une exportation vers un pays tiers même si un autre membre du Code avait préalablement refusé. Ceci dit, l'exportateur doit justifier sa position auprès de l'État ayant refusé l'exportation¹⁴¹. Par ailleurs, les États membres définissent une liste commune d'équipements exportables, en se basant sur les listes nationales et internationales¹⁴². Le Code de conduite prévoit aussi l'élaboration d'un rapport annuel concernant les exportations par chaque État membre. Celui-ci doit être présenté dans le cadre d'une réunion annuelle, au cours de laquelle les membres effectuent le bilan du fonctionnement du Code.

1.3.2 La coopération industrielle : les sociétés transnationales de défense (STD)

L'OCCAR, la LdI et l'accord cadre qui en découle annonçaient la création des sociétés transnationales de défense. Les programmes européens de coopération en matière d'armement sont issus de l'identification des besoins capacitaires militaires et dont la tangente technologique découle de la coopération militaire élaborée dans les institutions fondatrices de l'environnement de sécurité. Afin de compléter les coopérations de nature politique et militaire, vient s'ajouter la coopération de nature industrielle. L'accord cadre de la LdI reconnaît « que la décision de créer des sociétés transnationales de défense appartient à l'industrie en fonction des règles de la

¹⁴⁰ *Ibid*, p. 27.

¹⁴¹ *Idem*.

¹⁴² *Idem*.

concurrence »¹⁴³. On dénombre trois acteurs européens majeurs qui sont catégorisés en tant que STD : EADS, Thalès et BAE Systems. Nous présentons ici les STD uniquement avec l'exemple d'EADS.

En juillet 2000 naît la société transnationale de défense *European Aeronautic Defence and Space Company* (EADS). EADS est un produit de la réunion de diverses entreprises nationales (Aerospatiale Matra, CASA et Dasa) de l'Allemagne, la France et l'Espagne.

EADS est une entreprise de droit néerlandais (N.V.) cotée aux bourses de Francfort, Madrid et Paris. Plus de 34 % des parts sont détenues par des investisseurs privés. DaimlerChrysler et le holding français SOGEADE (Lagardère, Etat français) en possèdent chacun plus de 30 %. Le holding d'Etat espagnol SEPI possède environ 5,5 % des actions¹⁴⁴.

La création d'EADS est le produit d'un renforcement de la coopération qui la fait passer d'une formule bilatérale, à la création de Groupement d'Intérêts Économiques (GIE), puis au « joint-venture », pour enfin aboutir aux STD. La création d'EADS marque la tendance vers une coopération accrue en matière d'équipements militaires et vient ainsi compléter les coopérations du domaine politique, militaire et communautaire. La coopération industrielle devient donc le terrain d'application des développements institutionnels et politiques en matière d'équipement de défense. Toutefois, le bouleversement qu'entraîne cette restructuration, soit une *dépendance réciproque*, oblige la création d'un nouveau cadre juridico-politique¹⁴⁵. Comme le mentionnent André Dumoulin et Éric Remacle : « la réussite de l'intégration des politiques industrielles en Europe sera sans doute dépendante [...] de la création d'un

¹⁴³ Centre de recherche sur l'Europe et le monde contemporain (CREMOC), 2000, *Op. Cit.*, Préambule.

¹⁴⁴ European Aeronautic Defence and Space Company, 2005, *Les ailes du temps*, En ligne, www.eads.com (page consulté le 20 février 2006).

¹⁴⁵ Centre de recherche sur l'Europe et le monde contemporain (CREMOC), 2000, *Op. Cit.*, Préambule.

organe militaire qui soit responsable de la définition du besoin militaire commun à tous les membres de l'UEO »¹⁴⁶. Le nouveau « cadre juridico-politique » ou « l'organe militaire » représente, en soi, l'Agence de défense européenne (AED), sur laquelle nous reviendrons au prochain chapitre.

L'eupéanisation industrielle découle directement de l'eupéanisation des politiques nationales à laquelle nous faisons référence au cours de la section sur la LdI. Aussi, elle réfère à la création « d'équipe de projet transnationale » de l'OCCAR qui vise la complémentarité industrielle et technologique. C'est donc une évolution progressive des pratiques de coopération dans le domaine industriel et politique qui modifie l'environnement européen de la production et de la commercialisation des équipements de défense. Ces transformations instituent de nouvelles normes de production et de commercialisation comme nous le verrons lors de l'analyse au troisième chapitre.

¹⁴⁶ André Dumoulin et Éric Remacle, dir., 1998, *Op. Cit.*, p. 328.

Chapitre 2 – L’armement et les politiques de l’UE

2.1 L’intégration de la culture de coopération dans les politiques de l’UE

Au cours de ce chapitre nous démontrons comment l’UE par le développement de ses politiques communes en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense intègre la culture de coopération en matière d’armement. Nous identifions trois étapes charnières dans le processus d’intégration. La première réside dans la signature du Traité de Maastricht qui mène au lancement de la PESC. La seconde étape correspond à la réalisation de la PESD. La troisième étape se situe au niveau de la création du réseau d’institutions qui découle et qui vise à soutenir le développement de la PESD. Pour les deux premières étapes, la démonstration s’effectuera en deux temps. Dans un premier temps, nous présentons les conséquences organisationnelles du développement des politiques communes. Puis dans un second temps, nous exposons les initiatives concernant l’armement qui y sont associées. Finalement, la démarche adoptée au cours de la présentation de la troisième étape consiste à identifier les représentations de la culture de coopération dans les nouvelles institutions en matière d’armement.

2.1.1 Le traité de Maastricht

Les transformations institutionnelles du début des années 90 ont un impact majeur sur les politiques de l’UE. Par transformations institutionnelles nous faisons évidemment référence à la ratification du traité de Maastricht. Celles-ci permettent le prolongement des pratiques de coopération préexistantes puisqu’elles intègrent les trois dimensions de la sécurité européenne que sont : 1) la politique étrangère, 2) la sécurité et 3) la défense.

Le traité sur l'Union européenne (TUE) constitue une étape de plus dans la construction communautaire. Le traité de Maastricht, signé le 7 février 1992 et entré en vigueur le 1 novembre 1993, est l'occasion d'approfondir la dimension politique de la construction communautaire. Le traité est constitué en trois piliers que sont respectivement : 1) les communautés (CECA, CEE, Euratom), 2) la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et 3) la coopération policière et judiciaire en matière pénale. Nous ne traitons dans ce chapitre que du second pilier, correspondant au titre V du traité de Maastricht.

Le traité de Maastricht subit plusieurs modifications, la première, prévue au traité original, survient en 1997 et donne naissance au traité d'Amsterdam. La seconde modification découle de la Conférence intergouvernementale (CIG) de 2001 qui aboutit au traité de Nice. Nous dévoilons les variations apportées au titre V entre les différents traités, afin de souligner l'évolution des questions de sécurité et de défense de la PESC. Aussi, nous verrons quelles sont les conséquences de l'évolution du concept de la PESC sur les institutions de sécurité de l'UE. Finalement, nous explorons le lien entre le contexte stratégique et l'évolution des questions PESC.

2.1.2 Les politiques communes de sécurité et défense

Nous abordons ici le déroulement de l'intégration politique de la coopération en matière d'armement en présentant l'évolution du second pilier. En ce sens, nous étudions d'abord la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et ensuite la politique européenne de sécurité et de défense (PESD).

2.1.2.1 La Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)

La dimension politique étrangère de la sécurité européenne prend forme au cours des années 70 avec le principe de Coopération politique européenne (CPE). Elle annonce l'intégration de la dimension politique étrangère dans les structures de l'UE. La Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), qui voit le jour avec Maastricht, renforce un peu plus l'intégration politique de l'Union. La PESC, qui représente la volonté de l'UE de jouer un plus grand rôle en matière de sécurité correspond à la synthèse des positions du couple franco-allemand. D'un côté la France « défendait l'idée d'un lien organique entre l'UEO et la PESC »¹⁴⁷ tandis que de l'autre côté l'Allemagne privilégiait tant le lien transatlantique qu'un rôle accru pour la Commission européenne. La synthèse mène donc au compromis selon lequel la sécurité européenne est liée à l'OTAN par l'entremise de l'UEO. La PESC formalise l'expression d'intérêts communs pour les questions de politique étrangère et de sécurité. La PESC vise large, elle détermine de grands principes tels « la sauvegarde de valeurs communes, le renforcement de la sécurité et la coopération internationale »¹⁴⁸, pour ne nommer que ceux-là.

C'est du Conseil européen que relève la PESC, tel que stipulé dans le TUE modifié par le traité de Nice. Ce dernier en « définit les principes et les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris [...] en matière de défense et veille au respect de ces principes »¹⁴⁹. En substance, les membres de l'Union poursuivent les objectifs de la PESC par le biais de : « a) principes et orientations [...] commune ; b) stratégies communes ; c) actions communes ; d)

¹⁴⁷ André Dumoulin, Raphaël Mathieu et Gordon Sarlet, 2003, *Op. Cit.*, p. 15.

¹⁴⁸ Louis Cartou, 1994, *Op. Cit.*, p. 616.

¹⁴⁹ Union européenne, 2002, « Le traité de Maastricht », *Journal officiel des communautés européennes* C 325 (24 décembre), Bruxelles, Articles 11 & 13.

positions communes ; e) [renforcement de] la coopération systématique entre les États membres »¹⁵⁰.

En ce qui concerne le domaine de la défense, le Traité de Maastricht prévoit « la définition progressive d'une politique de défense commune »¹⁵¹. La révision du TUE, concrétisée par le traité d'Amsterdam, donne justement l'occasion aux États membres de progresser dans la définition de la politique de défense commune. Les alinéas 1 et 3 de l'article J.7 viennent profondément modifier le traité original. D'abord le traité précise que l'UEO « fait partie intégrante du développement de l'Union en donnant à l'Union l'accès à une capacité opérationnelle »¹⁵². Cette capacité opérationnelle réfère aux missions de Petersberg, lesquelles sont définies comme suit : « des missions humanitaires ou d'évacuation des ressortissants ; des missions de maintien de paix ; des missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les opérations de rétablissement de la paix »¹⁵³. Au cours du même paragraphe il est déterminé que l'UEO « assiste l'Union dans la définition des aspects de la PESC ayant trait à la défense »¹⁵⁴. Finalement, et élément clef de la transmission de la culture de coopération, il est aussi prévu que « l'Union encourage l'établissement de relations institutionnelles plus étroites avec l'UEO en vue de l'intégration éventuelle de l'UEO dans l'Union »¹⁵⁵. On remarque que de Maastricht à Amsterdam, les aspects fondamentaux de la transformation résident dans la référence 1) aux capacités opérationnelles, 2) au renforcement des relations institutionnelles, 3) au transfert de

¹⁵⁰ *Ibid*, Article 12.

¹⁵¹ *Ibid*, Article 17.

¹⁵² Union européenne, 1997, « Traité d'Amsterdam », *Journal officiel* C 340 (10 novembre), Bruxelles, Article J.7.1.

¹⁵³ André Dumoulin, Raphaël Mathieu et Gordon Sarlet, 2003, *Op. Cit.*, p. 239.

¹⁵⁴ Union européenne, 1997, *Op. Cit.*, Article J.7.1.

¹⁵⁵ *Idem*.

l'UEO au sein de l'UE. Par ailleurs, on constate qu'au fil de l'évolution des questions de défense dans le cadre de communautaire les membres de l'UE se penchent sur rôle, voire sur le futur de l'UEO. Le transfert des compétences l'UEO en matière de défense dans les structures de l'UE se heurte cependant à la position Britannique qui soutien le développement de l'UEO¹⁵⁶. Du début de la décennie 90, jusqu'au sommet de St-Malo en 1998, l'interdépendance UE-OTAN sera fortifiée par l'entremise de l'UEO qui renforce ses liens politiques avec l'UE et ses liens opérationnels avec l'OTAN¹⁵⁷.

Les modifications du TUE qui surviennent d'Amsterdam à Nice annoncent, quant à elles, l'évolution vers la PESD. En effet, l'abrogation du paragraphe sur le transfert de l'UEO au sein de l'UE concrétise le renforcement des liens institutionnels entre l'UE et l'OTAN. Il n'est désormais plus nécessaire de se référer à l'UEO pour les questions militaires qui sont dorénavant abordées au sein de l'UE. En d'autres termes, le transfert des activités de l'UEO est accepté, ce qui sera confirmé par la position adoptée à St-Malo par les Britanniques. Ces multiples modifications illustrent la place grandissante qu'occupent les questions de défense au sein de l'UE. Il est maintenant accepté que l'intermédiaire militaire que représentait l'UEO devienne caduque avec le processus de transfert progressif de ses activités au sein de l'UE.

Par ailleurs, le Traité de Maastricht – uniquement dans sa version modifiée – ouvre la porte au volet armement de la défense. En effet, il est déterminé que « la définition progressive d'une politique de défense commune est étayée [...] par une coopération entre eux en matière d'armement »¹⁵⁸. Absente du traité original, la référence à la coopération en matière d'armement comme voie d'accès à une politique

¹⁵⁶ André Dumoulin, Raphaël Mathieu et Gordon Sarlet, 2003, *Op. Cit.*, pp. 17-18.

¹⁵⁷ *Ibid*, pp. 22-23.

¹⁵⁸ Union européenne, 1997, *Op. Cit.*, Article J.7.1.

commune de défense s'inscrit en droite ligne avec la culture de coopération développée au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. La coopération militaire développée au cours de cette période reposait presque exclusivement sur la dimension capacitaire puisque l'idée d'armée européenne – donc la coopération dans les dimensions organisationnelles et opérationnelles – a été reléguée aux calendes grecques avec le rejet de la CED.

Le TUE modifié définit ainsi la porte d'entrée de la future politique de sécurité et de défense comme étant celle de l'armement. D'une part, la coopération de ce domaine est éprouvée par le biais de nombreuses expériences de coopération, d'abord à l'OTAN et à l'UEO puis par des initiatives bi et multilatérales et enfin communautaires. D'autre part, une politique de défense axée sur les capacités tire profit de l'expertise communautaire en matière de marché commun. L'introduction des questions de défense dans le cadre PESC contourne donc les questions opérationnelles et organisationnelles, plus propices à l'expression de réticences au niveau national.

Bref, la définition d'une politique européenne de sécurité et de défense s'organise initialement sur un axe politico-industriel plutôt que politico-militaire. La structure communautaire favorise la voie industrielle par l'entremise de ses politiques de coopération économiques préexistantes, au détriment du militaire qui ne fait pas encore partie des compétences de l'UE. En effet, le traité de CECA « contient les éléments nécessaires à une politique active d'intervention, une politique industrielle, [laquelle se] fonde sur des moyens d'information, des interventions de conjoncture et des actions de développement¹⁵⁹ ». Davantage, l'UE est pourvue d'une politique commerciale qui balise les actions des États en matière d'importation et d'exportation ainsi que d'une politique de la concurrence. Bref, tous les mécanismes institutionnels favorisent le bon

¹⁵⁹ Louis Cartou, 1994, *Op. Cit.*, p. 489.

fonctionnement d'une politique de défense dont l'avant-garde repose sur la coopération industrielle, sur la dimension économique de l'armement. L'orientation d'une future Agence de défense européenne est donc, à ce moment, précisée.

2.1.2.2 De la PESC à la PESD : définir l'intervention militaire européenne

Les conflits balkaniques ont soulevé les problèmes de la politique commune et de la nature des missions d'intervention. L'incapacité européenne de s'organiser et d'agir militairement a soulevé trois problèmes concernant les dimensions : 1) organisationnelle et 2) opérationnelles et 3) capacitaires. Ces trois problèmes vont motiver le développement de la PESD. La réponse apportée par l'UE est cependant limitée par l'éventail de possibilités hérité de la culture de coopération.

L'absence de réaction européenne dans les Balkans s'explique d'abord par le fait que la PESC n'était pas pourvue de prérogatives d'intervention armée. Le volet défense devait être déterminé ultérieurement, tel que stipulé dans le TUE. Ensuite, malgré la définition des missions des Petersberg, aucune forme de commandement militaire unifiée n'est définie, ce qui renvoie une fois de plus à l'obstacle posé par le rejet de la CED. C'est principalement à ce point que le bât blesse. En effet, la PESC ne serait être cohérente et efficace sans une structure militaire pour l'appuyer.

On constate un paradoxe dans l'intégration des questions d'armement au sein de l'UE. D'une part, les signataires du TUE modifié expriment la volonté de créer une politique de défense dont l'avant-garde repose sur les capacités. D'autre part, l'absence d'un cadre organisationnel politico-militaire empêche la réalisation des opérations et donc l'utilisation des capacités. Ce paradoxe confirme que l'intérêt porté envers l'Europe de la défense concerne principalement la dimension économique de

l'armement. En fait, la référence à l'armement au sein du TUE vise davantage au développement d'une politique européenne d'armement, plutôt que des capacités en support aux missions. Ce constat s'impose lorsqu'on prend en considération le fait que « l'UE s'est préoccupée du secteur de l'armement dans son ensemble [...] et pas nécessairement, ni exclusivement, dans le cadre du second pilier »¹⁶⁰.

2.1.2.3 La PESD après St-Malo : l'opérationnalisation des politiques

La volonté politique de créer l'Europe de la défense prend forme à St-Malo, sommet franco-britannique qui symbolise la naissance de la PESD. Le lancement de la PESD est principalement rendu possible grâce à une conjoncture politique favorable. D'une part, la présence du gouvernement travailliste récemment élu ainsi que la présidence britannique de l'UE, offre une plus grande possibilité de traiter des questions de défense que sous l'égide du précédent gouvernement conservateur. D'autre part, le retrait britannique de Schengen et de l'Euro laissait peu de place à la Grande-Bretagne dans les affaires européennes¹⁶¹. Outre le leadership européen, deux considérations stratégiques ont guidé la position britannique : a) munir l'Europe des capacités nécessaires dans le domaine de la sécurité et de la défense, afin de b) renforcer et perpétuer la relation transatlantique¹⁶². La position britannique peut se résumer comme suit : se rapprocher de l'Europe tout en conservant une relation privilégiée avec l'OTAN. L'objectif de St-Malo est donc de donner l'impulsion

¹⁶⁰ Axelle Masson, 2004, « Le cadre institutionnel de la coopération en matière d'armement en Europe », dans Jean-Paul Hébert et Jean Hamiot, dir., *Histoire de la coopération européenne dans l'armement*, Paris : CNRS Éditions, p. 197.

¹⁶¹ Frédéric Mérand, 2005, « The European Security and Defence Policy: Institutional Choice or Bricolage », Working Paper, August, Université de Montréal, p. 12.

¹⁶² Jolyon Howorth, 2000, *Op. Cit.*, p. 384.

nécessaire afin de développer l'architecture politico-militaire européenne, permettant ainsi d'opérationnaliser les missions de Petersberg à l'aide des capacités européennes.

Toutefois, peu de temps après son lancement, la PESD est, elle aussi, éprouvée par la situation qui prévaut dans les Balkans. L'initiative de sécurité et défense lancée au cours du Sommet de St-Malo était trop précoce pour affronter la nouvelle crise qui prenait forme au Kosovo. Bien que les Européens étaient désormais enclins à s'engager dans des missions de type humanitaires, sans une structure organisationnelle définie, les missions de Petersberg étaient toujours inopérables.

On retrouve donc ici la problématique principale qui a contraint le développement du volet défense de la sécurité européenne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, le rejet du traité de la CED s'est avéré contraignant pour le futur de l'organisation militaire européenne. Le rejet de la CED freine, puisque historiquement institutionnalisé, la définition organisationnelle de structure militaire européenne. Conséquemment, l'action européenne en matière de sécurité et défense, soit la mise en œuvre des missions de Petersberg, s'en trouve tout autant freinée. Ensuite, pour remédier à cette lacune organisationnelle, l'UE se repose sur l'expertise de l'OTAN et calque sa structure politico-militaire sur celle-ci. En effet, l'architecture des trois nouvelles structures politico-militaires annoncée dans le cadre du Sommet d'Helsinki reflète exactement celle de l'OTAN : a) le comité politique et sécurité (COPS) est l'équivalent du Conseil de l'Atlantique Nord, b) l'état-major militaire (EMUE) reflète celui de l'OTAN et c) le comité militaire (CMUE) est également présent à l'OTAN.

On assiste donc à un renforcement du lien UE-OTAN qui s'illustre dans l'isomorphisme institutionnel, ainsi qu'avec la disparition progressive et annoncée de

l'UEO. L'isomorphisme consiste en un processus selon lequel : « The formal structures of many organizations in post-industrial society dramatically reflect the myths of their institutional environments instead of the demand of their work activities »¹⁶³. Ce processus s'explique notamment de la façon suivante : « formal organizations become matched with their environments by technical and exchange interdependencies »¹⁶⁴. En somme l'isomorphisme institutionnel se définit comme un processus par lequel : « organizations structurally reflect socially constructed reality »¹⁶⁵.

La construction des institutions de sécurité post-Seconde Guerre mondiale telles que l'OTAN et l'UEO a contribué à définir l'environnement de sécurité européen. Par le biais du processus d'isomorphisme institutionnel, cet environnement se reflète dans les nouveaux organes européens en matière de sécurité et défense. Ceci permet aux deux structures institutionnelles de parler un langage militaire commun et facilite donc l'utilisation et donc le transfert de l'expertise organisationnelle et opérationnelle de l'OTAN vers l'UE.

Nous venons de le voir, les dimensions organisationnelles et opérationnelles de la défense européenne sont complexes à mettre en œuvre au sein de l'UE. De plus, le développement des capacités étant tributaire de l'opérationnalisation des missions, le blocage de la coopération armement était inéluctable tant et aussi longtemps que l'organisation politico-militaire n'était pas définie. Ainsi, nous constatons une différence notable entre les structures organisationnelles et opérationnelles et les structures capacitaires qui réside dans la rapidité du développement. En effet, alors que pour

¹⁶³ Walter W. Powell & Paul J. DiMaggio, dir., 1991, *The New Institutionalism in Organisational Analysis*, Chicago : The University of Chicago Press, p. 41.

¹⁶⁴ *Ibid*, p. 47.

¹⁶⁵ *Ibid*, p. 47.

l'organisation et les opérations la période qui suit St-Malo en est une de définition des mécanismes et procédures et des habitudes, il en va autrement en termes de capacités. Le tout s'explique par le fait que les mécanismes, les procédures, les habitudes, bref la culture s'est développée parallèlement à la construction européenne et est enracinée dans la construction institutionnelle post-Seconde Guerre mondiale. Les membres de l'UE ne s'affairent donc pas à construire la coopération en matière d'armement mais plutôt à l'intégrer.

2.2 Définir les capacités dans le cadre politique de la PESD

Après avoir établi le cadre politique de la coopération en matière d'armement, l'UE procède à l'identification et à la définition des besoins capacitaires de l'Objectif global (*Helsinki Headline Goal*) ainsi que des moyens pour y parvenir, contenus dans le Plan d'action européen sur les capacités (PAEC). C'est à l'intérieur de ce cadre politique que seront amalgamés les objectifs militaire et économique de la coopération. Dans cette mesure, l'UE va de l'avant avec l'idée d'Agence de l'armement qui englobe l'ensemble des dimensions des équipements de défense, soit les aspects *production*, *marché* et *gestion des capacités*. Voyons maintenant en détails comment sont établies les priorités en matière d'armement au sein de la PESD.

2.2.1 Helsinki : la définition des capacités

Un an après la déclaration de St-Malo le couple franco-britannique étaye, lors du Sommet de Londres, leur conception de la défense européenne en affirmant que : « la priorité première doit [...] être de renforcer les capacités militaires européennes,

sans duplication inutile »¹⁶⁶. Au cours du Sommet de Londres il est annoncé que les États membres devraient être en mesure de « 1) déployer des éléments de combat naval et aériens et 2) fournir les capacités pour déployer [...] quelques éléments »¹⁶⁷. De surcroît, les Allemands partagent cette volonté de développer des capacités matérielles communes. En effet, lors de la rencontre bilatérale franco-allemande de Paris qui précède Helsinki, les deux États déclarent qu'ils sont « déterminés à fédérer les moyens existants ou à venir, y compris dans le domaine spatial, pour constituer des capacités communes européennes »¹⁶⁸. C'est donc dire que la voie du consensus est favorisée à l'intérieur de la PESD puisque les trois ténors de l'UE s'entendent sur des priorités communes, que sont les capacités.

C'est dans ce cadre que se déroulent les discussions du Sommet de Helsinki en 1999. Les Français et Britanniques confirment donc leur volonté exprimée à St-Malo de construire l'Europe de la défense. Outre la création des structures politico-militaires, Helsinki détermine un *Headline Goal* qui ne définit cependant que « des objectifs globaux militaires et politiques »¹⁶⁹. Dépassant légèrement la définition contenue dans le traité de Maastricht, le Conseil de Helsinki établit que « les États membres devront être en mesure [...] de déployer dans un délai de 60 jours et de soutenir pendant une année des forces militaires pouvant atteindre 50 000 à 60 000 personnes, capable d'effectuer l'ensemble des missions de Petersberg »¹⁷⁰. Restant dans les mêmes généralités que Maastricht, Helsinki ajoute tout de même aux principes du TUE, en identifiant sommairement les capacités humaines nécessaires à la mise en œuvre des opérations. Au niveau strictement capacitaire, on ne constate pas de progrès par rapport

¹⁶⁶ André Dumoulin, Raphaël Mathieu et Gordon Sarlet, 2003, *Op. Cit.*, p. 251.

¹⁶⁷ *Ibid*, pp. 252-53.

¹⁶⁸ *Ibid*, pp. 256-57.

¹⁶⁹ *Ibid*, p. 253.

¹⁷⁰ *Ibid*, p. 254.

à la déclaration du Conseil européen de Cologne mais on rappelle tout de même l'importance de « donner à l'UE les capacités appropriées qui lui permettront, sans duplication inutile, d'entreprendre l'ensemble des missions de Petersberg à l'appui de la PESD »¹⁷¹.

Avec Helsinki, on assiste au retour d'une conception de l'armement européen davantage liée aux opérations plutôt qu'à l'économie de la défense. Les propositions qui émergent de Helsinki visent donc à poursuivre sur la voie du consensus établit à St-Malo. En effet, la définition d'un objectif global est plus propice au consensus que l'identification précises des lacunes militaires et des besoins budgétaires. Ainsi, il semble que le processus de définition des objectifs de la PESD s'effectue de façon incrémentale, processus sur lequel nous reviendrons au cours de l'analyse. Bref, l'idée générale d'Helsinki était « d'intégrer l'amélioration des capacités militaires requises dans différents États membres dans un "package" attractif, englobant et politique »¹⁷². Il reste ensuite à définir ce qu'on entend par capacités européennes. En effet, entre l'idée de « fédérer les moyens existants et l'amélioration des capacités dans les différents États membres », deux visions s'affrontent. La nature de la coopération contenue dans les propositions de Helsinki n'est donc pas définie par l'environnement institutionnel de la PESD mais dépend cependant de la nature spécifique de celui-ci.

La défense européenne telle que définie dans la période post-St-Malo n'a donc rien d'original ni de novateur. En effet, la structure politico-militaire européenne est calquée sur la structure politico-militaire de l'OTAN et la coopération de l'armement reprend l'essentiel des idées élaborées depuis la fin de la Seconde guerre mondiale,

¹⁷¹ *Ibid*, p. 255.

¹⁷² *Ibid*, p. 253.

identifiées au précédent chapitre. Le principe est simple mais l'application complexe puisque la PESD transcende l'État, à l'opposée de l'OTAN qui est, avant tout, un regroupement d'États. Arriver à transposer la culture de coopération de l'extérieur vers l'intérieur de l'UE, tel est le défi que propose la mise en œuvre de la PESD. Cette transposition s'effectue de deux façons, par isomorphisme et par transformation incrémentale. Isomorphisme, d'une part, puisque les structures politico-militaires de l'UE sont calquées sur celles de l'OTAN. Isomorphisme toujours, puisque l'Agence de l'armement reprend en tous points les habitudes, principes et mécanismes développés au fil du temps sur le chemin de la coopération européenne de défense. Transformations incrémentales, de l'autre, puisque la coopération du domaine de l'armement intègre progressivement les institutions de l'UE comme en font foi le développement du Code de conduite en matière d'exportation d'armement et le transfert des activités de l'UEO au sein de l'UE. Nous reviendrons plus en détail sur ces processus lors de l'analyse au quatrième chapitre.

2.2.2 Plan d'action européen sur les capacités (PAEC)

Afin de combler l'écart entre les besoins opérationnels identifiés par le « *Helsinki Forces Catalogue* » et les capacités disponibles, le Conseil des affaires générales élargi aux ministres de la défense, a adopté en Novembre 2001 une « Déclaration d'engagement des capacités militaires »¹⁷³. Les objectifs fixés par la déclaration de 2001 visent à mettre en place une force de 100 000 hommes, 400 avions de combat et 100 bâtiments dans le but d'assumer les missions de Petersberg par les

¹⁷³ *Ibid*, p. 266.

organes politico-militaires de l'UE au cours de l'année 2003¹⁷⁴. L'objectif fixé par la Déclaration d'engagement dépasse donc celui fixé par le *Headline Goal* de 1999. Au-delà de l'augmentation des effectifs en termes de nombre d'hommes, la différence entre Helsinki et Laeken porte sur l'ajout de la référence aux équipements militaires. En effet, en ajoutant un objectif pour un nombre d'avion et de bâtiment, le PAEC ouvre la porte à l'introduction de la gestion commune de la production et du marché, bref à l'introduction au sein des structures européennes des principes, habitudes et mécanismes développés hors UE, auxquels nous avons fait référence au chapitre précédent.

Le PAEC s'opérationnalise selon une approche « *bottom-up* » au cours de laquelle la « rationalisation des efforts des États-membres et l'accroissement de la synergie entre les projets nationaux et multinationaux devraient contribuer à améliorer les capacités européennes »¹⁷⁵. Il n'en demeure pas moins que c'est dans l'environnement institutionnel de la PESD ce plan est élaboré. Par ailleurs, la mise en œuvre du PAEC est basée sur le « mécanisme de développement des capacités »¹⁷⁶, lequel repose sur la surveillance et l'évaluation des capacités militaires de façon à éviter toute duplication inutile. Le mécanisme prend notamment compte du processus de planification de défense de l'OTAN ainsi que de celui du Partenariat pour la paix (PpP) de l'ONU¹⁷⁷. Ainsi, l'UE poursuit dans la voie de la coopération avec l'OTAN en ce qui concerne le développement de programmes et de mécanismes de développement des capacités ; tel qu'elle l'avait fait pour l'élaboration de sa structure politico-militaire.

¹⁷⁴ *Ibid*, p. 266.

¹⁷⁵ Maartje Rutten, 2002, « From Nice to Laeken. European Defence: Core Documents », Volume II, Chaillot Paper 51 (April), p. 98.

¹⁷⁶ *Idem*.

¹⁷⁷ *Idem*.

2.3 Le réseau de la PESD en matière d'armement

Avec le PAEC, l'UE ouvre une nouvelle dimension dans son développement politico-militaire. En effet, comme nous l'avons mentionné précédemment, la référence aux équipements dans le PAEC entraîne une obligation de gestion globale des équipements de défense dans l'ensemble des membres de l'UE. Ce faisant cette nouvelle dimension de la défense implique un droit de regard de l'UE sur l'ensemble de la production et du marché des équipements de défense. Ainsi, il est impératif pour l'UE de se doter d'une agence centrale de gestion de la production et du marché des équipements de défense. Bref, elle se doit de développer un réseau en matière d'armement, en support à la PESD. Or, le réseau de la PESD en matière d'armement est, somme toute, déjà conceptualisé, mais il n'est pas matérialisé au sein d'une institution centrale. Le défi consiste donc à le reproduire dans l'UE.

Les principes du réseau de la PESD en matière d'armement sont essentiellement une récupération des mécanismes de coopérations présentés au cours du second chapitre. Davantage, le rôle de l'AED correspond à celui énoncé par l'UEO quant à la création de l'ACA. De plus, la fonction de développement des capacités de défense équivaut au rôle joué par l'OAE0 au cours des années 90. Par ailleurs, la coopération envisagée en matière d'armement ressemble aux programmes découlant du GEIP et de l'OCCAR. De surcroît, le développement proposé de la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) est aussi suggéré par le GAEO. Finalement la Division production et logistique de l'OTAN favorisait dès les années 50, tout comme le fait actuellement l'UE avec l'Agence, le développement de la R&D.

Le réseau de la PESD en matière d'armement est donc le produit d'un enchevêtrement institutionnel qui réunit les diverses habitudes de coopération.

2.3.1 Agence européenne de la défense (AED)

La Commission européenne a favorisé l'ouverture de l'UE au secteur de l'armement, avant la création de la PESD, en encourageant les restructurations industrielles dans ce domaine. La Commission s'est donc servie de la dimension économique de l'armement pour stimuler le débat sur le secteur de l'armement au sein de l'UE. Elle est d'ailleurs en grande partie responsable de la réalisation du Code de conduite en matière d'exportation d'armement dont nous avons traité au précédent chapitre. Parallèlement, le Conseil mettait sur pied un groupe sur la politique d'armement (POLARM), dont les travaux relayaient ceux de la Commission. Plus récemment, soit en 2002, le groupe de travail VIII « Défense » de la Convention européenne lançait l'idée d'une Agence d'armement et de recherche stratégique. Les tâches de l'Agence identifiées par le groupe consistaient à « satisfaire les besoins opérationnels et soutenir la recherche en matière de technologie de la défense »¹⁷⁸. Les discussions entourant la création de l'AED au sein de la Convention délaissaient donc l'aspect strictement économique avancé par la Commission pour insister davantage sur la dimension militaire ainsi que sur la R&D. Ainsi, tant la Commission que le Conseil et la Convention recyclent des propositions préalablement écartées (commerce) et peu exploitées (agence) dans le cadre institutionnel européen.

C'est dans ce contexte que la création de l'Agence européenne de défense (AED) a été décidée à Bruxelles le 4 septembre 2003, suivant la recommandation du

¹⁷⁸ Michel Barnier, 2002, *Rapport final du Groupe de travail VIII "Défense"*, Bruxelles : La convention européenne (CONV 461/02), p. 22.

Conseil européen de Thessalonique du 19-20 juin 2003. Le comité des représentants permanents (COREPER) a pris la décision de mettre sur pied un groupe de travail lequel sera responsable de la mise en place d'une « agence intergouvernementale dans le domaine du développement des capacités de défense, de la recherche et de l'acquisition d'armement »¹⁷⁹.

L'Agence européenne de défense (AED) a pour principale mission d'améliorer la performance européenne en matière de défense en favorisant la cohérence au détriment de la fragmentation¹⁸⁰. Par ailleurs, l'AED comporte 5 directions – 1) développement des capacités, 2) coopération en matière d'armement, 3) industrie et marché, 4) recherche et technologie 5) services corporatifs – lesquelles couvrent l'ensemble des dimensions des équipements de défense. Sur cette base, les tâches de l'AED sont les suivantes : a) doter l'UE d'une approche systématique envers la défense pour la définition et l'atteinte du *Headline Goal* de la PESD ; b) promouvoir la collaboration en matière d'équipements de défense en ce qui a trait aux capacités et à la restructuration industrielle ; c) promouvoir la recherche et la technologie de défense européenne comme composante essentielle de la base industrielle et technologique afin de rencontrer les besoins capacitaires ; d) mettre sur pied, avec le concours de la Commission, un marché européen des équipements de défense¹⁸¹. Ayant pour but de renforcer les capacités, de stimuler la croissance des industries et de favoriser la R&D, l'AED correspond donc à l'équivalent national d'une direction générale de l'armement. Toutefois, une différence notable est à souligner en ce sens que le renforcement des capacités ne signifie pas l'acquisition par l'UE d'équipements de défense. Le

¹⁷⁹ Antonio Missiroli, dir., 2003, « From Copenhagen to Brussels. European Defence : Core Documents », Volume IV, *Chaillot Paper* 67 (December), p. 209.

¹⁸⁰ European Defence Agency, 2005, *Background*, <http://www.eda.europa.eu/background.htm> (page consultée le 28 mars 2006).

¹⁸¹ *Idem*.

renforcement des capacités européennes passe plutôt par l'acquisition nationale d'équipements de défense.

L'AED représente donc la principale institution de l'UE en support à la PESD avec le CMUE, l'EMUE et le COPS. Or, à l'inverse de la structure organisationnelle politico-militaire, l'AED intègre, quant à elle, certains principes politiques communautaires, dépassant ainsi le strict intergouvernementalisme qui caractérisait jusque-là la coopération militaire. En effet, de par la promotion d'un marché européen des équipements de défense, l'UE se rapproche des principes de droit communautaire des marchés publics. Les principes communautaires sont cependant limités comme nous le constatons dans le cas du processus d'acquisition.

2.3.2 L'AED et l'article 296

Avec la création de l'AED le marché de l'armement en Europe commence à prendre forme, comme en fait foi l'énoncé suivant :

The Agency mission is to support the Member States in their effort to improve European defence capabilities in the field of crisis management and to sustain ESDP as it stands now and develops in the future [...]
On this basis the Agency's task will be: [...] to promote equipment collaborations, both to contribute to defence capabilities and as catalysts for further restructuring of the European defence industry¹⁸²

Les objectifs fixés pour la création de l'Agence amène l'UE à élaborer un espace, au sein de la structure communautaire, afin de développer un marché commun des équipements de défense. L'objectif de ce dernier est d'assurer une meilleure coordination entre les productions nationales tout en favorisant une meilleure cohésion en matière d'acquisition et d'exportation. Ce marché est géré par l'Agence qui tire

¹⁸² EU Institute for Security Studies, 2005, *EU Security and Defence. Core Documents 2004*, Volume V, Chaillot Paper 75 (February), pp. 54-55.

profit des institutions de coopération préexistante. Les objectifs liés à la création du marché sont donc en contradiction avec la norme de non-coopération en matière d'armement issue de l'article 296 du TCE, dont nous avons traité au second chapitre. Par conséquent, la création de l'Agence de défense européenne (AED) au sein de la PESD consacre l'institutionnalisation de la culture de coopération, en provoquant une rupture d'avec l'ordre précédemment établi. Bref, la création d'une agence, dans le cadre d'une politique commune, favorisant le support à cette activité industrielle et commerciale, couronne les efforts d'un demi-siècle de coopération en matière d'armement. La structure institutionnelle favorisant la coopération en matière d'armement confirme l'obsolescence de l'article 296.

Aussi, la coopération en matière d'armement au sein de l'UE a progressivement été rendue possible par la définition de l'IESD. De cette définition identitaire découle notamment le transfert des activités de l'UEO dans les structures de l'UE. De ce fait, l'UE hérite de la culture de coopération militaire créée sous l'égide de l'OTAN, en collaboration avec l'UEO. Avec l'IESD et l'AED la rupture d'avec l'article 296 est alors effective, ce qui s'illustre par l'intégration du marché des équipements de défense dans les politiques de l'UE. En somme, l'étude du réseau de la PESD nous permet d'identifier deux conséquences de l'intégration de la coopération en matière d'armement au sein de l'UE : a) la *continuité* de coopération en matière d'armement, par le biais de l'AED, qui provoque b) la *rupture*, d'avec l'article 296 rendant possible le marché des équipements de défense (EDEM). Ces conséquences font l'objet d'une analyse plus approfondie au cours du chapitre qui suit.

2.3.3 Le marché européen des équipements de défense (EDEM)

La création du marché de l'armement s'inscrit dans le cadre d'une réforme du secteur de l'armement européen qui comprend aussi a) la réorganisation de la recherche et b) la création d'un système d'acquisition. L'objectif derrière la création du marché des équipements de défense est d'élaborer un environnement pour les acquéreurs et les producteurs au sein duquel ils peuvent commercer librement. Le marché doit permettre : 1) d'élargir les marchés nationaux, 2) de restructurer l'industrie, soit de produire en tenant compte de l'ensemble de la production pour éviter les doublons et 3) de rationaliser la production, de façon à réduire les coûts¹⁸³.

Décloisonner les marchés nationaux de défense, tel est l'objectif principal derrière le développement de l'EDEM. L'idée de créer un marché public de la défense au sein de l'UE est une conséquence directe du développement des programmes de coopération ainsi que de certaines institutions en matière d'armement qui se sont développés au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. L'intérêt porté pour un EDEM s'inscrit dans la tendance de rapprochement observée – hors UE – entre les États européens en matière de production commune.

On peut attribuer au GAEO la genèse de la réflexion sur le decloisonnement des marchés de défense. Par l'entremise du *Coherent Policy Document* (CPD) le GAEO a lancé, dès 1990, les bases du débat sur le développement d'un marché européen des équipements de défense. Le document visait principalement deux objectifs, soit la stimulation de la concurrence transfrontalière ainsi que la non-discrimination des fournisseurs sur des bases de nationalité¹⁸⁴. Le CPD représentait un effort pour

¹⁸³ Burkard Schmitt, 2003a, *Op. Cit.*, p. 60.

¹⁸⁴ Burkard Schmitt, dir., 2005, *Op. Cit.*, p. 13.

transformer les habitudes européennes en matière d'acquisition d'équipements. Cependant, le document, juridiquement non-contraignant a produit peu de résultats tangibles quant au processus d'acquisition. Toutefois, le CPD a eu pour mérite de stimuler le débat et la réflexion. En précédant la naissance de la PESC et donc de la PESD, le CPD élaboré par le GAEO est à l'avant-garde de la coopération en matière d'armement. Il détermine les orientations futures de la sécurité et défense européenne à l'aide des programmes, habitudes, mécanismes, pratiques et institutions de coopération préexistantes. Bref, le CPD illustre à la fois le processus de continuité et celui de rupture. Continuité d'une part, puisqu'en orientant le contenu des institutions et des politiques de coopération en matière d'armement, le CPD véhicule la culture de coopération développée au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Rupture de l'autre, puisqu'en valorisant le commerce d'armement entre les membres de l'UE le CPD s'oppose à l'article 296.

Deux autres initiatives – qui suivent le déplacement des objectifs de l'OAEU, tels que mentionnés au précédent chapitre – contribueront à stimuler le débat et la réflexion en la matière. D'abord la LdI, cette initiative d'un groupe d'États visant à faciliter la restructuration des industries de défense européennes, mais surtout le Code de conduite en matière d'exportation d'armement. Le Code de conduite devient alors le nouveau canevas de l'UE en ce qui concerne la définition des normes et principes de fonctionnement de la coopération en matière de production et d'acquisition d'armement. Ainsi, deux nouveaux Codes feront leur apparition lors du lancement du Marché le 1^{er} juillet 2006, soit celui de en matière d'acquisition et celui concernant les fournisseurs.

Le Code de conduite concernant l'acquisition d'équipements de défense constitue un régime intergouvernemental, légalement non-contraignant, visant à encourager la compétition dans ce secteur de la défense¹⁸⁵. Il s'agit d'un instrument définissant les droits et devoirs des États signataires les uns envers les autres, dans le processus de soumission des contrats. Le code fonctionne sur le principe selon lequel les membres souscripteurs vont accorder une chance égale à tous les fournisseurs possédant une base industrielle et technologique sur le territoire d'autres membres signataires de soumissionner sur les contrats d'une valeur supérieure à 1 million €¹⁸⁶. Ce régime est géré par l'AED via un bulletin électronique, lequel offre une garantie de transparence dans l'octroi des contrats. De plus, tout litige peut être entendu au sein de l'AED par l'entremise du Comité directeur¹⁸⁷. Le bon fonctionnement du Marché sur les principes du Code dépend d'une confiance mutuelle¹⁸⁸. Ainsi, l'EDEM tente, de façon intergouvernementale, de rejoindre les principes de droit communautaire des marchés publics, soit la « publication intercommunautaire d'appel d'offres, l'abrogation de spécifications techniques susceptibles d'établir une discrimination à l'encontre des participants étrangers et l'application de critères objectifs dans les appels d'offre et les attributions de marché »¹⁸⁹.

Le second Code, se référant à la chaîne de fournisseurs (*Code of Best Practice in the Supply Chain - CoBPSC*) est un complément du Code de conduite en matière d'acquisition. Ce Code établit un lien entre les États et les industries dans le processus d'acquisition. Il définit les devoirs des États envers les industries dans le processus de

¹⁸⁵ European Defence Agency, 2005a, *The Code of Conduct on Defence Procurement of the EU Member States Participating in the European Defence Agency*, En ligne, <http://www.eda.europa.eu/reference/eda/EDA%20-%20Code%20of%20Conduct%20-%20European%20Defence%20Equipment%20Market.htm> (page consultée le 21 juillet 2006).

¹⁸⁶ Certaines restrictions s'appliquent, *Idem*.

¹⁸⁷ *Idem*.

¹⁸⁸ *Idem*.

¹⁸⁹ Burkard Schmitt, 2003a, *Op. Cit.*, p. 60.

soumission. Il se distingue du Code en matière d'acquisition qui ne concerne que la méthode de soumission. Le CoBPSC vise à stimuler la compétition et accroître les opportunités pour tous les fournisseurs, y compris les PME¹⁹⁰. Bref, le CoBPSC tout comme le code d'acquisition visent à libéraliser le secteur de l'industrie de défense européenne dans le cadre de la PESD et sous l'égide de son institution principale, l'AED.

Loyauté, honnêteté, ouverture, transparence, intégrité, sont les qualificatifs utilisés pour décrire les comportements souhaités des États signataires de ces Codes. L'UE compte donc sur un cadre normatif, plutôt que légal, pour stimuler l'industrie européenne de défense afin d'étayer les capacités européennes. Reprenant les habitudes forgées au fil du temps, les États signataires du Code ne se sont pas appuyés sur des mécanismes juridiquement contraignants pour encadrer cette coopération. Le paradoxe coopération/compétition qu'entraîne la création de l'EDEM sera donc mettre à l'épreuve tant la volonté des États de faire fonctionner ce nouveau marché commun, que ses principes normatifs.

La genèse et l'évolution de la culture de coopération européenne en matière d'armement ont permis à l'UE d'investir ce domaine de la défense, délaissé quelques années auparavant. En ce qui concerne la genèse, le développement de mécanismes institutionnels, par rapport à la production et à la gestion des capacités, s'est effectué hors UE. Parallèlement, des principes de non-coopération ont été institutionnalisés au

¹⁹⁰ European Defence Agency, 2005b, *The Code of Best Practice in the Supply Chain of the EU Member States Participating in the European Defence Agency*, En Ligne, <http://www.eda.europa.eu/reference/eda/eda%20-%20code%20of%20best%20practice%20in%20the%20supply%20chain%20-%20european%20defence%20equipment%20market.htm> (page consultée le 21 juillet 2006).

sein de l'UE pour le volet marché. L'évolution des mécanismes et des pratiques de coopération en matière d'armement a entraîné un transfert des habitudes instituées au sein des institutions spécialisées dans la sécurité européenne vers la structure communautaire. Cette évolution est marquée par la création de l'AED et par le transfert des activités de l'UEO au sein de l'UE. L'intégration au sein de la structure communautaire de la culture développée hors UE et le développement institutionnel qui en découle, provoquent une rupture dans les habitudes et les pratiques historiquement forgées en matière de marché des équipements. Ce faisant, l'UE, guidée par une politique commune et soutenue par une Agence unique, transforme ses pratiques commerciales en matière d'équipements de défense, de concert avec l'industrie.

Chapitre 3 – Analyse

Au cours du premier chapitre nous avons exposé les fondements théoriques de notre argumentation sur la coopération européenne. La coopération est analysée sous l'angle de la culture ce qui permet de comprendre et d'expliquer la transformation et la transmission des pratiques coopératives au sein de l'UE. Nous avons par la suite identifié les institutions porteuses de la culture de coopération tout en exposant comment celles-ci contribuaient à alimenter et/ou transformer la coopération du domaine de l'armement. Puis, au cours du troisième chapitre, nous avons identifié les processus d'intégration de la culture de coopération dans les politiques de l'UE.

Ainsi, l'UE a, de façon générale par l'entremise du couple PESC-PESD, et particulière au moyen de le réseau Objectif global-PAEC-AED-EDEM, internalisé un demi-siècle de pratiques, habitudes et méthodes de coopération. Ceci a eu pour effet de modifier le secteur de l'armement européen – l'environnement de coopération – tant dans ses dimensions politiques qu'industrielles. Ce sont ces transformations que nous nous proposons maintenant d'observer.

Au cours de ce chapitre, nous effectuons d'abord un bref retour sur les principales explications concernant l'intégration européenne et l'armement. Puis, nous poursuivons la démonstration par la présentation des résultats de l'évolution de la culture de coopération sur le secteur de l'armement de l'UE.

3.1 Discussion théorique

L'intégration européenne et la coopération qui y est associée peuvent être expliquées de plusieurs façons. En fonction de l'objet et de la démarche, il est possible de recourir à une variété d'explications. Le développement de l'UE répond à de multiples logiques qui ne sont pas mutuellement exclusives. La restructuration des

industries européennes répond effectivement à des impératifs économiques de productivité et de concurrence. Toutefois, on ne saurait perdre de vue que cette restructuration a été rendue possible par les acteurs politiques ainsi que par l'ouverture du cadre politique aux questions de sécurité et défense. De plus, la démarche de restructuration s'effectue dans un environnement institutionnel influencé par les pratiques de coopération construites et répétées, notamment en ce qui concerne la R&D. En effet, la restructuration des industries de défense, dans le cadre de la PESD, est alimentée par les pratiques et les mécanismes institutionnels développés à l'extérieur de l'UE. Au fur et à mesure que l'intégration politique de l'UE progresse, les questions de sécurité et défense et donc celles concernant l'armement sont progressivement amalgamées à l'ensemble communautaire.

L'ouverture de l'UE aux questions de politique étrangère a nécessité la création de mécanismes pour encadrer les pratiques ce qui a contribué à modifier les institutions. L'acquisition des habitudes de coopération a pour effet de modifier les normes de l'environnement institutionnel. Ce faisant les pratiques des acteurs s'en sont trouvées modifiées comme on le constate avec l'implantation du cadre normatif concernant l'importation et l'exportation dans la PESD. Ainsi, les nouvelles pratiques coopératives ont eu pour effet d'ouvrir la voie à la restructuration des industries nationales de défense. Ceci révèle un important changement normatif par rapport aux limites contenues dans le traité de Rome puis institutionnalisées par les pratiques et habitudes de coopération des acteurs, mais s'inscrit dans la même logique que ce qui fut bâti à l'OTAN et à l'UEO. Nous proposons donc une explication qui nous permettra de comprendre comment la culture de coopération influence l'évolution institutionnelle en matière d'armement.

3.1.1 Intégration européenne : les explications

Tel que nous l'avons présenté au premier chapitre, il existe de nombreuses explications quant au processus d'intégration européenne et de coopération. L'objectif actuel consiste à évaluer ces modèles à l'aide des informations contenues dans les 2^e et 3^e chapitres. Nous portons notre attention sur les explications de nature politique, économique et culturelle.

3.1.1.1 L'approche politique de l'intergouvernementalisme

L'approche politique de l'intergouvernementalisme propose d'étudier l'UE en fonction des logiques internes des États. Tenant de cette approche, Andrew Moravcsik précise que l'UE : « can best be explained as a series of rational choices made by national leaders¹⁹¹ ». Il nuance son argumentation par l'affirmation suivante : « These choices responded to constraints and opportunities stemming from the economic interests of powerful domestic constituents, relative power of each state in the international system, and the role of international institutions in bolstering the credibility of interstate commitments¹⁹² ». Ainsi, l'auteur présente une conception limitée de la rationalité, en affirmant que les choix des leaders sont effectués dans le cadre *d'opportunités* et de *contraintes*.

L'Europe peut-elle vraiment être mieux expliquée en termes de choix des leaders nationaux, sans porter une attention particulière aux processus de construction des opportunités et des contraintes, au niveau européen ? Nous l'avons précisé au premier chapitre, la construction européenne répond à de multiples logiques. Les processus de construction des choix et des contraintes, bref l'environnement social, au

¹⁹¹ Andrew Moravcsik, 1998, *The Choice for Europe. Social Purpose & State Power from Messina to Maastricht*, Ithaca: Cornell University Press, p. 18.

¹⁹² *Ibid*, p. 18.

sein duquel les leaders effectuent leurs choix est complémentaire de l'environnement national et ne saurait être exclu de l'analyse de l'intégration européenne.

Le fait de consentir à une norme ou d'en dévier ainsi que de concevoir des pratiques et de développer des habitudes, ne peut être limité aux choix rationnels découlant du contexte national. Par exemple, à l'OTAN de 1952 à 1966 on constate un intérêt marqué pour le renforcement de la coopération dans le passage de rencontres *ad hoc* vers des rencontres systématiques. Le cadre institutionnel approfondi que représente en 1966 le CDNA, notamment par rapport à son ancêtre de 1952 qu'est le BPD, s'oppose à l'autre cadre institutionnel qu'est l'article 296 du TCE. Ainsi, le postulat de rationalité des acteurs est mis à mal par cette contradiction. En effet, si les intérêts nationaux sont en faveur d'un approfondissement de la coopération, alors cette logique ne permet pas d'expliquer le pourquoi du double standard.

L'intérêt de l'approche de Moravcsik est d'initier une réflexion sur le succès et l'échec de la collaboration en matière d'armement en fonction des interactions entre ces acteurs. Ainsi, selon l'auteur, le succès ou l'échec s'explique par le fait que :

[...] in international negotiations over the allotment of industrial tasks in collaborative project, the economic interest of arm-producing firms are decisive: when domestic arms producers oppose collaboration, they are almost always successful. [...] When firms favour a collaborative project, they are equally successful¹⁹³.

Le succès ou de l'échec de la coopération dépendrait donc, selon Moravcsik, de l'ultime volonté des firmes. À cet argument nous opposons la réflexion selon laquelle les industriels ne construisent pas les institutions et donc s'ils orientent la coopération en déterminant le succès ou l'échec des initiatives, ils ne l'initient cependant pas. Nous

¹⁹³ Andrew Moravcsik, 1993, *Op Cit.*, p. 130.

sommes donc fortement opposé à la logique intergouvernementale car, comme nous l'avons précisé ultérieurement les États ne coopèrent pas parce qu'ils le veulent mais parce qu'ils en ont les moyens. À ce propos, la logique néofonctionnaliste suggère que : « certaines conditions doivent prévaloir avant que le processus d'intégration puisse se produire »¹⁹⁴. Nous percevons une certaine affinité avec les fonctionnalistes sur ce point car nous considérons que les États doivent acquérir les habitudes de coopération en forgeant des pratiques basées sur des mécanismes avant de pouvoir coopérer. On peut donc affirmer que les intérêts nationaux s'europanisent dès lors que les institutions sont créées pour permettre leur expression, et que ces institutions découlent de l'émergence et de l'évolution de la culture de coopération. L'argumentation de Moravcsik, bien que réductionniste, est intéressante. En effet, la restructuration des industries proposée dans la LdI étant soutenue par les industriels, on constate l'accélération du processus de coopération en matière d'armement. Celui-ci s'illustre notamment par la réalisation de l'AED. À l'opposé, quelques-uns des précédents efforts de coopération n'ayant pas été soutenus par les industriels, ils n'ont tout simplement pas fonctionné (ACA, CED). Ainsi, les termes de la LdI constituent vraisemblablement des arrangements satisfaisants pour les intérêts économiques nationaux, fruit de l'évolution de la culture de coopération.

Nous pouvons donc expliquer en partie le succès de la coopération – telle que véhiculée par l'UEO et l'OTAN et qui favorise le secteur de la production – à l'aide de l'argumentation de Moravcsik. Du CPA à l'OAEO en passant par le CDNA, le Defence Research Group, l'EUCLID et le GEIP, la valorisation de la BITDE supporte l'argument de Moravcsik qui donne aux industriels le pouvoir de vie ou de mort sur la

¹⁹⁴ René Schwok, 2005, *Théories de l'intégration européenne*, Paris : Montchrestien, Coll. Clef Politique, p. 61.

coopération. On remarque toutefois – tel que démontré au premier chapitre dans la section sur le GAEO/OAEO – que c’est d’abord l’évolution des pratiques institutionnelles de coopération qui provoque un déplacement des enjeux entourant l’armement de la gestion des capacités vers le développement industriel et la production. On constate ainsi que les industriels dépendent des institutions de coopération mais qu’ils contribuent aussi à leur évolution par le soutien qu’ils accordent à certaines initiatives.

3.1.1.2 Les variantes de l’approche économique

L’analyse proposée par les variantes de l’approche économique débute au moment où les structures institutionnelles s’ouvrent à la régulation du marché de l’armement et à la production commune. Ainsi, elle ne permet pas d’expliquer comment l’UE en arrive à cette ouverture. Selon l’approche de l’économie industrielle la restructuration des industries européennes de défense représente le moteur de l’intégration des questions d’armement au sein de l’UE. Or, comme nous l’avons démontré au second chapitre, l’intégration des questions d’armement est initialement liée aux opérations, ce qui n’est pas du ressort des industriels. Que l’aspect industriel soit aujourd’hui une des composantes principales s’explique par l’entremise de trois processus – isomorphisme, transformations incrémentales et européanisation – sur lesquels nous reviendrons. Par ailleurs, en cherchant à comprendre comment les institutions façonnent la production de défense, l’approche de l’économie institutionnelle néglige l’impact des autres institutions. En effet, l’enchevêtrement et la multiplication des institutions sont des éléments essentiels à la compréhension du transfert des compétences en matière d’armement de l’extérieur vers l’UE. C’est dans

cette mesure que se sont développées les institutions en matière de production d'armement.

Finalement, l'approche économique dans son ensemble ne prend en considération que la dimension marché des équipements de défense. Cependant, comme nous l'avons déterminé au cours des deux précédents chapitres, le développement des mécanismes en support aux pratiques de coopération permet de créer des habitudes qui s'illustrent par une accumulation d'institutions. La culture de coopération influence donc les normes de l'environnement social dans lequel les acteurs évoluent, ce qui s'illustre notamment par la création des codes de conduite destinés au commerce d'armement. Les institutions doivent donc être considérés comme des agents de socialisation qui modifient les intérêts des États. Ainsi, pour comprendre l'évolution et la forme actuelle de la coopération en matière d'armement nous devons donc approcher l'objet d'étude de façon plus globale. En effet, les questions d'armement au sein de l'UE prennent en grande partie forme dans la perspective des opérations militaires. C'est d'abord dans une logique de soutien aux opérations que la question de l'armement fait sa niche dans le cadre de la PESD. En faisant abstraction de cette dimension, l'approche économique ne peut expliquer comment l'armement s'intègre dans la PESD.

3.1.1.3 L'explication culturelle du constructivisme

Les processus de construction des mécanismes et le développement des pratiques de coopération peuvent être expliqués par le constructivisme. En effet, l'évolution des pratiques de coopération reproduit le cadre institutionnel qui forme l'environnement de sécurité européen représenté par l'UE, de l'UEO ainsi qu'à

l'OTAN. Les habitudes de coopération militaire et industrielle se forment donc à l'OTAN et à l'UEO. C'est dans ces organisations que se sont développés les concepts d'agence de l'armement et que la coopération technique et scientifique en matière de R&D qui sont reproduits dans l'AED. La coopération politique, elle, s'est développée dans le cadre de l'UE et les mécanismes qui l'ont soutenu ont permis de forger des pratiques de coopération militaire. C'est ce que nous avons constaté au dernier chapitre avec le développement de la PESC et de la PESD. L'approche constructiviste et la culture de coopération visent donc à expliquer comment s'effectue l'enchevêtrement entre les institutions à caractère politique, militaire et industriel. La culture de coopération explique comment l'UE peut contourner les deux principaux obstacles à la coopération en matière d'armement représenté par l'article 296 du TCE et la CED. L'élaboration des mécanismes et la répétition des pratiques de coopération contribuent à renforcer mais aussi à modifier l'environnement de coopération.

En identifiant comment sont forgées les habitudes de coopération dans les structures institutionnelles, on possède ainsi toutes les informations nécessaires afin d'expliquer l'orientation de l'évolution de la coopération. Ni l'approche économique, ni l'approche intergouvernementale ne se penchent sur l'évolution de l'ensemble des pratiques de coopération qui rendent possible le transfert et l'intégration des questions d'armement au sein de l'UE. L'explication culturelle permet d'expliquer comment se construisent et évoluent les conceptions communes de la coopération au sein de l'UE. C'est dans cette mesure que nous avons insisté sur la dimension politique de la coopération au second et troisième chapitre.

En forgeant des représentations communes du rôle de l'UE sur la scène internationale par le biais de la CPE/PESC, puis de la PESD, on arrive à expliquer comment les questions de sécurité et défense en général et d'armement en particulier,

s'arriment à la construction communautaire. Les processus, tels que l'eupéanisation, les transformations incrémentales et l'isomorphisme permettent de comprendre comment les pratiques de coopération en matière d'armement évoluent et s'amalgament aux questions de sécurité et défense. Donc comment ce secteur aux frontières de la politique, de l'économie et du militaire est intégré au sein de l'Union. Bref, nous constatons que la coopération en matière d'armement n'évolue pas en vase clos. Finalement, ce domaine de l'intégration européenne n'emprunte pas le même chemin que d'autres domaines, tels l'agriculture et la monnaie commune. En effet, la coopération qui mène aux politiques européennes de l'agriculture et de la monnaie commune prennent forme dans l'enceinte communautaire et sont donc un produit de celle-ci. À l'opposé, la coopération en matière d'armement naît à l'extérieur de l'enceinte communautaire mais y est progressivement amalgamée. Il n'y a d'ailleurs pas de politique d'armement en soi, mais plutôt une coopération en matière d'armement au sein de la PESD. En somme, il nous faut raffiner nos outils d'analyse pour étudier ce phénomène, de là l'intérêt pour l'explication culturelle.

3.2 Genèse, évolution et transmission de la culture de coopération : les résultats

En choisissant l'approche constructiviste et la variable culturelle pour expliquer le développement et l'évolution de la coopération en matière d'armement notre attention a été orientée vers la construction des pratiques, habitudes et méthodes. Cet ensemble de mécanismes qui a contribué à bâtir les institutions de coopération en matière d'armement a eu pour effet de transformer les normes européennes en la matière. Au cours de cette section nous revenons sur les processus qui sous-tendent l'évolution et la transmission des mécanismes et pratiques de coopération au sein de

l'UE, soit : 1) l'isomorphisme, 2) les transformations incrémentales et 3) l'eupéanisation. Nous analysons les conséquences de ces transformations sur l'évolution des normes du secteur de l'armement européen concernant : a) l'échange d'information et la commercialisation (Art.296/AED/EDEM) et b) la production (juste retour/équilibre global). L'objectif poursuivi consiste à évaluer les conséquences de l'évolution de la culture de coopération sur le cadre d'action européen en matière d'armement.

3.2.1 Les processus

Nous dégageons trois processus principaux de notre étude, qui ont conduit à la forme actuelle de la coopération en matière d'armement au sein de l'UE. Ces processus ont encadré les décisions des acteurs et leur présentation a pour but de synthétiser l'évolution des pratiques de coopération. Nous verrons donc comment évolue l'environnement de coopération en matière d'armement sous le poids de l'isomorphisme institutionnel, les transformations incrémentales et l'eupéanisation.

3.2.1.1 L'isomorphisme

L'isomorphisme institutionnel sera abordé en deux temps. D'abord pour comprendre la formation de la structure politico-militaire, ensuite pour expliquer la création de l'AED. Étant donné que l'organisation politico-militaire de l'UE reflète l'environnement institutionnel dans lequel elle émerge, on peut considérer que les bases qui sous-tendent sa création découlent d'un processus d'isomorphisme institutionnel. Ce processus, tel que présenté au second chapitre, explique comment les structures organisationnelles reflètent les principes de l'environnement institutionnel.

Ceci s'oppose une fois de plus à l'intergouvernementalisme puisque dans cette logique les structures organisationnelles ne répondent pas à une demande mais plutôt à un environnement socialement et historiquement construit.

Tel que démontré au second chapitre, la définition des structures politico-militaires européennes est inspirée de celles de l'OTAN. Ceci permet d'accroître la coopération du secteur de l'armement au sein de l'UE. En effet, toujours au troisième chapitre, nous avons démontré que la définition du type de mission et de l'organisation du commandement fut un préalable indispensable à la définition des capacités nécessaires afin de supporter les opérations. Ainsi, l'isomorphisme des structures politico-militaires favorise indirectement la coopération du domaine de l'armement, puisqu'il en découle une précision des besoins capacitaires.

L'isomorphisme explique aussi directement la coopération du domaine de l'armement comme le démontre les fonctions exercées par l'Agence européenne de la défense. En effet, les compétences de l'AED, énoncées au second chapitre, font la synthèse des attributs des institutions présentées au premier chapitre. Deux des organes subsidiaires de l'UEO font directement référence à l'armement, dont une agence : l'Agence pour le contrôle des armements (ACA). Les tâches définies dans le mandat de cette dernière correspondent points pour points aux tâches de l'AED, à l'exception de ce qui concerne la R&D. Ainsi, le mandat de l'ACA consiste à agir sur a) le marché, b) les stocks et c) la production et les importations. Ceci équivaut respectivement aux tâches de l'AED concernant : a) l'EDEM, b) le support aux opérations et c) la collaboration en matière d'équipements. Bien que la dimension R&D ne soit pas présente au sein de l'UEO via l'ACA, elle se retrouve tout de même à l'OTAN. En effet, par l'entremise du Comité production armement, trois des quatre tâches actuelles de l'AED étaient incluses dans le mandat du CPA. Seule la tâche de support aux

opérations ne fait pas partie du mandat de celui-ci. On constate donc que le champ de compétences de l'AED est historiquement enraciné dans l'environnement de sécurité européen que ce soit à l'OTAN ou à l'UEO. Ainsi, le développement de l'AED peut être défini à l'aide du processus d'isomorphisme institutionnel puisque ses compétences reflètent les mécanismes et pratiques de l'environnement institutionnel qui précède sa formation.

Les mécanismes et pratiques de coopération ont pris forme et ont été orientées par les structures institutionnelles que sont l'UEO, l'OTAN et l'UE. Les deux principales contraintes relatives au secteur de l'armement résident dans le rejet d'armée européenne et dans la possibilité, inscrite au TCE, d'exclure de la coopération armement. À l'opposé, les initiatives de coopération foisonnent dans le cadre OTAN-UEO. Les fonctions et le modèle d'Agence de l'armement sont donc des éléments récurrents dans l'évolution de l'environnement de sécurité européen. Les bases de fonctionnement de la coopération armement dans l'UE reflètent celles de l'environnement hors de l'UE. Si nous avons identifié la logique qui sous-tend les bases de fonctionnement de la coopération armement au sein de l'UE, il reste à comprendre comme s'opérationnalise le transfert des structures. C'est à cette opération que nous nous attaquons dans la section qui suit.

3.2.1.2 Les transformations incrémentales

L'analyse des transformations incrémentales et identitaires nous permet désormais de comprendre comment s'effectue le transfert des habitudes forgées en dehors de l'UE vers l'AED. Nous constatons que la culture de coopération est véhiculée dans l'espace et le temps par les institutions et que, par le biais des

transformations incrémentales, elle modifie les pratiques de coopération européennes en matière d'armement. Notre démarche consiste à présenter tour à tour ces transformations et leur impact sur l'évolution des conceptions européennes de sécurité et défense, plus particulièrement au niveau de l'armement.

La première transformation incrémentale s'opère au niveau politique et s'exprime dans la chaîne CPE/PESC/PESD. L'introduction des questions de politique étrangère s'est effectuée de façon progressive et sans rompre drastiquement avec le cadre d'action précédent. En effet, l'introduction de la CPE permet d'abord de réfléchir sur l'environnement élaboré au sortir de la Seconde Guerre mondiale, sans en redéfinir immédiatement les bases. Ensuite, la CPE favorise le développement d'une politique étrangère commune. Il s'agit avant tout d'un mécanisme de renforcement du projet politique de l'UE, dont l'objectif consiste à accroître l'échange d'information et les contacts diplomatiques entre les membres. Ainsi, les membres de l'UE posent tout de même la question de l'identité politique européenne, soit la création des représentations collectives, ainsi que l'expression de celles-ci. L'institutionnalisation de la CPE, dans l'Acte unique européen, annonce la formation et l'expression d'une politique étrangère formelle par le biais de la PESC. Cette formalisation politique du mécanisme de coopération ouvre à son tour la voie aux questions de sécurité et défense, en incluant une référence explicite dans le traité de Maastricht à une éventuelle politique de défense, ainsi qu'à l'armement.

Par ailleurs, au cours de la démarche de création du marché européen des équipements de défense il devient nécessaire de développer des règles européennes qui vont s'appliquer à tous les membres participants mais qui soient aussi compatibles

avec les différents cadres nationaux¹⁹⁵. Puisque l'EDEM est une réalité effective, on peut affirmer que le processus d'ajustement des politiques nationales et le développement de la réglementation européenne illustre l'émergence d'intérêts proprement européens. Ceci s'insère donc dans l'argument de Malena Britz selon lequel les changements de relations entre acteurs, dans l'environnement organisationnel, et dans les identités sont des processus interconnectés¹⁹⁶. La formation d'intérêts partagés en politique étrangère mène à la formation d'intérêts partagés en matière de sécurité et défense et révèle une des évolutions les plus importantes de la culture de coopération. En somme, le déblocage politico-militaire de l'UE permet d'introduire les habitudes de coopération en matière d'armement dans les structures de l'Union.

La seconde transformation incrémentale complète la précédente puisqu'elle réside dans le transfert institutionnel des compétences dévolues à l'UEO vers l'UE. Elle tend donc à appuyer l'explication concernant le passage de la PESC à la PESD. Dans un premier temps, l'Union de l'Europe occidentale, contribue à actualiser le cadre de coopération européen en véhiculant les principes de l'IESD. L'actualisation de l'environnement de sécurité européen post-Guerre froide par l'entremise de l'IESD, vise principalement à redéfinir l'organisation militaire en Europe, et par ricochet les besoins capacitaires. La transformation incrémentale réside donc dans le processus d'autonomisation opérationnelle, organisationnelle et capacitaire de l'UE. La redéfinition des compétences de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la défense provoque une transformation des rapports qu'elle entretient avec l'OTAN et qui

¹⁹⁵ Ulrika Mörtz and Malena Britz, 2004, *Op. Cit.*, p. 965.

¹⁹⁶ Malena Britz, 2003, *Op. Cit.*, p. 36.

s'illustre par les accords de Berlin plus sur la coordination des missions. Le déblocage des structures politico-militaires est donc le résultat du développement de l'identité européenne de sécurité et défense qui se traduit par l'autonomisation de l'UE en la matière, ce qui va de pair avec le transfert des activités de l'UEO au sein de l'UE. Toutefois, puisqu'il n'est pas question de parler d'armée européenne on ne perçoit pas d'évolution dans le processus d'acquisition des équipements de défense. Ceci oriente donc les intérêts de coopération vers la dimension économique de l'armement.

La troisième et dernière transformation se situe au niveau du développement d'un cadre normatif de fonctionnement pour la coopération en matière d'armement. L'idée derrière l'encadrement de la production et du commerce d'armement n'est pas nouvelle. Nous avons vu au second chapitre que l'Agence pour le contrôle des armements, organe subsidiaire de l'UEO, avait pour tâche le contrôle des stocks d'armement des États membres. Cette forme de coopération sous le vocable de « contrôle » est représentative de l'époque de la Guerre froide et du débat sur la prolifération. L'encadrement de la production et du commerce s'effectue donc dans une toute nouvelle perspective une fois la Guerre froide terminée. Ainsi, le mécanisme de gestion de l'armement en amont de l'ouverture du cadre politico-militaire de l'UE. Toutefois, son implantation contribue à modifier les normes encadrant les pratiques des acteurs, ce qui permet de développer de nouvelles habitudes, notamment en matière de commerce.

Dans un premier temps, le discours concernant le commerce et la production s'articule autour du besoin de consolider les capacités européennes dans une logique opérationnelle, dans le cadre de la PESD. Dans un second temps, on passe à un objectif de rationalisation et de restructuration industrielle aux visées proprement économiques

et non plus sécuritaires, dans le cadre de l'AED. Bref, une fois les besoins capacitaires définis et les objectifs énoncés, c'est à la réalisation de ces besoins et objectifs qu'il faut s'attaquer. Ceci illustre, d'une part, une redéfinition des rapports interétatiques au sein de l'UE par rapport au secteur de l'armement, qui reflète le rejet de la norme associée à l'article 296. Les transformations incrémentales sont donc liées entre elles. La transformation incrémentale principale réside dans l'ouverture politique de l'UE aux questions politico-militaires. Les deux autres transformations, soit le transfert et le développement du cadre normatif, sont subordonnées à la principale.

3.2.1.3 L'eupéanisation

Troisième et dernier processus, symbole de l'évolution culturelle de la coopération militaire, l'eupéanisation, telle qu'expliquée par Malena Britz, implique un changement dans les politiques nationales comme résultat ou pour faciliter l'intégration européenne. En d'autres termes, l'eupéanisation s'effectue soit dans une logique « *top-down* », soit « *bottom-up* ». En ce qui a trait au secteur de l'armement, le processus d'eupéanisation prend forme au sein du GAEO et est ensuite transporté par les initiatives de la LdI et du Code de conduite.

Le GAEO, partie intégrante de l'UEO mais parallèlement prolongement du GEIP, véhicule, par l'entremise de sa cellule recherche – elle-même prolongement de l'EUCLID – et de l'OAEO, la culture de coopération en favorisant le processus d'eupéanisation. Le GAEO initie le processus d'eupéanisation en plaçant les dimensions R&D, BITDE et développement du marché, à l'avant scène de la coopération en matière d'armement. Le fait que le GAEO soit un prolongement du GEIP, que sa cellule recherche relève l'EUCLID et que l'institution favorise le

développement de la R&D et de la BITDE démontre un profond enracinement dans l'environnement de sécurité européen. Que ce soit à l'OTAN, à l'UEO, ou dans le cadre d'ententes bi/multi nationales (GEIP/EUCLID), les dimensions recherche et technologie sont omniprésentes dans le cadre de la coopération militaire européenne. Par le biais de l'isomorphisme et des transformations incrémentales l'UE hérite des compétences dans ces dimensions de l'armement. Elle en fait ensuite la promotion, par l'entremise de l'AED, reflétant ainsi une dynamique d'eupéanisation de l'UE vers les États.

Par ailleurs, tel que nous l'avons vu au premier chapitre, les programmes de coopération en matière de R&D n'ont pas été encadrés politiquement. En raison de l'absence de coopération en matière de sécurité et défense au sein de l'UE au cours de la période des Trente glorieuses, les programmes de coopération axés sur la dimension R&D ne rapportent que peu de fruits et restent souvent lettre morte. Toutefois, l'ouverture politique de l'UE en matière de politique étrangère puis de sécurité et défense, à laquelle nous avons fait référence précédemment, favorise le processus d'eupéanisation dans le domaine de la défense. On constate d'abord que l'eupéanisation, dans le sens de l'adaptation des politiques nationales comme résultat du processus d'intégration européenne prend forme au sein du programme EUCLID. C'est en 1989, soit après l'institutionnalisation de la CPE au sein de l'Acte unique européen annonçant l'élaboration de la PESD, que se développe un nouveau modèle de financement conjoint entre les États membres du GEIP et l'industrie. On constate ensuite un renversement du processus d'eupéanisation – cette fois initié par les États et qui favorise l'intégration européenne – qui prend forme par la LdI qui mène ensuite à l'élaboration du Code de conduite européen en matière d'exportation d'armement.

Le renversement du processus d'eupéanisation s'explique par le fait que le processus d'intégration initié par l'Union a atteint ses limites après l'établissement du cadre de fonctionnement pour le marché. Nous constatons une fois de plus la contingence qu'impose l'absence d'armée européenne. N'étant pas acquiescent d'équipements de défense, l'UE ne peut poursuivre l'intégration du secteur de l'armement dans ses politiques une fois les règles de marché, et de production mises en place. Il revient aux États d'acheter européen et d'équiper l'UE, ce qui explique le renversement. Sur la scène nationale, les contacts entre les États et l'industrie vont s'accroître comme le démontre la LdI et l'accord cadre qui en découle. Ceci représente la dynamique d'eupéanisation initiée par les États et qui facilite l'intégration. L'intérêt porté par l'UE, dans un premier temps, aux questions de politique étrangère avec la CPE, puis dans un second temps sur la sécurité et éventuellement la défense avec la PESC, ouvre finalement la porte au processus d'eupéanisation en matière de R&D.

3.2.2 Les normes

L'évolution de la culture de coopération en matière d'armement en Europe implique un effet de transformation des normes, sous l'effet des processus. Les normes, comme le mentionne Katzenstein, conditionnent les intérêts et les politiques. Ainsi, nous verrons donc comment l'évolution des normes modifie les intérêts de coopération. Les normes présentées ci-contre concernent l'échange d'information, la commercialisation et la production. Nous constatons donc *a priori* que les intérêts sont principalement économiques car les processus n'ont pas transformé la conception des forces armées en Europe qui, malgré la PESD, demeurent nationales.

3.2.2.1 Production et commerce

D'abord, la justification du retrait du commerce et de la production d'armement au sein de l'Union européenne s'explique par le fait que les États estiment que la divulgation de renseignements sur l'armement est contraire aux intérêts essentiels de leur sécurité. À l'opposé, l'AED a pour mission d'accroître la collaboration entre les acteurs de l'armement européen et notamment l'échange d'information concernant la R&D. L'écart entre la norme qui découle de l'article 296 et celle mise de l'avant par l'AED est donc immense. Ainsi, la transformation s'opère principalement dans le rapport entretenu entre l'armement et l'espace national. Comme l'explique Malena Britz : « both the norm that the defence industry is not only a national concern but also a European concern and the norm that the defence industry is private industry rather than state-owned became more institutionalised »¹⁹⁷.

Délaissant le rapport au national, qui a guidé le développement de la coopération depuis 1945 au sein de l'UE, le secteur de l'armement transcende maintenant les frontières nationales pour s'inclure dans une véritable perspective européenne. En ouvrant cette porte, le secteur de l'armement délaisse cependant progressivement le rapport aux opérations militaires, pour s'inclure davantage dans une perspective économique. Puisque nous ne constatons aucune évolution des normes concernant les forces armées européennes, l'orientation de la coopération en matière d'armement est forcément de nature économique.

¹⁹⁷ *Ibid.*, pp. 97-98.

En ce qui concerne la production, nous avons présenté, au second chapitre, le changement dans la règle du calcul analytique de juste retour vers celle d'équilibre global pluriannuelle et multiprogramme. La règle de l'équilibre global, véhiculée par l'OCCAR, s'inscrit dans l'objectif de réduction de coûts et du renforcement de la compétitivité, tandis que celle du juste retour est considérée « comme un des principaux facteurs d'échec des coopérations militaires »¹⁹⁸. Ainsi, la nouvelle règle modifie le rapport temporel, ce qui a pour effet de modifier la rationalité sous-jacente. L'introduction des notions pluriannuelle et multiprogramme suggère un approfondissement de l'institutionnalisation, notamment en délaissant les accords *ad hoc*. En abandonnant un calcul annuel par programme, les membres de l'OCCAR évoquent une coopération qui s'inscrit dans la durée et qui ouvre la porte à de nouvelles initiatives. Cette règle laisse entrevoir un déplacement du développement des programmes d'armement de la scène nationale vers la scène européenne de façon à réaliser des économies d'échelle.

En transformant la dimension temporelle, le calcul rationnel s'en trouve lui aussi modifié, tout comme le rapport à l'espace national. L'accent mis sur la BITDE et la complémentarité industrielle et technologique illustre ce déplacement de la production vers la scène européenne. Le principe de rationalité limitée, imposé par l'équilibre global, modifie donc le rapport à l'espace national. Avec la règle de l'équilibre global on introduit un changement dans les pratiques, habitudes et méthodes de coopération des acteurs. Celui-ci entraîne une modification du rapport temporel, rationnel et spatial en matière de production d'armement.

¹⁹⁸ Jean Joana et Andy Smith, 2004, « Le cas de l'avion de transport européen Airbus A400M. Politique inédite ou édifiante ? », Dans William Genieys, dir., *Le choix des armes. Théories, acteurs et politiques*, p. 129.

En somme, la transformation des normes de commerce et de production a eu pour effet de normaliser le secteur de l'armement par rapport aux autres secteurs industriels et commerciaux européens. L'étiquette d'exception apposée sur l'armement est donc délaissée progressivement. La production d'armement n'est plus considérée comme un aspect essentiel à la sécurité nationale mais davantage comme un bien économique du marché européen.

L'objectif qui suit est d'analyser les conséquences des transformations et de l'évolution des normes, en termes de rupture et de continuité, sur le cadre d'action européen en matière de sécurité et défense et plus particulièrement en ce qui a trait à l'armement.

3.2.3 Continuité et rupture : quel nouveau cadre de coopération ?

L'évolution des normes et les processus de transformation des pratiques, méthodes et habitudes de coopération nous amène à évaluer l'impact de ces changements sur le cadre de coopération européen en matière d'armement. Nous relevons deux conséquences principales des changements évoqués précédemment : a) la continuité et b) la rupture. Les transformations incrémentales et l'isomorphisme ne mènent pas toutes à la continuité puisque certaines transformations représentent une rupture avec le système précédent.

D'une part, la continuité s'exprime par les liens interinstitutionnels, par l'enracinement historique des pratiques coopératives, – qui ont été soit répétées au fil du temps, soit réactualisées – ainsi que par le transfert des mécanismes. L'autonomisation capacitaire illustre ces transformations ; que ce soit par le biais de la chaîne CPE/PESC/PESD, par le transfert institutionnel des pratiques de l'UEO ou par le développement de l'AED.

D'autre part, la rupture s'exprime par la définition de nouvelles pratiques dans le cadre européen sans que celles-ci n'aient été transférées d'une institution à l'autre, ou qu'elles ne consistent en une récupération de pratiques anciennes. La rupture est initiée au sein du GAEO – tel que stipulé au premier chapitre – et s'institutionnalise par l'entremise de la LdI et du Code de conduite en matière d'exportation d'armement, par la suite étendu à la production. Par isomorphisme, deux codes concernant la production sont ensuite développées dans le cadre de la PESD, via l'AED. Somme toute, les questions politiques et militaires sont de l'ordre de la continuité, tandis que celles se rapportant au commerce s'inscrivent dans une perspective de rupture.

Ces changements nous laissent donc entrevoir « la naissance d'un nouveau paradigme de l'acquisition militaire composé autour d'accords plus contraignants entre les États, une nouvelle manière d'impliquer les industriels et un cadre cognitif, normatif et symbolique fondé sur une valorisation des critères commerciaux »¹⁹⁹. Le nouveau cadre de coopération pour l'armement élaboré après la PESD nous révèle un nouvelle dynamique de relations sociales où les intérêts économiques nationaux, donc ceux des industriels, prennent le dessus sur ceux des militaires. C'est que la constitution des programmes d'armement diffère beaucoup de l'élaboration des politiques relatives à l'armement. En effet, les politiques qui encadrent la coopération européenne en matière d'armement sont inévitablement élaborées dans l'enceinte de l'UE.

La mise en œuvre de la PESD a donc offert un cadre de fonctionnement à la coopération armement en définissant les besoins capacitaires en support aux opérations. En ce sens, la réalisation de l'Europe de l'armement est étroitement liée à

¹⁹⁹ *Ibid*, p. 144.

la réalisation de l'Europe de la défense. Toutefois, le développement des programmes d'armement s'effectue par l'entremise des industriels et des États, qui favorisent ainsi le processus d'intégration européenne. Le cadre de fonctionnement est déterminé selon une approche « *top-down* » tandis que l'orientation de l'Europe de l'armement est désormais régit par une logique « *bottom-up* ». Nous constatons donc que les intérêts des acteurs militaires, qui furent mis à profit pour construire l'Europe de la défense, sont progressivement relégués à l'arrière plan maintenant que l'armement occupe l'avant-scène de la PESD, faisant ainsi place aux intérêts des industriels. Ainsi, comme le remarque Jean Joana et Andy Smith : « les mêmes acteurs que jadis restent largement en place [alors que] leur pouvoir respectif semble subir une re-hiérarchisation »²⁰⁰.

Nous pouvons donc revenir à ce stade sur notre troisième hypothèse. Comme nous le précisons en introduction, la culture une fois intégrée au développement institutionnel influence le développement des politiques de l'UE et créer un nouveau cadre normatif. Dans notre cadre conceptuel nous avons identifié la culture comme l'ensemble des mécanismes, pratiques et habitudes de coopération qui se reflètent dans la multiplication et l'enchevêtrement institutionnel. L'étude de la PESD et de l'AED nous a permis de constater 1) le renversement du processus d'eupéanisation de « *top-down* » à « *bottom-up* » et 2) le transfert des mécanismes de coopération historiquement enracinés, encadrés par des codes de conduite. La coopération armement au sein de l'UE ne découle donc pas des intérêts économiques internes mais plutôt d'un processus d'eupéanisation, ce qui tend à confirmer notre hypothèse.

²⁰⁰ *Ibid*, p. 144.

Par ailleurs, nous constatons dans la direction actuelle de la PESD qu'un changement de discours s'est opéré ne référant plus à l'importance de développer les capacités européennes mais plutôt à l'importance de rationaliser les industries de défense à des fins économiques. La réorientation de la PESD s'explique par l'amalgame entre défense et armement au sein de la PESD. En effet, la coopération armement au sein de l'UE n'est pas encadrée par une Politique européenne de l'armement. En fait, la coopération en matière d'armement est plutôt « une composante intrinsèque de la politique de défense de l'UE »²⁰¹. Le changement d'orientation correspond donc à : « la volonté [des membres de l'UE] de renforcer la PESD en la dotant [...] d'un environnement favorable au développement des activités des groupes industriels de défense européens »²⁰². Malena Britz offre une explication du passage vers les intérêts économiques lorsqu'elle affirme que : « international co-operation (both political and in defence equipment production) has been easier when economic aspects have been considered than when more political-military aspects had priority »²⁰³. Finalement, signe de ce changement et de la pénétration des intérêts économiques de l'armement au sein de la sphère politique, les parlementaires européens faisaient récemment pression sur la Commission européenne pour favoriser l'ouverture du marché interne afin de sauver des millions d'euros perdus par la duplication et le protectionnisme²⁰⁴.

Nous sommes à présent en mesure de revenir sur notre seconde hypothèse qui stipule que les institutions, de par leur fonction de socialisation, transmettent et véhiculent la culture de coopération dans l'espace et le temps contribuant ainsi à

²⁰¹ Axelle Masson, 2004, *Op. Cit.*, p. 197.

²⁰² Edouard Pflimlin, 2006, « Vers l'autonomie des capacités militaires de l'Union européenne », *Notes de la Fondation Robert Schuman* 33, pp. 49-50.

²⁰³ Malena Britz, 2003, *Op. Cit.*, p. 209.

²⁰⁴ Honor Mahony, « MEPs urge commission to push ahead in opening up EU defence markets », *EU Observer*, En ligne, <http://euobserver.com/9/22408/?rk=1> (page consultée le 16 septembre 2006).

modifier les intérêts des États. Nos résultats font état de l'ouverture de l'UE aux questions politico-militaires et tendent donc à confirmer notre hypothèse. Nos résultats vont donc à l'encontre de l'intergouvernementalisme puisque ce n'est pas parce que les États souhaitent établir une coopération qu'ils y parviennent mais plutôt parce qu'ils possèdent les moyens de réaliser cette coopération qu'ils s'y attèlent. Nos résultats s'opposent aussi à la logique strictement économique car la coopération armement au sein de l'UE est d'abord établie sur les bases d'une coopération politico-militaire plutôt qu'en fonction des intérêts économiques nationaux.

Nous constatons donc que l'approche culturelle permet d'expliquer comment se forme le cadre de coopération en matière d'armement au sein de l'UE, explication que l'on ne retrouve pas dans les approches économiques et intergouvernementales. En effet, ces dernières font abstraction des procédés par lesquels l'UE contourne les obstacles qui découlent de la genèse du cadre institutionnel dans l'analyse de l'évolution de la coopération armement. Selon l'approche intergouvernementale la coopération découle principalement des intérêts économiques nationaux. Nous avons toutefois démontré que la mise sur pied des institutions européennes, dans une logique « *top-down* », fut un préalable nécessaire à l'expression de ces intérêts. En ce qui concerne l'approche économique, la question de l'armement européen s'insère davantage dans une logique de redéfinition du rôle de l'État que dans l'analyse de la coopération. En ce sens, selon cette approche la coopération n'est que le résultat d'un modèle de désengagement de l'État, correspondant la situation des années 80-90. Ainsi, l'approche économique permet de comprendre les relations entre les acteurs dans le cadre PESD mais ne permet pas de comprendre l'existence de ce cadre ni la façon dont les mécanismes et pratiques de coopération en matière d'armement y sont

arrimés. Donc, l'approche économique n'analyse pas les causes de la coopération en matière d'armement mais plutôt les conséquences du désengagement étatique de la sphère économique.

La constitution d'une culture de coopération européenne présuppose, comme l'entend Katzenstein, la définition d'un cadre normatif de fonctionnement, orientant les intérêts de coopération. Celui-ci évolue à travers la construction des mécanismes et des pratiques dans les structures institutionnelles de l'OTAN et de l'UEO en ce qui concerne la dimension technique et dans les structures de l'UE pour la dimension politique. L'explication culturelle permet donc de comprendre la réunion des habitudes de coopération issues des domaines techniques et politique de la coopération armement au sein de la PESD ce qui permet de matérialiser l'Europe de l'armement.

Conclusion

Sur l'Union européenne

Le système politique européen est unique. L'UE ne représente pas un cadre supranational, mais il dépasse aussi le simple intergouvernementalisme. Il ne cadre donc pas dans les modèles théoriques existants, du moins, pas entièrement. En fait, les modèles théoriques « traditionnels » peuvent expliquer certaines dimensions, certaines périodes. C'est ce que nous avons fait en cernant le secteur de l'armement, ses mécanismes de coopération et leurs représentation dans l'histoire de l'intégration européenne, de ses débuts à nos jours. Ces choix ont orienté une méthode, un angle d'analyse.

Le constructivisme constitue un bon outil dont dispose la science politique pour expliquer l'historique et l'évolution des dynamiques de coopération militaire à l'œuvre au sein de l'UE. Cette approche qui intègre notamment des concepts sociologiques offre à notre avis une explication plus complète – pour un objet tel que l'UE et pour un sujet tel que la coopération en matière d'armement – que celles fondées uniquement sur des concepts de la science politique ou de l'économie. Favoriser la transdisciplinarité ne peut, à notre avis, qu'enrichir l'analyse et offrir une meilleure compréhension de l'UE.

Sur la PESD

Au cours de ce mémoire, nous avons démontré que la PESD répond à trois besoins principaux en matière de sécurité et défense. Ces besoins sont d'ordre : a)

opérationnels, b) organisationnels, c) capacitaires (Objectif global, ECAP). De plus, nous avons insisté sur les liens qui unissent ces dimensions.

Premièrement, les besoins opérationnels furent très tôt définis par la PESC et prennent la forme des missions de Petersberg. La définition de ces missions incluse dans le TUE a donc contribué à rendre nécessaire la définition des capacités pour supporter ces opérations. Deuxièmement, la définition des composantes organisationnelles politico-militaires visait à supporter ces besoins opérationnels. En fait, la définition des composantes politico-militaires, fut un préalable nécessaire à l'opérationnalisation des missions. Il ne manquait donc que la définition des besoins capacitaires afin de compléter l'ensemble des besoins en matière de sécurité et défense. Définis à la suite de la mise en œuvre de l'organisation politico-militaire, les besoins capacitaires correspondent à un enchaînement de besoins orienté par les intérêts politico-militaires. La définition de l'Objectif global (Helsinki) et de du PAEC, visent à supporter les opérations et donc à supporter les intérêts des acteurs politiques et militaires.

La création de l'AED, qui favorise la mise en œuvre des besoins capacitaires et par conséquent opérationnels, va opérer une transformation des besoins sous la pression des industriels. Un déplacement va donc s'effectuer, faisant en sorte que la dimension armement délaisse le rapport aux opérations pour rejoindre une logique de choix rationnels visant la réorganisation et la restructuration des industries. Annoncée au sein de l'Objectif global, la restructuration, qui sera éventuellement supportée politiquement par la LdI, correspond davantage aux objectifs et intérêts des industriels de l'armement. Ceux-ci n'ont cependant pas attendu l'aval du politique avant de procéder à la consolidation des entreprises. En effet, entre l'annonce de l'Objectif global et la LdI, les STD voient le jour avec la création d'EADS.

De l'implantation des institutions de sécurité européennes post-Seconde Guerre mondiale jusqu'à St-Malo le développement institutionnel européen en matière de sécurité et défense correspond principalement à l'expression des intérêts des acteurs politiques et militaires. Les intérêts des industriels ne sont cependant pas écartés du processus de construction institutionnelle, tel que le démontre l'accent mis sur les dimensions production et R&D au sein de l'OTAN (BPD, CPA, CDNA). Ainsi, les intérêts des industriels, que nous identifions par les aspects R&D et production, ont toujours été présents dans la culture de coopération européenne. Ce n'est cependant qu'après la définition des objectifs de la PESD qu'ils occupent l'avant-scène de la coopération et que celle-ci devient de plus en plus de nature économique.

L'armement, le modèle européen et la PESD

Nous avons démontré que la genèse de la coopération en matière d'armement prend forme au sein de l'OTAN et de l'UEO. Ces deux structures institutionnelles ont des visées principalement sécuritaires. Nous avons simultanément présenté la façon dont la question de la coopération en matière d'armement prend forme au sein de l'UE, à l'aide du transfert institutionnel mais aussi de par le développement de la CPE. Puis nous avons vu comment se formait l'identité européenne de sécurité et défense, résultat de la construction des mécanismes et de la répétition des pratiques de coopération. L'affirmation identitaire de l'UE en matière de sécurité et défense, mène au développement de la PESD et du réseau institutionnel en support à celle-ci. Pour en arriver à mettre en œuvre une politique européenne englobant les dimensions opérationnelles, organisationnelles et capacitaires de la défense (PESD), les membres de l'Union ont du apprendre à coopérer dans ce domaine. Cet apprentissage, que nous

identifions comme la culture de coopération, permet de surmonter les obstacles à la coopération.

De la genèse à la transformation, en passant par l'évolution de la culture de coopération, on constate un déplacement du rapport entretenu entre le secteur de l'armement et l'UE vers une dimension économique, au détriment du militaire. Le rejet de l'idée d'armée européenne proposée au sein de la CED et l'institutionnalisation de cette idée a des conséquences majeures sur la coopération en matière d'armement. En effet, l'absence d'armée européenne confine l'UE au rôle de développement de l'industrie de l'armement. Ainsi, le rapport entre armement et PESD ne peut être qu'économique tant et aussi longtemps que les armées resteront nationales. Nous constatons donc que les processus de coopération et la modification des normes n'ont d'incidence que sur le secteur de l'armement et non sur l'ensemble de la coopération militaire. Il a cependant fallu développer l'ensemble de la coopération militaire pour parvenir à mettre en place des structures de coopération en matière d'armement.

Genèse et évolution de la culture de coopération : conclusion

Au début de ce mémoire nous avons effectué des choix dans le traitement du sujet. Parmi ces choix, nous avons opté pour un niveau d'analyse intermédiaire insistant principalement sur le cadre institutionnel au sein duquel et sur lequel les acteurs agissent. Des choix furent tout aussi effectués quant aux objectifs de la démonstration, soit de comprendre comment se formait l'évolution de la culture de coopération. Les choix effectués en amont se sont donc répercutés sur les résultats en aval. Les lignes suivantes servent donc à évaluer ces choix tant au niveau de l'objet que de la démarche, du traitement et de la méthode.

Apports

Notre sujet de recherche a pris forme par l'entremise des intérêts de recherche portés envers trois éléments : 1) l'Union européenne ; 2) les question de sécurité ; 3) les théories. Le lien entre ces trois éléments fut effectué par le biais de la notion de coopération, pourquoi et comment y parvient-on. L'objet d'étude que constitue l'armement nous semblait offrir une perspective analytique intéressante. En effet, il est peu étudié et n'a, à notre connaissance, jamais été analysé d'un point de vue politique comme un phénomène continu liant autant les époques que les institutions et les acteurs²⁰⁵.

Ainsi, nous avons déjà présenté deux choix effectués au cours de ce mémoire concernant les intérêts de recherche et la notion de culture. Les choix effectués ont mené à la délimitation du sujet de recherche, ce qui nous a permis d'offrir une vue d'ensemble de l'évolution d'un domaine de la coopération. De surcroît, nous avons présenté l'objet d'étude comme faisant partie de la démarche d'intégration européenne.

Cette démarche nous a permis d'expliquer le développement institutionnel par le biais de la construction des mécanismes qui encadrent les pratiques et forgent les habitudes de coopération. Le traitement de notre sujet nous a aussi permis de lier les différents acteurs entre eux et dans le temps pour offrir une vision globale du phénomène de coopération en matière d'armement en Europe. Par ailleurs c'est aussi une vision englobante de l'objet d'étude que nous avons présenté en insistant sur les trois dimensions que sont : a) les capacités, b) la production et c) le marché.

²⁰⁵ Les auteurs Axelle Masson et Jean-Paul Hébert replacent la coopération en matière d'armement dans une perspective historique mais respectivement à l'aide d'une approche juridique et économique, voir : Jean-Paul Hébert et Jean Hamiot, dir., 2004, *Histoire de la coopération européenne dans l'armement*, Paris : CNRS Éditions.

Somme toute, la force de ce mémoire réside dans l'identification des institutions clefs qui ont transporté et au sein de laquelle la coopération en matière d'armement a évolué, permettant l'intégration des questions d'armement dans le cadre de l'UE. Nous avons donc décortiqué le cadre institutionnel dans lequel s'effectue la coopération en définissant ses principaux mécanismes. Puis, nous en avons extrait les processus les plus significatifs qui appuient nos hypothèses de recherche concernant la genèse, l'évolution et la transmission de la culture de coopération. En outre, en insistant sur les processus nous avons forcément délaissé l'étude de certaines dynamiques qui se produisent à un niveau d'analyse différent.

Limites

Le traitement de l'objet de recherche et la démarche adoptés nous ont contraint, dans le cadre du présent mémoire, à délaisser une partie importante du jeu politique. En effet, l'accent mis sur les institutions a eu pour conséquence de délaisser une bonne partie du processus d'interaction entre acteurs, pourtant formateur du cadre étudié. Le manque d'analyse concernant les décisions des acteurs constitue probablement la principale faiblesse de ce mémoire. Ce mémoire ne permet donc pas de comprendre pleinement comment se construit le design institutionnel résultat du débat entre les préférences des différents acteurs. La critique économique du constructivisme soulevée par Maria Green Cowles souligne ces lacunes. L'auteure précise que : « constructivist approaches tended to overemphasize the role of social structures and norms at the expense of the agents who help create and change them in the first place »²⁰⁶. Bref, en

²⁰⁶ Maria Green Cowles, 2005, « Non-state actors and false dichotomies. Reviewing IR/IPE approaches to European Integration », Dans Erik Jones and Amy Verdun, dir., *Op. Cit.*, p. 33.

cherchant à comprendre quel était le cadre d'action dans lequel les acteurs évoluent, nous avons quelque peu délaissé ces mêmes acteurs.

Les plus récentes recherches effectuées dans le cadre de ce mémoire nous ont permis de découvrir des travaux qui adoptent une démarche sociologique et qui répondent aux faiblesses que nous venons d'exposer. Cela nous mène donc vers la conclusion, laquelle consiste à ouvrir la réflexion sur de nouvelles pistes de recherches dans le domaine de l'armement au sein de l'UE.

Nouvelles pistes de recherche

L'analyse sociologique des questions d'armement représente un domaine de recherche bien développé aux États-Unis, mais peu présent dans l'ensemble européen. Nous avons fait référence à ce courant de recherche à plusieurs reprises au cours du précédent chapitre. En effet, l'ouvrage *Le choix des armes. Théories, acteurs et politiques*, dirigé par William Genieys, s'inscrit dans cette optique.

Ce domaine de recherche appelé « *armament studies* », littéralement études d'armement, s'intéresse « aux représentations et aux pratiques que [les] différents acteurs mobilisent dans le cadre de leur participation à l'élaboration des programmes d'armement »²⁰⁷. Bref, ces études s'attaquent à une des lacunes identifiées précédemment. En conclusion, compte tenu du fait que les politiques et les mécanismes de coopération sont bien intégrés dans l'UE et que ce domaine aux frontières de la défense et de l'économie, des politiques publiques et des relations internationales est en pleine croissance, ces études d'armement sont fort prometteuses.

²⁰⁷ William Genieys, 2004, *Le choix des armes. Théories, acteurs et politiques*, Paris : CNRS Éditions, p. 147.

Bibliographie

- Adréani, Gilles. 2000. « Why Institutions Matter ». *Survival* 42 (2) : 81-95.
- Barnier, Michel. 2002. *Rapport final du Groupe de travail VIII "Défense"*. Bruxelles : La convention européenne (CONV 461/02).
- Blank, Stephen. 2002. « The Transatlantic Security Agenda: A Conference Report Analysis ». *European Security* 11 (2) : 1-32.
- Britz, Malena, 2003, *The Europeanization of Defence Industry Policy*. Thèse de Doctorat. Department of Political Science. Stockholm University.
- Cartou, Louis. 1994. *L'Union européenne. Traités de Paris – Rome – Maastricht*. Paris : Dalloz.
- Coëme, Guy. 1991. « The Role of the IEPG ». *NATO Review* 39 (4) : 15-20.
- Centre de recherche sur l'Europe et le monde contemporain (CREMOC). 2000. *Accord cadre relatif aux mesures visant à faciliter les restructurations et le fonctionnement de l'industrie européenne de défense*. En ligne. <http://www.cremoc.org/articles/laloi.pdf> (page consultée le 15 juillet 2006).
- Cutler, Robert M. and Alexander Von Lingen. 2003. « The European Parliament and European Union Security and Defence Policy ». *European Security* 12 (2) : 1-20.
- Dumoulin, André, Raphaël Mathieu et Gordon Sarlet. 2003. *La politique européenne de sécurité et de défense (PESD). De l'opérateur à l'identitaire*. Bruxelles : Bruylant.
- Dumoulin, André et Éric Remacle, dir. 1998. *L'Union de l'Europe Occidentale. Phénix de la défense européenne*. Bruxelles : Bruylant.
- European Aeronautic Defence and Space Company. 2005. *Les ailes du temps*. En ligne. www.eads.com (page consulté le 20 février 2006).
- European Defence Agency. 2005a. *The Code of Conduct on Defence Procurement of the EU Member States Participating in the European Defence Agency*. En ligne. <http://www.eda.europa.eu/reference/eda/EDA%20-%20Code%20of%20Conduct%20-%20European%20Defence%20Equipment%20Market.htm> (page consultée le 21 juillet 2006).

- European Defence Agency. 2005b. *The Code of Best Practice in the Supply Chain of the EU Member States Participating in the European Defence Agency*. En Ligne. <http://www.eda.europa.eu/reference/eda/eda%20-%20code%20of%20best%20practice%20in%20the%20supply%20chain%20-%20european%20defence%20equipment%20market.htm> (page consultée le 21 juillet 2006).
- Federal Republic of Germany. 1988. *European Political Co-operation*, Fifth Edition. Bonn : Press and Information Office.
- Foucault, Martial. 2005. *Biens collectifs et sécurité extérieure : analyse économique de la politique européenne de défense*. Résumé de thèse de Doctorat. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Institut Universitaire Européen.
- Gazibo, Mamoudou et Jane Jenson. 2004. *La politique comparée. Fondements, enjeux, et approches théoriques*. Montréal : PUM.
- Genieys, William, dir. 2004. *Le choix des armes. Théories, acteurs et politiques*. Paris : CNRS Éditions.
- Haagerup, N. 1982. *European Political Cooperation and European Security* ». Working Documents (1-946/82). European Parliament : Political Affairs Committee on European Political Cooperation and European Security. En ligne. http://aei.pitt.edu/1928/01/EP_European_security_946_82.pdf (page consultée le 15 février 2006).
- Hébert, Jean-Paul et Jean Hamiot, dir. 2004. *Histoire de la coopération européenne dans l'armement*. Paris : CNRS Éditions.
- Howorth, Jolyon. 2000a. « Britain, NATO and CESDP : Fixed Strategy, Changing Tactics ». *European Foreign Affairs Review* 5 : 377-96.
- Irondelle, Bastien. 2002-2003. « La défense européenne quel objet pour quels outils d'analyse ? ». *La revue internationale et stratégique* 48 (hiver) : 79-88.
- Jones, Erik and Amy Verdun, dir. 2005. *The Political Economy of European Integration. Theory and Analysis*. London : Routledge.
- Katzenstein, Peter J., dir. 1996. *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*. New York : Columbia University Press.
- King, Gary, Robert O. Keohane and Sidney Verba. 1994. *Designing Social Inquiry*. Princeton : Princeton University Press.
- Legro, Jeffrey W. 1996. « Culture and Preferences in the International Cooperation Two-Step ». *American Political Science Review* 90 (1) : 118-37.

- Macleod, Alex, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour. 2002. *Relations internationales. Théories et concepts*. Montréal : Athéna & CEPES.
- Mahony, Honor. 2006. « MEPs urge commission to push ahead in opening up EU defence markets ». *EU Observer*. En ligne.
<http://euobserver.com/9/22408/?rk=1> (page consultée le 16 septembre 2006)
- Menon, Anand. 1995. « From Independence to Cooperation : France, NATO and European Security ». *International Affairs* 71 (1) : 19-34
- Mérand, Frédéric. 2005. « The European Security and Defence Policy: Institutional Choice or Bricolage ». Working Paper. August. Université de Montréal.
- Mérand, Frédéric. 2003. *Soldiers and Diplomats: The Institutionalization of the European Security and Defence Policy*. Thèse de Doctorat. Department of Sociology. University of California, Berkeley.
- Meyer, Christoph O. 2005. « Convergence Towards a European Strategic Culture? A Constructivist Framework for Explaining Changing Norms ». *European Journal of International Relations* 11 (4) : 523-49.
- Missiroli, Antonio, dir. 2003. « From Copenhagen to Brussels. European Defence : Core Documents. Volume IV ». *Chaillot Paper* 67 (December).
- Moravcsik, Andrew, 1998, *The Choice for Europe. Social Purpose & State Power from Messina to Maastricht*. Ithaca: Cornell University Press.
- Moravcsik, Andrew. 1993. « Armaments Among Allies. European Weapons Collaboration, 1975-1985 ». Dans Peter B. Evans, Harold K. Jacobson and Robert D. Putnam, dir., *Double-Edged Diplomacy*. Berkeley: University of California Press : 128-68.
- Moravcsik, Andrew. 1991. « Negotiating the Single European Act ». Dans Robert O. Keohane & Stanley Hoffmann, dir., *The New European Community. Decisionmaking and Institutional Change*. Boulder : Westview Press : 41-84.
- Mörth, Ulrika and Malena Britz. 2004. « European Integration as Organizing: The Case of Armaments ». *Journal of Common Market Studies* 42 (5) : 957-73.
- Organisation de l'Armement de l'Europe Occidentale (OAE0). 2001. *Ententes européennes en matière d'organisation, de programmes et d'activités de recherche (EUROPA)*. Bruxelles : Union de l'Europe occidentale.
- OTAN. 2001. *Manuel de l'OTAN*. Bruxelles : Bureau de l'information et de la presse.

- OTAN. Ministerial Meeting of the North Atlantic Council/North Atlantic Cooperation Council. 1994. *Declaration of the Heads of State and Government*, Brussels : NATO Headquarters (10-11 January). Press communiqué M-1(94)3. En ligne. www.nato.int/docu/comm/49-95/c940111a.htm page consultée le 12 avril 2006).
- OTAN. 1999. *Production de défense et logistique 1952-1958* (DES (92)1-VIII). Déclassifié – Mise en lecture publique. Bruxelles : Archives OTAN. En ligne. www.nato.int/archives/tools/8.pdf (page consultée le 17 janvier 2006).
- OTAN. 1999. *Coopération scientifique et recherche pour la défense* (DES(94)2-XII). Déclassifié – Mise en lecture publique. Bruxelles : Archives OTAN. En ligne. www.nato.int/archives/tools/12.pdf (page consultée le 17 janvier 2006).
- European Defence Community Treaty* (Unofficial Translation). 1952. En ligne. http://aei.pitt.edu/5201/01/001669_1.pdf (page consultée le 12 juin 2006).
- Parsons, Craig. 2002. « Showing Ideas as Causes: The origins of the European Union », *International Organization* 56 (1) : 47-84.
- Pascallon, Pierre, dir. 1999. *L'Alliance Atlantique et l'OTAN, 1949-1999 : un demi-siècle de succès*. Bruxelles : Bruylant.
- Penska, Susan E. and Warren L. Mason. 2003. « EU Security and the Transatlantic Relationship ». *Cooperation and Conflict* 38 (3) : 255-280.
- Posen, Barry R. 2004. « ESDP and the Structure of World Power ». *The International Spectator* 39 (1) : 5-17
- Rapport Davignon*. 1970. Draft of the final report adopted by the Foreign Ministers. En ligne. www.aei.pitt.edu/4540/01/epc_davignon_report_draft.pdf (page consultée le 3 mars 2006).
- Révillard, Christophe. 2000. *Les dates-clefs de la construction européenne*. Paris : Éditions Ellipses.
- Rosamond, Ben. 2000. *Theories of European Integration*. New York : Palgrave.
- Rutten, Maartje. 2002. « From Nice to Laeken. European Defence: Core Documents. Volume II ». *Chaillot Paper* 51 (April).
- Schmitt, Burkard, dir. 2005. *Defence Procurement Debate in the European Union. The Current Debate*. Paris : European Union Institute for Security Studies (May).
- Schmitt, Burkard. 2003a. « L'Union européenne et l'armement. Quelle agence dans quel marché ? ». *Cahiers de Chaillot* 63 (août).
- Schmitt, Burkard, dir. 2003b. « L'Europe de l'armement : les textes fondamentaux ». *Cahiers de Chaillot* 59 (avril).

- Schmitt, Burkard. 2000. « De la coopération à l'intégration : les industries aéronautiques et de défense en Europe ». *Cahiers de Chaillot* 40.
- Schwok, René. 2005. *Théories de l'intégration européenne*. Paris : Montchrestien.
- Stahl, Bernhard, Henning Boekle, Jörg Nadoll and Anna Jöannesdottir. 2004. « Understanding the Atlanticist-Europeanist Divide in the CFSP: Comparing Denmark, France, Germany and the Netherlands ». *European Foreign Affairs Review* 9 : 417-441.
- Treacher, Adrian. 2004. « From Civilian to Military Actor: The EU's Resistable Transformation ». *European Foreign Affairs Review* 9 : 49-66.
- Union européenne. EU Institute for Security Studies. 2005. « EU Security and Defence Core Documents. Volume V ». *Chaillot Paper* 75 (February).
- Union européenne. 2002. « Le traité de Maastricht ». *Journal officiel des communautés européennes* C 325 (24 décembre). Bruxelles.
- Union européenne. 1997. « Traité d'Amsterdam ». *Journal officiel* C 340 (10 novembre). Bruxelles.
- Union de l'Europe Occidentale. 1995. Western European Union Council of Ministers. *European Security: A Common Concept of the 27 WEU Countries*. Bruxelles : Service de presse et information.
- Wendt, Alexander. 1999. *Social Theory of International Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Zorgbibe, Charles. 1993. *Histoire de la construction européenne*. Paris : PUF.
- Zorgbibe, Charles. 2005. *Histoire de l'Union européenne*. Paris : Albin Michel.

